



Revue de presse de janvier 2025

**Réseau des Journalistes Africains
Spécialisés sur le Développement
Durable & le Changement
Climatique**

Un programme de l'Association Africa 21

Références : Accord de Paris, ACEA, ACEN, AFD, AfDB, AUC, BOAD, Commission européenne, COI, COP 29, COP 30, CUA, European Union, FAO, FIDA, Fonds vert pour le climat, Forum économique mondial, GAIN, GIZ, IFAD, IOC, IPCC, ISO, Medwaves, MEDECC, ONU-eau, OMM, Plan Bleu, Traffic International, Transparency International, UEMOA, UICN, UNDP, UNESCO, UNECA, Union africaine, Union européenne, USAID, WHO, WOAHA, World Bank, WWF.

Table des matières

Ernest Agbota (Bénin) ; De la nécessité des pratiques agroécologiques face au climat ; Radio Parakou (ORTB), janvier 2025.	5
Najeh Kharrez (Tunisie) ; Transformations écologiques : Comment les entreprises adoptent l'économie circulaire; L'Echo Tunisien, 2 janvier 2025.	6
Najeh Kharrez (Tunisie) ; Le Maghreb à l'épreuve du changement climatique; L'Echo Tunisien, 2 janvier 2025.	8
Siago Cece (Kenya) ; Wasini Island community rallies together to protect marine ecosystem ; The Nation, January 4, 2025.....	11
Pauline Ongaji (Kenya) ; Agroecology: New path to food security ; The Nation, January 4, 2025.	14
Hector Nammangue (Togo) ; Pour une agriculture résiliente au changement climatique ; Vert Togo, 6 janvier 2025.	19
Sarah Natoolo (Ouganda); The banana value addition story ; UBC, January 7, 2025.....	21
Mabrouka Khedir (Tunisie) ; "À la Rencontre de Robin Degron : L'Avenir de la Méditerranée selon le Plan Bleu!" ; Cosmos Media, 7 janvier 2025.....	21
Victor Moturi (Kenya) ; Environment Today, Your World Tomorrow : Climate-Resilient Agriculture in East Africa ; RFI Kiswahili, January 7, 2025.	22
Rabah Karali (Algérie); Plan sectoriel pour les énergies renouvelables en Algérie : pour une vision stratégique ambitieuse; Ebourse.dz, 8 janvier 2025.	23
Victor Gbonegun (Nigeria) ; Advocate urges sustainable lifestyle to tackle climate crisis ; The Guardian, 9 January 2025.	24
Najeh Kharrez (Tunisie) ; Clima : Un modèle de développement durable pour la commune de Mahdia ; L'Echo Tunisien, 9 janvier 2025.....	26
Najeh Kharrez (Tunisie) ; ASSAD et le recyclage des batteries : Un modèle d'économie circulaire ; L'Echo Tunisien, 9 janvier 2025.....	28
Najeh Kharrez (Tunisie) ; S-REG : Un modèle de durabilité dans le recyclage des déchets d'infrastructure ; L'Echo Tunisien, 9 janvier 2025.	30
Naïma Cherii (Maroc) ; Pêche maritime : Grosse polémique autour des filets dérivants interdits... ; Le Reporter Express, 10 janvier 2025.....	32

Pauline Ongaji (Kenya) ; Study finds hardy coral reefs in the Indian Ocean ; The East African, January 11, 2025.	35
Pauline Ongaji (Kenya) ; Waste? A human resource professional is turning it into profit and creating jobs for youth ; The Nation, January 12, 2025.....	38
Karina Zarazafy (Madagascar) ; 2025 : L'Année des glaciers ; Bleen Media, 13 janvier 2025.	40
Hector Nammangue (Togo) ; 932,631 milliards FCFA de la BOAD orientés vers le développement durable en 2024 ; Vert Togo, 14 janvier 2025.....	42
Mabrouka Khedir (Tunisie) ; Lancement de la première unité de recyclage des déchets de construction en Tunisie : Une étape pionnière vers une économie circulaire ; Cosmos Media, 14 janvier 2025.	44
Eric Ojo (Nigeria) ; Climate tech innovation in Africa gets \$10 million boost from AfDB ; Pluboard, January 15, 2025.....	48
Sarah Ben Omrane (Tunisie) ; Le Plan Bleu alerte: agir face aux défis climatiques en Méditerranée ; Albia News, janvier 15 2025.....	50
Rabah Karali (Algérie) ; Signature d'un accord de partenariat entre l'ONEDD et Naftal ; Ebourse.dz, 15 janvier 2025.	53
Hector Nammangue (Togo) ; Urgent d'accélérer la transformation des systèmes alimentaires ; Vert Togo, 15 janvier 2025.....	55
Hector Nammangue (Togo) ; Garantir l'accès universel à l'eau potable au Togo ; Vert Togo, 16 janvier 2025.	58
Rabah Karali (Algérie) ; Africa 21 : atelier sur le changement climatique et l'économie circulaire, en Tunisie ; DzCharikati, 18 janvier 2025.	60
Hector Nammangue (Togo) ; Évaluer l'efficacité de la gestion des aires protégées grâce à l'outil IMET ; Vert Togo, 19 janvier 2025.	64
Boris Ngounou (Cameroun) ; Davos 2025 : la RDC, moteur de l'intelligence et de la durabilité ; Environnementales, 21 janvier 2025.	67
Victoire Katembo Mbutu (RDC) ; Dans des pêcheries du lac Edouard, la carence en poisson expose la population à des attaques de crocodiles ; Ici Congo, 22 janvier 2025.....	69
Badylon Kawanda Bakiman (RDC) ; RD Congo : La FOPAKKM a officiellement lancé à Kikwit et Masimanimba les activités de la mise en œuvre du "Projet AVENIR" pour réduire la pauvreté et promouvoir l'agriculture ; News Blog World, 23 janvier 2025.....	74
El Hadji Cheikh Anta Seck (Sénégal) ; Présidence de la COP 30 à Belem (Brésil) : André Correa Do Lago et Ana Toni, la « dream team » de Lula pour sauver le climat ; Torche du Monde, 23 janvier 2025.....	78
El Hadji Cheikh Anta Seck (Sénégal) ; Climat : Antonio Guterres alerte sur le recul des engagements climatiques des nations ; Torche du monde, 23 janvier 2025.	80
Tatiana Meliedje (Cameroun) ; L'Afrique perd plus de 40 000 milliards de FCFA par an à cause des organismes nuisibles ; Camer News, 24 janvier 2025.	82

Hector Nammangue (Togo) ; Sortie des USA de l'Accord de Paris : opportunité ou menace pour la finance climat ; Vert Togo, 24 janvier 2025.	85
Boris Ngounou (Cameroun) ; Cameroun : les riverains de Camvert dénoncent la destruction de leurs forêts ; Environnementales, 24 février 2025.....	87
Karina Zarazafy (Madagascar) ; Économie circulaire : Vers un plan d'action régional pour les États insulaires ; Bleen Media, 25 janvier 2025.	89
Wallace Mawire (Zimbabwe) ; Southern Africa faces burden of rabies control ; Impact Stories, January 26, 2025.	91
Victor Gbonegun (Nigeria); 'Sustainable architectural designs will mitigate climate crisis'; The Guardian, 27 January 2025.....	93
Rivonala Razafison (Madagascar) ; Port-Louis, un rendez-vous important de deux jours ; La Vérité, 28 janvier 2025.....	97
Tatiana Meliedje (Cameroun) ; L'impact du retrait des Etats Unis de l'accord de paris sur le climat ; News du Camer, 28 janvier 2025.	98
Joseph Abuje (Kenya); Africa should transit to a just and inclusive circular economy model; African Science News, January 28, 2025.	100
Karina Zarazafy (Madagascar) ; Changer les règles du jeu : quand les États insulaires misent sur la durabilité ; Bleen Media, 28 janvier 2025.....	103
Boris Ngounou (Cameroun) ; RDC : la Réserve du Corridor Vert, un projet entre espoir et controverse ; Environnementales, 29 janvier 2025.	106
Rivonala Razafison (Madagascar) ; Un vaste réseau de trafiquants de tortues démantelé à Madagascar ; Mongabay, 30 Janvier 2025.	108
Siago Cece (Kenya) ; New project to monitor, protect marine life through technology ; The Nation, January 30, 2025.	114
Meriem Khadhraoui (Tunisie) ; Mobilité électrique en Tunisie: Les préalables d'une transition inévitable ; TAP, 30 janvier 2025.	117
Wallace Mawire (Zimbabwe) ; Zimbabwe March Against Gender Violence Draws Officials, EU Support ; Africa Brief, January 30, 2025.....	120
Hector Nammangue (Togo) ; Des solutions pour atténuer les impacts climatiques au Sud du Togo ; Vert Togo, 31 janvier 2025.....	122
Hector Nammangue (Togo) ; Le ProSMAT, un nouvel élan pour le maraîchage agroécologique au Togo ; Vert Togo, 31 janvier 2025.....	124
Sarah Natoolo (Ouganda) ; The wetlands story ; UBC January 31, 2025.	127
Wallace Mawire (Zimbabwe) ; Africa Solar Growth Steady but Lags Behind Global Installation Surge ; Africa Brief, January 31, 2025.	128



Radio Parakou

Ernest Agbota (Bénin) ; De la nécessité des pratiques agroécologiques face au climat ; Radio Parakou (ORTB), janvier 2025.

Tag : -.

Pour écouter le reportage : <https://www.dropbox.com/scl/fi/xrzbjloze8hwhve31h1gn/DE-LA-NECESSITE-DES-PRATIQUES-AGROECOLOGIQUES-FACE-AU-CLIMAT.mp3?rlkey=okobpfsio6or5kyeisnpg6aaf&e=2&dl=0>

Le réchauffement climatique met à rude épreuve l'agriculture au Bénin. Sécheresses, inondations, appauvrissement des sols... Face à ces défis, il importe d'adopter des pratiques agroécologiques pour préserver les terres agricoles et garantir le rendement et la sécurité alimentaire dans tous ses aspects. Ce magazine explore comment ces techniques peuvent être une réponse agricole durable face aux bouleversements climatiques.

L'Echo Tunisien

Najeh Kharrez (Tunisie) ; Transformations écologiques : Comment les entreprises adoptent l'économie circulaire; L'Echo Tunisien, 2 janvier 2025.

Tag : Medwaves.

Pour accéder à l'article : <https://lecho tunisien.com/transformations-ecologiques-comment-les-entreprises-adoptent-leconomie-circulaire/>



L'économie circulaire représente une réponse innovante aux défis environnementaux contemporains, en s'éloignant du modèle traditionnel linéaire de « produire, consommer et jeter ». Ce concept, soutenu par la transition vers des énergies renouvelables, vise à créer un système économique durable qui valorise les ressources tout en minimisant les déchets. En adoptant ce modèle, les entreprises peuvent non seulement réduire leur empreinte écologique, mais aussi créer de nouvelles opportunités économiques. Lors de un atelier de formation s'est tenu à Tunis le dernier mois de 2024, et qui a rassemblé des experts et des acteurs clés pour discuter des impacts du changement climatique sur les ressources naturelles dans le Maghreb,

M. Giorgio Mosangini, Chef du département d'entrepreneuriat vert et société civile, MedWaves, a présenté des modèles d'entreprise durables et circulaires.

Les entreprises durables se définissent par leur capacité à générer de la valeur écologique tout en étant économiquement viables. Elles répondent aux enjeux environnementaux en intégrant des pratiques d'éco-innovation et d'éco-conception dans leur modèle d'affaires. Cela implique une évaluation systématique de l'impact environnemental à chaque étape du cycle de vie d'un produit, depuis la conception jusqu'à la fin de vie. En effet, il est estimé que 80 % des impacts environnementaux sont déterminés dès la phase de conception.

L'éco-innovation se décline en plusieurs niveaux : au niveau des processus, elle permet d'optimiser l'utilisation des ressources et de réduire les déchets; au niveau des produits, elle favorise le développement de solutions plus performantes sur le plan environnemental; et au niveau du système, elle encourage des modèles d'affaires radicaux qui privilégient la durabilité. Par exemple, la transition vers des services de mobilité partagée illustre comment l'éco-innovation peut transformer les modes de consommation.

L'éco-conception joue également un rôle crucial dans cette dynamique. En intégrant des critères environnementaux dès la conception, les entreprises peuvent non seulement améliorer leur performance écologique, mais aussi réduire leurs coûts opérationnels. Des stratégies telles que l'utilisation de matériaux recyclés ou renouvelables, l'optimisation des procédés de production et la promotion de la réparabilité sont autant d'initiatives qui contribuent à cette démarche.

En adoptant ces pratiques, les entreprises peuvent accroître leur résilience face aux risques liés à la raréfaction des ressources. Elles bénéficient également d'un accès privilégié aux marchés en croissance pour les produits durables et peuvent améliorer leur image de marque grâce à un engagement fort en faveur de l'environnement. Les investissements verts et les subventions publiques deviennent ainsi plus accessibles pour celles qui intègrent l'éco-innovation dans leur stratégie.

L'économie circulaire aujourd'hui offre une voie prometteuse pour réinventer le modèle économique actuel. En transformant les défis écologiques en opportunités économiques, les entreprises peuvent non seulement contribuer à un avenir durable mais également renforcer leur compétitivité sur le marché mondial. L'intégration de l'éco-innovation et de l'éco-

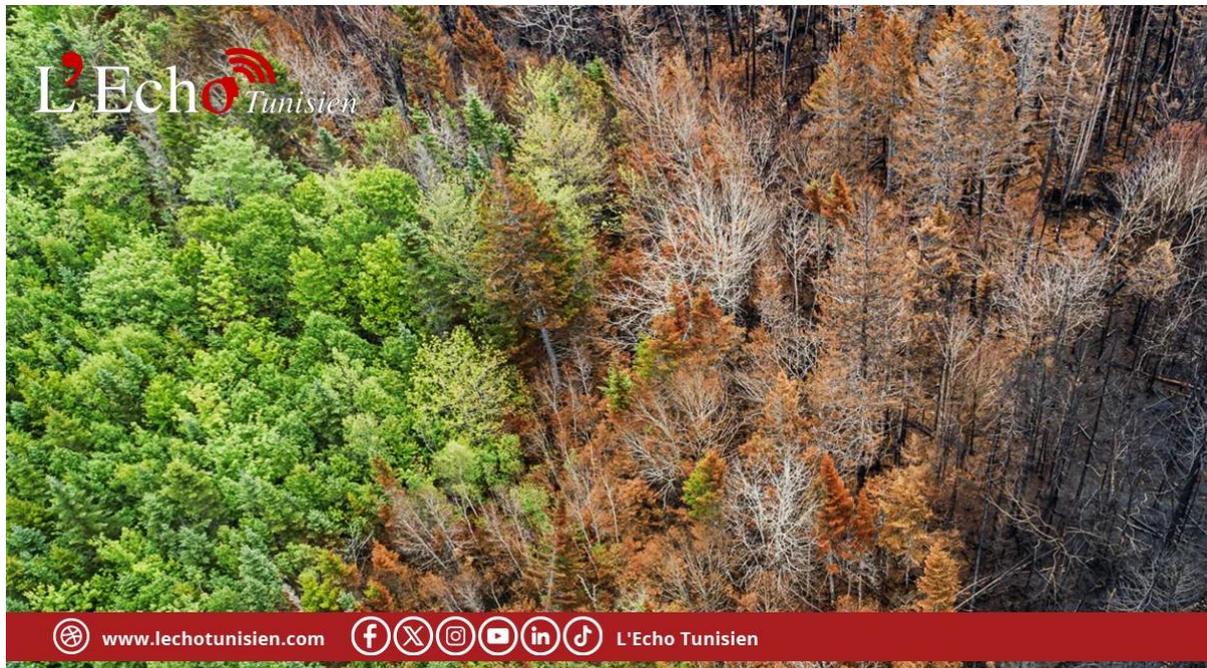
conception est essentielle pour construire un système économique qui respecte les limites planétaires tout en répondant aux besoins sociétaux.

L'Echo Tunisien

Najeh Kharrez (Tunisie) ; Le Maghreb à l'épreuve du changement climatique; L'Echo Tunisien, 2 janvier 2025.

Tag : MEDECC.

Pour accéder à l'article : <https://lehotunisien.com/le-maghreb-a-lepreuve-du-changement-climatique/>



Un atelier de formation s'est tenu à Tunis le dernier mois de 2024, et a rassemblé des experts et des acteurs clés pour discuter des impacts du changement climatique sur les ressources naturelles et le vivant dans le Maghreb.

Le Maghreb, en tant que région méditerranéenne, est particulièrement vulnérable aux effets du changement climatique. Les participants ont souligné que cette région est un « hot spot » du changement climatique, caractérisé par une augmentation des températures et une diminution des précipitations. Cette situation pose des défis majeurs pour la gestion des ressources naturelles, notamment l'eau, les sols, et la biodiversité.

Dans une présentation par M. Tarik Chfadi, économiste spécialisé en économie agricole et des ressources à l'Institut international de recherche sur l'eau de l'Université polytechnique Mohammed VI, expert MEDECC, où il a évoqué les enjeux environnementaux des économies du Maghreb dans le contexte du changement climatique : impact sur le vivant et les ressources, plusieurs questions ont été posées sur la pénurie d'eau qui représente un problème crucial pour le Maghreb.

Les experts ont noté que la combinaison de la baisse des précipitations et de l'augmentation de l'évaporation réduit la disponibilité de l'eau, affectant ainsi l'agriculture et l'approvisionnement en eau potable. Des pays comme l'Algérie font face à une réduction significative des écoulements d'eau et à la dégradation des zones humides. Les solutions proposées incluent le dessalement et la réutilisation des eaux usées traitées, bien que ces méthodes nécessitent une attention particulière aux apports énergétiques durables.

Le changement climatique accélère la dégradation des sols et la désertification, ce qui réduit les terres arables et la productivité agricole. Le Maroc et la Tunisie, où l'agriculture est essentielle à l'économie, sont particulièrement touchés. Les experts ont recommandé l'adoption de technologies d'irrigation innovantes et de pratiques durables d'utilisation des terres pour atténuer ces impacts.

La biodiversité dans le Maghreb est menacée par la perte d'habitat et les nouvelles conditions climatiques. Les participants ont discuté des risques de migration d'espèces et des implications négatives pour les écosystèmes terrestres et marins. Il a été souligné que des efforts de conservation renforcés et une coopération régionale sont nécessaires pour protéger cette biodiversité.

La pénurie d'eau et les défis agricoles contribuent à l'instabilité socio-économique dans la région, augmentant le risque de troubles sociaux. Les liens entre les besoins fondamentaux non

satisfaits, comme l'accès à l'eau et à la nourriture, et les événements tels que le printemps arabe ont été mis en évidence. Des migrations potentielles et des conflits pourraient également découler de cette rareté des ressources.

Les participants ont discuté des mesures d'adaptation nécessaires, telles que le recours aux énergies renouvelables pour le dessalement, ainsi que l'agriculture intelligente face au climat. Le leadership du Maroc dans le programme national d'économie d'eau et ses investissements dans l'énergie solaire ont été cités comme exemples positifs. L'accent a été mis sur la gestion durable des ressources et la nécessité d'une coopération transfrontalière.

Cet atelier a permis de mettre en lumière les défis importants que pose le changement climatique pour le Maghreb tout en identifiant des opportunités pour une transformation durable. Il est crucial de partager les informations scientifiques, d'encourager la coopération régionale, et d'adopter des pratiques innovantes pour assurer la résilience face aux impacts environnementaux croissants.

N

Siago Cece (Kenya) ; Wasini Island community rallies together to protect marine ecosystem ; The Nation, January 4, 2025.

Tag : UNDP.

To access the article : <https://nation.africa/kenya/health/wasini-island-community-rallies-together-to-protect-marine-ecosystem-4877378>



A section of Wasini Beach Management Unit (BMU) members sit at the entrance of Wasini Island in Kwale County on December 29, 2024. The BMU members have started a conservation initiative to protect the ocean amid climate change effects. Siago Cece | Nation Media Group.

Residents of Wasini Island in Kwale County have received a major boost in their efforts to conserve marine ecosystem as the area continues to grapple with the impacts of climate change.

The community received a Sh3 million grant from the United Nations Development Programme (UNDP) under the Small Grants Programme and the Global Environment Facility to conserve key marine ecosystems such as sea grasses, coral reefs and waste management at the beach.

The residents, under the Wasini Beach Management Unit (BMU), will be required to undertake various projects in the next one year amid declining marine resources such as fish catch, a critical source of food and livelihood in the community.

BMUs are made up of people who depend on fisheries for their livelihood, and manage the beach in collaboration with the government.

“We are facing a lot of challenges as a coastal community. Our fish no longer have proper grounds for breeding since sea grasses and corals are bleaching or being destroyed by human activities,” said Mohammed Kassim, Wasini Beach Management Unit secretary.

He noted that despite climate change effects such as coral bleaching, a section of fishermen are still using harmful and illegal methods of fishing that end up destroying marine ecosystems.

Consequently, fish stocks have declined.

Wasini Island, located in Kwale County, is also a famous tourist attraction neighbouring the Kisite Mpunguti Marine National Park, where both local and international tourists visit to watch dolphins and beautiful coral gardens under water.

Mr Kassim said the conservation boost, including waste management and initiatives providing marine education to the community, will also have a direct impact on the community, which depends on tourism as a key source of income.

“If we do not do the clean-ups, the sea will remain polluted and marine organisms will thus be endangered by the plastics. Dolphins always mistake microplastics for feed. If dolphins die, it means there will be no tourist attraction in our area,” said Mr Kassim.

The community is currently engaging in the restoration programme in partnership with experts from the Kenya Marine and Fisheries Research Institute (KMFRI).

According to KMFRI scientist Jelvas Mwaura, the last decade has seen a high decline in ocean resources due to environmental-related reasons, and if action is not taken, the effects will negatively impact coastal communities.

He explained that many fishermen are using the wrong fishing methods, which create more damage when coupled with climate change effects.

For instance, he explained that trawling is supposed to happen in the deep sea, where trawler nets are supposed to go 40 to 60 metres deep, but since fishermen cannot cover that distance with their small boats, they fish near the coastal area, destroying sea grasses and coral reefs that are closer to the surface.

He however, lauded the community for coming up with the initiative to protect the marine environment, adding that other marine stakeholders will join in to create a favourable environment for organisms living in the ocean.

“We are now using the community as well as other marine stakeholders and experts. It is much easier when the community has accepted to be part of the process.”

He noted that the local community has restored two hectares of coral reefs and sea grass in past years, adding that the project will help to conserve four hectares in a community conservation area.

“This is a good initiative. It means that the more degraded areas are restored, there will be more corals and more fish for the community,” he said, adding that enhancing fish breeding sites will also have a ripple effect on fish population in other coastal areas in Mombasa, Kilifi and Kiunga.

This comes even as coastal communities in Kenya continue to reel from effects of climate change. In 2024, many got affected by strong winds caused by cyclones in other parts of the world. Vanga residents in Kwale County were victims of unusual rising sea water levels that saw ocean water reach their villages for days before subsiding.

Residents of Mkwiro village in Wasini Island are also the recent victims of coastal erosion, where key community areas such as graveyards risk being swept away by rising sea water levels.

Coast Development Authority Director Geoffrey Rono said more support for restoration efforts in Coast region will not only help protect their local communities’ livelihoods, but also help them adapt to the climate change effects.

N

Pauline Ongaji (Kenya) ; Agroecology: New path to food security ; The Nation, January 4, 2025.

Tag : COP 29, European Union, FAO, IFAD, World Bank.

To access the article : <https://nation.africa/kenya/business/seeds-of-gold/agroecology-new-path-to-food-security--4877274>



Mary Khasoa, a small-scale farmer in Bungoma County, at her farm. Pauline Ongaji | Nation Media Group.

As the 2024 United Nations Climate Change Conference (COP29) concluded in Baku, Azerbaijan, one undeniable reality stood out: the devastating impact of climate change on global food security is being felt worldwide.

According to statistics, in 2023, an estimated 735 million people worldwide suffered from hunger, exacerbated by climate-induced challenges like extreme heat, droughts, floods and unpredictable weather patterns.

Projections suggest that climate change could push an additional 132 million people into extreme poverty by 2030, with food inflation soaring by as much as 50 per cent by 2035.

In Kenya and across the Horn of Africa, the impact has been especially severe, with some regions experiencing their worst drought in nearly four decades.

In this changing climate, one of the most significant threats to food security is the reduced productivity of the agriculture sector, which millions of people across Africa depend on for their livelihoods.

The World Bank estimates that climate change could reduce crop yields by up to 25 per cent by the end of the century, making it harder for farmers to grow enough food to feed their families, let alone supply the market.

But solutions exist that can help mitigate the effects of climate change and build more resilient food systems. One such solution that is gaining traction is agroecology – a sustainable farming approach that integrates ecological principles with agricultural practices.

According to Jimmy Mweri, an agronomist with the Food and Agriculture Organization (FAO), agroecology is not just a farming method, “it’s a holistic approach to food production that acknowledges the interdependencies among crops, animals, soil, and the environment”.

By focusing on sustainability, he says, agroecology seeks to reduce reliance on chemical inputs, enhance soil fertility, and increase biodiversity—all while ensuring that farming remains economically viable.

“Agroecology looks at farming from a systems perspective. It takes into account how crops, livestock, and the environment interact. It ensures that farmers are able to produce food in a way that preserves the environment, improves soil health, and increases productivity,” says Mweri.

Through initiatives like the Boosting Sustainable Food Production in Kenya project, agroecology is being introduced to farmers across the country. The project led by FAO is being executed in five counties—Bungoma, Kakamega, Migori, Homa Bay and Nandi.

Funded by the European Union, and in partnership with the International Fund for Agricultural Development and the Kenyan government, the project targets 40,000 farmers and uses a mobile-based electronic voucher system to provide agricultural inputs.

“This programme is to ensure that farmers have access to essential farming tools and resources, while promoting sustainable agricultural practices,” explains David Makongo, a FAO agribusiness specialist. According to Makongo, the project’s goal is not just to improve crop yields but to build resilience against climate shocks.

One key principle of agroecology is recycling—reusing waste in the farming system. “Farmers are encouraged to use organic methods of pest control, fertilisation and soil health improvement,” explains Mweri.

For example, instead of relying on chemical pesticides, farmers like Mary Khasoa, a small-scale farmer in Kamasielo, Bungoma County, have turned to natural alternatives. She uses manure from her livestock and has planted specific types of plants, like comfrey hub, to repel pests and for compost manure production.

Khasoa’s journey into agroecology began when she and her husband realised that their traditional farming methods were no longer sustainable. With a family to support and a farming business that was not yielding enough to cover their needs, they decided to adopt agroecology after receiving training from the FAO’s project.



Mary Khasoa displays compost manure she produces on her farm for both personal use and sale. Pauline Ongaji, Nation Media Group.

Before adopting agroecology, Khasoa's farm relied heavily on inputs like chemical pesticides, herbicides and synthetic fertilisers, all of which were costly and harmful to the environment. But after switching to agroecological practices, she began to see significant improvements in both crop yields and farm sustainability.

"One of the biggest changes has been the reduction in costs," she explains. "I no longer buy chemicals or expensive fertilisers. I make my own fertilisers using organic methods, which has been much cheaper. I use manure from my cows and other organic matter to enrich the soil."

Further, Khasoa's farm is diverse—she grows beans, maize, cassava, coffee and more than 200 banana plants on her seven-acre plot.

She also raises livestock, including cows, and has beehives for honey production, making her farm a model of agroecology. In addition to growing food, Khasoa is also involved in environmental conservation. She has planted trees on her farm, both for timber and as part of a broader effort to improve soil health and reduce erosion.

"The trees, along with the livestock and crops, form a closed-loop system that helps her farm stay productive, even in the face of changing weather patterns," explains Mweri.

However, while Khasoa's farm has flourished under agroecology, challenges remain. One of the most significant hurdles she faces is fluctuating market prices. For example, although she sells bananas to a local cooperative, the prices can vary depending on the season and demand, making income from banana sales less predictable. But she has found ways to navigate these challenges.

"When market prices are low, I can sell firewood or timber from my trees to generate income. It's about diversifying and making sure that I have multiple income streams," she says.

According to Mweri, the ability to adapt and diversify is one of the key benefits of agroecology. "It creates a more resilient farming system that can withstand market volatility and external shocks."

Another challenge Khasoa's faces is the labour-intensive nature of agroecology. However, the long-term rewards are worth it.

"My farm is now a source of income, and I can support my family and community in ways I never thought possible," says Khasoa, one of the farmers who have been getting support from one of the project's hub in Kimilili.

Gideon Muyekho, an agroecological service provider (ASP) at the hub explains that before they began operations, conventional farming practices resulted in lower yields, high costs and poor service delivery due to untrained providers, which limited farmers' access to education and effective agricultural techniques.

Farmers register with the hub and, when seeking assistance, are assigned an ASP based on their specific needs. Once services are completed, payments are processed through the hub's system, with a 5 per cent fee to ensure sustainability.

"This structure has fostered trust and increased service requests, with 200 farmers already registered and a goal of 4,000 by the end of the year," explains Muyekho.

According to Makongo, as Kenya and other countries in the Horn of Africa experience the increasing impacts of climate change, embracing practices like agroecology will be key to ensuring that future generations can continue to farm and feed the world.

"Agroecology may not be a silver bullet, but it is a vital piece of the puzzle when it comes to creating more sustainable, climate-resilient food systems in Kenya and beyond," he adds.

VertTogo

Hector Nammangue (Togo) ; Pour une agriculture résiliente au changement climatique ; Vert Togo, 6 janvier 2025.

Tag : Fonds vert pour le climat.

Pour accéder à l'article : <https://vert-togo.tg/pour-une-agriculture-resiliente-au-changement-climatique/>



Le Togo, le Sénégal et la Guinée sont les trois pays sélectionnés pour bénéficier du programme pilote du Fonds Vert pour le Climat (FVC), axé sur le développement des chaînes de valeur agricoles durables autour des zones de transformation agro-industrielle (CVAD-ZSTA). Ce projet ambitieux, lancé en septembre 2024 et prévu pour s'achever en 2029, vise à renforcer la résilience des systèmes agricoles face aux défis climatiques tout en promouvant des pratiques durables.

Un financement stratégique pour trois pays

Avec un coût global de 285,38 millions de dollars, le programme est soutenu par plusieurs partenaires, dont le Fonds Vert pour le Climat (102,79 millions de dollars), la Banque Ouest Africaine de Développement (17,6 millions de dollars) et la Banque Islamique de Développement (30 millions de dollars). Au Togo, le projet est mis en œuvre par le ministère de

l'Agriculture avec une contrepartie nationale de 10,86 millions de dollars. Ce financement permettra d'améliorer la résilience climatique des exploitations agricoles et des infrastructures, notamment grâce à des systèmes d'irrigation solaire et de biodigesteurs.

Dans la région de Kara, où les conflits entre agriculteurs et éleveurs exacerbent les tensions, le projet vise à exploiter 15 420 hectares de terres agricoles. Il prévoit l'installation de systèmes d'irrigation couvrant plus de 39 000 hectares dans les trois pays, dont 15 428 au Togo, et de petits équipements d'énergies renouvelables de 7,17 MW pour le pompage et la transformation des produits agricoles. Ces infrastructures, combinées à des pratiques agricoles résilientes, ambitionnent d'améliorer la sécurité alimentaire de 15 % et de créer 11 500 emplois dans l'agro-industrie, tout en formant 200 jeunes à la maintenance des équipements.

Un impact socio-économique durable

Le programme devrait bénéficier directement à 428 853 Togolais, avec un accent particulier sur l'autonomisation des femmes et l'inclusion des petits exploitants agricoles. Des analyses financières montrent un taux de rentabilité interne de 23,06 %, ce qui témoigne de la viabilité économique du projet. En parallèle, l'utilisation de l'énergie renouvelable et la gestion durable des terres agricoles renforceront les chaînes de valeur agricoles tout en réduisant les émissions de gaz à effet de serre.

Alors que 18,8 % des Togolais souffraient d'insécurité alimentaire sévère en 2021, ce projet représente une opportunité unique d'accroître la productivité agricole et de sécuriser les moyens de subsistance des communautés rurales. En adoptant des solutions innovantes et résilientes, le Togo et ses partenaires démontrent que l'agriculture peut être un levier puissant pour faire face aux défis climatiques et renforcer la sécurité alimentaire.



Sarah Natoolo (Ouganda); The banana value addition story ; UBC, January 7, 2025.

Tag : -.

To listen the report :

<https://drive.google.com/file/d/1mJBz4cgtdSDR05uKfVpRLLqLgggtl0kh/view>



Mabrouka Khedir (Tunisie) ; "À la Rencontre de Robin Degron : L'Avenir de la Méditerranée selon le Plan Bleu!" ; Cosmos Media, 7 janvier 2025.

Tag : Plan Bleu.

Pour accéder à la vidéo de l'interview : <https://www.youtube.com/watch?v=pMfvHcTZxLw>

Cosmos Média a eu l'honneur d'accueillir Robin Degron, le directeur du Plan Bleu Plan Bleu pour une discussion captivante sur la #méditerranée.

Nous avons exploré des sujets cruciaux tels que les enjeux environnementaux, les activités maritimes et la tension géopolitique, ainsi que leurs impacts sur les stratégies face au changement climatique.

Ne manquez pas cette interview exclusive qui offre des perspectives internationales sur nos océans et notre terre, qui mérite la vie. Suivez-nous pour en savoir plus !



Victor Moturi (Kenya) ; Environment Today, Your World Tomorrow : Climate-Resilient Agriculture in East Africa ; RFI Kiswahili, January 7, 2025.

Tag : -.

To listen the report : <https://www.rfi.fr/sw/makala/mazingira-leo-dunia-yako-kesho/20250107-matumizi-ya-kilimo-kinachokabili-mabadiliko-ya-tabia-nchi-afrika-mashariki>

Several agricultural organizations and the Kenyan government brought together agricultural stakeholders—farmers, climate change experts, and policymakers—in Nairobi last November. The meeting aimed to clarify the direction of using climate smart agriculture to increase food production. Today in the article Environment Today Your World Tomorrow, we are discussing agriculture.



A farming class at St Mary's Primary School in Mwanja, eastern Kenya. © RFI/Victor Moturi.



Rabah Karali (Algérie); Plan sectoriel pour les énergies renouvelables en Algérie : pour une vision stratégique ambitieuse; Ebourse.dz, 8 janvier 2025.

Tag : Union européenne.

Pour accéder à l'article : https://ebourse.dz/wp-content/uploads/2025/01/pdf-ctt_eBourse-du-08-01-2025.pdf

Plan sectoriel pour les énergies renouvelables en Algérie Pour une vision stratégique ambitieuse

Le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Energie, chargé des Energies renouvelables, M. Noureddine Yassaâ, avait reçu en décembre dernier le président du groupe Green Energy Cluster Algeria (GECA), Mehdi Bendimerad, et le directeur général du groupe Boukhalifa Yaïssi, avec lesquels il a discuté des moyens de renforcer la coopération dans le domaine du développement des programmes et des projets liés aux énergies renouvelables en Algérie. A ce propos, un rapport de 57 pages avec les 10 axes proposés par Green Energy Cluster Algeria, a été présenté à cette occasion.

Ainsi, plusieurs axes stratégiques, notamment les opportunités d'investissement et de coopération internationale dans le domaine des énergies renouvelables ont été abordés, alors que l'accent a été mis sur l'importance d'associer le secteur privé et les investisseurs aux projets de l'énergie solaire photovoltaïque pour réaliser les objectifs énergétiques nationaux. De son côté, le président du GECA a présenté un document contenant une série de propositions et de recommandations, en vue de promouvoir ce domaine en Algérie, mettant en avant le rôle du groupe dans l'accompagnement des opérateurs industriels en répondant à leurs besoins, outre la contribution à la création d'un environnement favorable à l'investissement et capable d'augmenter la part des énergies propres dans le mix énergétique national, permettant ainsi la réalisation du développement durable et le renforcement de la sécu-

rité énergétique en Algérie. Cela dit, le Plan sectoriel des énergies renouvelables (EnR) en Algérie reflète une vision stratégique ambitieuse, ouvrant la voie à un avenir énergétique durable et compétitif à l'horizon 2050. Avec des objectifs audacieux en matière de transition énergétique, d'efficacité énergétique et d'industrialisation verte, ce plan s'appuie sur l'innovation et les synergies entre acteurs nationaux et internationaux pour positionner l'Algérie comme un leader de la révolution verte. Comme l'a souligné un éminent philosophe et prospectiviste : Il faut voir loin, voir large, analyser en profondeur, prendre des risques, penser aux hommes.

LES DÉFIS ET LES OBJECTIFS

Selon les propositions des rédacteurs dudit rapport à l'horizon 2050, l'Algérie comptera 65 millions d'habitants, contre 50 millions en 2030, avec une demande en électricité estimée à 27 GW pour la seule consommation domestique. Ces projections, qui excluent les besoins liés à l'industrialisation, au secteur minier, à la mobilité et à la production d'hydrogène vert, soulignent l'urgence d'une réflexion proactive et structurée pour répondre à ces défis. Cependant, ce plan identifie deux priorités stratégiques: premièrement, décloisonner les systèmes existants dans le cadre de la promotion d'une collaboration intersectorielle et développement des solutions adaptées aux réalités algériennes et africaines ; deuxièmement, produire localement en fabricant des

équipements performants et compétitifs. En outre, le Plan des EnR engage tous les secteurs et toutes les parties prenantes dans une démarche audacieuse.

LES DIX AXES STRUCTURANTS

En résumant les propositions de la feuille de route qui reflète une vision stratégique et ambitieuse de l'Algérie dans le domaine des Énergies Renouvelables (EnR), on s'aperçoit que rien n'a été laissé au hasard dans le but d'explorer toutes les initiatives liées à la réussite du Plan sectoriel pour les énergies renouvelables en Algérie. Il s'agit de la production des Énergies Renouvelables (EnR) adaptée au contexte algérien, de la transition énergétique et l'efficacité énergétique, des stratégies et des actions clés, du développement et de la structuration de chaînes de valeur EnR, de l'industrialisation verte, de l'innovation et de l'adoption du concept d'Innovation pour les EnR, du partenariat stratégique, une clé pour le développement des EnR, de la création d'un marché des EnR et de ses assurances, des institutions et coordination intersectorielle, l'exportation, de l'éducation et la sensibilisation. Aussi, il faut savoir que tous ces axes ont fait l'objet de débats explicatifs et de recommandations adaptées au contexte algérien. Par ailleurs, le volet purement environnemental n'a pas été en reste, puisque le document proposé a mis en relief, notamment, la question de la décarbonation de notre économie qui d'ailleurs

devient une urgence afin de réduire son empreinte carbone, augmenter les exportations hors hydrocarbures et accéder à des marchés dont les nouvelles barrières non-tarifaires (exemple du CBAM qui sera imposé par l'Union européenne en 2026) vont davantage vers des produits et services en conformité avec la protection de l'environnement et des critères ESG. L'axe consacré à l'innovation et l'adoption du concept d'innovation pour les EnR représente un changement fondamental que le pays doit mettre en place pour accélérer le développement des EnR. Etant un secteur à forte compétitivité, largement stimulée par la rapidité des avancées technologiques et l'émergence fréquente d'innovations de rupture, les innovations dans les EnR, fortement capitalistiques, nécessitent des investissements importants, soulignent les rédacteurs du plan sectoriel. Enfin, l'autre point pivot sur lequel aucune négligence n'est tolérée se rapporte au chapitre de l'éducation et de la sensibilisation dont les experts ont bien fait d'insister sur les aspects liés à la recherche des meilleures voies pour éduquer les différentes strates de la société de la communauté nationale à l'utilisation rationnelle de l'énergie et à les orienter pour utiliser de nouvelles sources d'énergie. Pour ce faire, il est préconisé la création d'une culture de consommation responsable grâce à des campagnes de sensibilisation et de promotion des bénéfices économiques, environnementaux et sociaux des EnR.

Rabah Karali



Victor Gbonegun (Nigeria) ; Advocate urges sustainable lifestyle to tackle climate crisis ; The Guardian, 9 January 2025.

Tag : -.

To access the article : <https://guardian.ng/news/advocate-urges-sustainable-lifestyle-to-tackle-climate-crisis/>



Tasks govt on climate disaster risk reduction

An environmentalist, Dr Michael David, yesterday, urged Nigerians to embrace a sustainable lifestyle in the New Year as part of measures to significantly mitigate the impact of climate change in the country.

David also emphasised that while it is important to fund long-term mitigation and adaptation strategies, the government should invest strategically in climate disaster risk reduction to protect vulnerable communities.

He spoke in a chat with The Guardian, warning that climate change remains one of the greatest challenges of the era. He said the year represents a pivotal moment for climate action in Nigeria as the escalating impacts of climate change are becoming more evident every year, affecting ecosystems, economies, and communities worldwide.

David, who doubles as the Executive Director, the Global Initiative for Food Security and Ecosystem Preservation (GIFSEP), added that investments in flood defences, drought-resistant crops, and disaster preparedness programmes could safeguard livelihoods and reduce inequalities.

“Consumer habits play a central role in resource depletion and emissions. We need to adopt the “Reduce, Reuse, Recycle” mantra. Repair items rather than replace them, purchase second-hand goods and recycle responsibly. Supporting eco-conscious brands and businesses that prioritize sustainability can also drive broader change,” he said.

He stressed that making climate-smart choices at home is a powerful starting point for climate action.

The Executive Director said: “Equally important is funding to preserve natural resources and support sustainable resource management and ecosystem restoration, ensuring long-term resilience. Also, transitioning to renewable energy should go beyond political statements to taking advantage of economic opportunities.

“Energy transition creates jobs and stimulates economic growth. Studies show that investments in solar, wind and other green technologies yield higher returns than fossil fuels, offering a pathway to sustainable development. Funding for community engagement is as important to strengthen local capacities for disaster response and resilience building.”

David harped on educating others by organising workshops or community discussions to inspire collective action while individual actions are vital.

L'Echo Tunisien

Najeh Kharrez (Tunisie) ; Clima : Un modèle de développement durable pour la commune de Mahdia ; L'Echo Tunisien, 9 janvier 2025.

Tag : -.

Pour accéder à l'article : <https://lehotunisien.com/clima-un-modele-de-developpement-durable-pour-la-commune-de-mahdia/>



Le projet CLIMA, présenté par M. Zouhaier Baklouti, Eco conseiller, lors d'un atelier de formation qui s'est tenu à Tunis le mois dernier, a rassemblé des experts et des acteurs clés dans le domaine de l'environnement. Ce projet se concentre sur une initiative innovante de nettoyage en Méditerranée, visant à réduire les déchets organiques dans la commune de Mahdia. Son objectif principal est de diminuer la pollution causée par ces déchets et de stimuler l'économie circulaire. En collaboration avec des pays comme l'Italie et le Liban, CLIMA se fixe plusieurs objectifs thématiques, notamment la protection de l'environnement et l'atténuation du changement climatique.

L'un des principaux objectifs du projet est de réduire les quantités de déchets envoyés à la décharge anarchique et d'atténuer les émissions de gaz à effet de serre. Pour ce faire, le projet prévoit la mise en place d'un système de tri sélectif dans un quartier pilote, impliquant environ 300 ménages. Des actions de sensibilisation et des formations sont également prévues pour encourager la participation active de la société civile dans cette initiative.

Un aspect clé du projet est l'implantation d'une station de compostage capable de traiter jusqu'à 5 tonnes de déchets organiques par jour, soit environ 1825 tonnes par an. Cette station sera conçue pour utiliser un procédé innovant appelé lombricompostage, qui permet non seulement de recycler les déchets organiques, mais aussi de produire un engrais naturel riche en nutriments pour améliorer le rendement agricole. Le lombricompostage présente plusieurs avantages, notamment la valorisation des déchets agricoles et une réduction significative des coûts liés à l'achat d'engrais chimiques.

Cependant, le projet rencontre plusieurs défis, tels que l'absence d'un corps pour contrôler et verbaliser les comportements citoyens en matière de gestion des déchets. De plus, il existe des difficultés liées à la valorisation des fractions non organiques et à l'installation du système dans des habitations verticales. Pour surmonter ces obstacles, le projet prévoit également le développement d'applications mobiles visant à optimiser la gestion des déchets et faciliter la communication entre les citoyens et les autorités locales.

Le projet CLIMA s'inscrit dans une démarche plus large de développement durable pour la ville de Mahdia. Il inclut des mesures d'atténuation telles que l'installation de panneaux photovoltaïques pour l'éclairage public et la promotion de la mobilité active avec des pistes cyclables. La ville est également en cours d'obtention du label ACTE-MEA (ARGENT), témoignant ainsi de son engagement envers une stratégie efficace d'adaptation au changement climatique. Cette version corrige les erreurs grammaticales et améliore la fluidité du texte tout en conservant les informations essentielles.

L'Echo Tunisien

Najeh Kharrez (Tunisie) ; ASSAD et le recyclage des batteries : Un modèle d'économie circulaire ; L'Echo Tunisien, 9 janvier 2025.

Tag : ISO.

Pour accéder à l'article : <https://lehotunisien.com/assad-et-le-recyclage-des-batteries-un-modele-deconomie-circulaire/>



ASSAD est une entreprise tunisienne de premier plan spécialisée dans la conception, la fabrication, la distribution ainsi que la collecte et le recyclage d'accumulateurs électriques au plomb. Fondée en 2003 avec un investissement initial de 6 millions de dinars, l'usine de recyclage ASSAD se distingue par ses technologies de pointe et ses infrastructures adaptées au broyage des batteries usagées, à la séparation des composants et au recyclage du plomb et des matières plastiques. Grâce à un procédé conforme aux normes environnementales, cette usine est capable de traiter l'intégralité des batteries usagées générées par le marché local, tant présent que futur.

Lors d'un atelier de formation qui s'est tenu à Tunis le mois dernier, L'Echo Tunisien a rencontré l'équipe d'ASSAD et a pu obtenir des informations utiles sur le traitement des batteries usées en Tunisie. Avec une capacité de traitement dépassant les 25 000 tonnes de batteries par an, l'usine ASSAD joue un rôle crucial dans la lutte contre la pollution causée par le traitement anarchique de ces déchets dangereux. En moyenne, l'entreprise recycle environ 10 000 tonnes de batteries usagées collectées chaque année. De plus, depuis mars 2000, ASSAD est certifiée ISO 14001, une norme qui atteste de son engagement envers la protection de l'environnement. Cette certification garantit que l'entreprise prend des mesures proactives pour réduire son empreinte écologique tout en respectant les exigences légales en vigueur.

Le procédé de production du plomb à partir des batteries usagées se déroule en trois étapes principales : le broyage, la réduction et l'affinage. Lors de ce processus, les déchets plastiques sont séparés et valorisés, tandis que le plomb métal et d'autres composants sont extraits pour être recyclés. En moyenne, ASSAD produit environ 7 000 tonnes de plomb fini chaque année à partir des batteries usagées collectées.

L'impact environnemental et social du projet ASSAD est significatif. Le recyclage des batteries contribue à la réduction des déchets dangereux et préserve les ressources naturelles. L'entreprise a également mis en place des mesures pour assurer la sécurité des travailleurs et minimiser les impacts environnementaux, notamment par l'utilisation d'équipements de protection individuelle (EPI) et des systèmes de filtration pour réduire les émissions polluantes.

En termes d'impact économique, ASSAD a créé plus de 46 emplois dans son usine de recyclage, contribuant ainsi à l'économie locale tout en réduisant la dépendance aux importations de plomb et de batteries. De plus, l'usine valorise les déchets plastiques issus du recyclage pour produire des bacs destinés à de nouvelles batteries, favorisant ainsi un modèle d'économie circulaire.

Dans le cadre de ses projets environnementaux, ASSAD a récemment installé une unité de désulfuration pour améliorer le rendement du processus de recyclage et réduire les émissions de dioxyde de soufre. Un système de surveillance continue des émissions atmosphériques a également été mis en service pour garantir le respect des normes environnementales.

Enfin, plusieurs projets sont en cours d'étude pour renforcer encore davantage l'engagement d'ASSAD envers la durabilité environnementale. Parmi ceux-ci figurent une unité de cristallisation pour valoriser les résidus du processus de désulfuration et un projet visant à traiter les déchets solides générés par l'activité.

L'Echo Tunisien

Najeh Kharrez (Tunisie) ; S-REG : Un modèle de durabilité dans le recyclage des déchets d'infrastructure ; L'Echo Tunisien, 9 janvier 2025.

Tag : -.

Pour accéder à l'article : <https://lehotunisien.com/s-reg-un-modele-de-durabilite-dans-le-recyclage-des-dechets-dinfrastructure-video/>



L'entreprise S-REG, pionnière dans le recyclage des déchets du bâtiment et des infrastructures, joue un rôle crucial dans la transition vers une économie circulaire en Tunisie. Lors d'un récent

atelier de formation sur l'économie circulaire qui s'est tenu à Tunis, L'Echo Tunisien a eu l'opportunité de visiter le site officiel de S-REG et d'explorer son processus de travail innovant. Fondée sur des principes d'innovation et de durabilité, S-REG s'engage à transformer les déchets en ressources précieuses grâce à des technologies avancées. En se concentrant sur le recyclage des matériaux issus de la démolition et de la construction, l'entreprise contribue activement à la préservation de l'environnement tout en réduisant la dépendance aux matières premières vierges.

Pour voir la vidéo : https://youtu.be/97IU_2oleio

S-REG se distingue par ses méthodes de démolition précises et responsables, minimisant ainsi l'impact environnemental. L'entreprise ne se limite pas à la destruction des structures ; elle s'efforce également de récupérer un maximum de matériaux pour les réutiliser dans de nouveaux projets. Cela inclut la fabrication d'éléments préfabriqués à partir d'agrégats recyclés, tels que des bordures, des pavés et des dalles, qui sont non seulement durables mais aussi respectueux de l'environnement. Ces produits permettent de réduire les émissions de CO₂ tout en offrant une alternative viable aux matériaux traditionnels.

Un autre aspect clé de l'activité de S-REG est le recyclage de l'asphalte. En mélangeant les matériaux provenant d'anciens revêtements avec de nouveaux liants et agrégats, l'entreprise parvient à créer un asphalte recyclé qui offre des routes durables avec des exigences d'entretien réduites. Cette approche éco-responsable contribue à diminuer les coûts tout en minimisant l'impact environnemental.

S-REG ne se limite pas à ses opérations actuelles ; elle investit également dans la recherche et le développement pour améliorer continuellement ses pratiques de recyclage et ses techniques de démolition. En collaborant avec des institutions académiques comme l'École d'ingénierie Esprit, l'entreprise vise à former la prochaine génération d'ingénieurs sur les enjeux liés à la durabilité et à la gestion des déchets. Cette initiative souligne l'engagement de S-REG envers l'éducation et la responsabilité environnementale.

En somme, S-REG se positionne comme un acteur majeur dans le secteur du recyclage en Tunisie, contribuant non seulement à la gestion efficace des déchets du bâtiment mais aussi à la promotion d'une économie circulaire durable. Grâce à ses innovations et son engagement

envers l'environnement, l'entreprise pave la voie vers un avenir plus vert pour les générations futures.

Le Reporter Express

Naïma Cherii (Maroc) ; Pêche maritime : Grosse polémique autour des filets dérivants interdits... ; Le Reporter Express, 10 janvier 2025.

Tag : Union européenne.

Pour accéder à l'article : <https://lereporterexpress.ma/2025/01/10/peche-maritime-grosse-polemique-autour-des-filets-derivants-interdits/>



Crédit : Environmental Justice Fondation (EJF)

Que se passe-t-il sur les côtes marocaines de la Méditerranée? Les filets maillants dérivants interdits par les réglementations internationale et nationale sont-ils encore utilisés par les

pêcheurs marocains dans cette zone? Le sujet est en tout cas au centre d'une grosse polémique.

Des observateurs au nord du pays soulignent à Le Reporter que le service maritime de la garde civile de Ceuta a renforcé le contrôle des bateaux de pêche marocains, face à l'utilisation de ces engins par les pêcheurs marocains, disent-ils. Selon les mêmes voix, de nombreuses opérations ont été menées par la garde civile, laquelle a intercepté ces trois dernières années plusieurs bateaux de pêche marocains, qui auraient pêché illégalement dans les eaux de Ceuta avec les pratiques des filets dérivants illégaux.

Intitulée «Murs de la mort : Pêche illégale au filet dérivant en Méditerranée», l'étude menée par l'Environmental Justice Fondation (EJF) a créé une grosse polémique. Elle analyse l'utilisation des filets dérivants par les navires marocains en mer d'Alboran, un haut lieu de la biodiversité en Méditerranée jouant un rôle critique pour les espèces hautement migratrices qui se déplacent entre la Méditerranée et l'Océan Atlantique, est-il indiqué dans le rapport de 32 pages, dont Le Reporter détient copie.

Cette enquête, réalisée en août-septembre 2024 et dont les résultats ont été annoncés il y a quelques semaines, affirme une augmentation alarmante de la pêche illégale au filet dérivant dans les eaux marocaines, causant des dégâts importants au niveau de la faune maritime. Malgré son interdiction, souligne l'ONG, cette méthode continue d'être employée par des navires marocains dans la pêche de l'espadon, une espèce en voie de disparition.

Une révélation qui a engendré un tollé et que les professionnels marocains, particulièrement ceux de la zone de la Méditerranée, ont vivement contestée. Le président de la Chambres des pêches maritimes de la Méditerranée, Mounir Derraz, qui n'a pas du tout apprécié le contenu du rapport de l'EJF, est sorti de ses gonds pour répondre aux critiques de l'ONG.

Dans un entretien exclusif cette semaine à Le Reporter, Mounir Derraz a déclaré que «le timing de la publication du rapport de l'EJF, qui tombe quelques semaines après le verdict de la Cour de Justice de l'Union européenne annulant les accords entre le Maroc et l'UE sur la pêche et les produits agricoles, soulève des points d'interrogation». «Pourquoi, maintenant ?», lance-t-il.

Le représentant de la pêche accuse «l'ONG de chercher à politiser ce dossier pour porter atteinte aux intérêts du Royaume». «On sait très bien que le Maroc est attaqué par ses détracteurs à cause de notre cause nationale : le Sahara. Certaines parties étrangères cherchent à accabler le Maroc par tous les moyens. Et il n'est pas exclu que ce rapport soit commandité par les adversaires de notre pays», dit-il. «Et puis, pourquoi seulement le Maroc et pas l'Algérie, par exemple? Pourtant, les pêcheurs de ce pays utilisent aussi les filets dérivants», tient-il à souligner.

S'agissant du contenu du rapport, Mounir Derraz se veut ferme. Pour lui, l'interdiction des filets dérivants imposée par le Maroc ne s'applique pas à tous les filets dérivants. Le décret d'application de la loi définit les filets dérivants comme des filets au maillage égal ou supérieur à 200 mm, a-t-il relevé.

Or, poursuit-il, «L'étude en question pointe tout les filets maillants dérivants sans exception. Mais, au Maroc, ce qui est interdit c'est le filet dérivant dont le maillage est de 200 mm, qui était utilisé par les unités de la pêche côtière pour pêcher l'espadon».

Il a tenu à rappeler qu'un accord a d'ailleurs été signé entre le Maroc et l'UE en 2007 pour l'interdiction de l'utilisation de cet engin dans la pêche de l'espadon. «Cet accord était entré en vigueur le 31 décembre 2012. Et depuis cette date, l'espadon ne peut être capturé qu'avec des lignes à main», rappelle-t-il.

Mais, poursuit-il, il y a d'autres filets dérivants dont le maillage est de 100 -120 mm. Selon lui, ces engins sont autorisés dans la pêche au Maroc. Car, dit-il, «ils n'ont pas fait l'objet de l'accord signé avec l'UE. Ils ne sont donc pas interdits par la loi. A noter qu'une loi a été promulguée en 2014 pour interdire définitivement la pêche de l'espadon dans les eaux marocaines avec ces filets dont le maillage est de 100-120 mm. Ces engins ne sont utilisés que pour capturer le Melva et le Listao».

Le président reconnaît toutefois que certains bateaux de pêche violent la loi en utilisant ces filets maillants dérivants dans la pêche de l'espadon et dit que le ministère travaille inlassablement pour y remédier. «Je ne peux pas dire qu'il n'y a pas de violation de la loi. Il est vrai qu'on ne peut pas être parfait à 100%. Il faut reconnaître que certains ne respectent pas la loi car le secteur est difficile à contrôler. Mais le ministère agit quand des bateaux pêchant illégalement -avec les pratiques des filets dérivants illégaux- sont interceptés. D'ailleurs, des PV ont été établis contre les bateaux impliqués dans la pêche illicite de l'espadon au filet dérivant. On l'a déjà vu à Nador, Al Hoceima, M'diq, ou encore à Tanger», poursuit la même source.

Autre point de discorde: le nombre des navires utilisant les filets dérivants. Dans son rapport, l'EJF soutient que le nombre des unités utilisant dans les eaux marocaines ces engins a plus que doublé en vingt ans, passant de 370 en 2004 à 846 en 2024. A ce sujet, le président Mounir Derraz a tenu à rappeler que les filets dérivants étaient initialement utilisés par les bateaux de la pêche côtière. Mais, a-t-il ajouté, depuis l'interdiction des filets maillants dérivants dont le maillage est de 200 mm, ce sont davantage de petits bateaux de la pêche artisanale qui ont commencé à pêcher le Melva et le Listao avec les filets dérivants dont le maillage est de 100-120 mm.

Notre interlocuteur poursuit : «Supposons que le nombre des unités a réellement doublé en 2024 comme le soutient l'ONG dans son rapport. Il faut souligner que durant l'année qui vient de s'écouler, les filets dérivants (100-120 mm) ne sont utilisés que par des barques artisanales

et non par des navires côtiers. Or une barque artisanale est de petite taille. La longueur du filet qu'elle peut porter est beaucoup plus réduite que celui que peut porter un bateau de la pêche côtière. Ce qui veut dire que les filets dérivants portés par ces barques ne peuvent pas s'étendre sur des dizaines de kilomètres, couvrant de vastes étendues en pleine mer, comme le laisse croire l'ONG !».

A noter enfin que le sujet des filets maillants dérivants fera débat lors d'une prochaine rencontre qui réunira la Secrétaire d'Etat chargée de la Pêche, Zakia Driouich et le président de la Chambre des pêches maritimes de la Méditerranée, Mounir Derraz.

Un dossier à suivre...



Pauline Ongaji (Kenya) ; Study finds hardy coral reefs in the Indian Ocean ; The East African, January 11, 2025.

Tag : IPCC.

To access the article : <https://www.theeastafrican.co.ke/tea/sustainability/climate/study-finds-hardy-coral-reefs-in-the-indian-ocean-4885714>



Residents at enjoy a walk on a coral reef during the low tide hours of the Indian ocean at Mama Ngina in Mombasa, Kenya on september 12, 2017, Nation Media Group.

As the world grapples with rising temperatures and accelerating ocean heat waves, a new study has revealed that certain coral reefs in the Western Indian Ocean may be more resilient to climate change than previously thought.

The Western Indian Ocean (WIO) is a region encompassing the islands of Madagascar, Mauritius, Seychelles, Comoros, and Réunion, as well as the coastlines of Kenya, Tanzania, Mozambique, South Africa, and Somalia.

Published in the journal *Ecosphere* under the title *Predicting Coral Reef Diversity in the Western Indian Ocean Using Fine-Scale Modeling*, the research by scientists from Wildlife Conservation Society (WCS), combines AI models with data from 1,000 field studies to identify reefs that could better withstand climate change, offering new hope for conservation efforts in the region.

Dr Tim McClanahan, Director of Science for WCS's Global Marine Program, says unlike previous models, which were often simplistic and relied on just a few temperature variables, their new system harnesses the full potential of global environmental mapping and machine learning. This approach opens up new opportunities to identify resilient reefs that are in need of protection.

The new model, which takes into account a wide range of environmental variables on a smaller scale, provides a more detailed and diverse outlook for coral reefs.

This challenges the more severe predictions of previous models, including the 2023 Intergovernmental Panel on Climate Change (IPCC) report. Under a 1.5°C warming scenario, the model predicts that 70 percent of reefs will experience only moderate decline.

However, they say, if emissions were to continue unmitigated, coral cover could decline by 40 percent by mid-century.

In WCS's new model, about 5 percent of coral reefs have been identified to potentially benefit from changing conditions, suggesting potential refugia where corals could continue to thrive despite warming.

“Understanding the complex interactions between climate change, human activities, and local conditions is crucial for informing targeted local conservation measures to protect and sustain coral reefs in a changing world,” added Maxwell Azali, a co-author on the study and Fisheries Analyst at Global Fishing Watch.

The study combines these predictions with coral cover data from previous research, allowing scientists to map coral resilience across the Western Indian Ocean.

“Our research indicates that about 30 percent of reefs worldwide could withstand a 1.5°C temperature increase,” said Dr. McClanahan. “However, with that threshold already surpassed, only 15 percent of reefs are expected to remain resilient without urgent carbon mitigation. This suggests that more extreme scenarios from previous models are likely unless immediate action is taken to reduce greenhouse gas emissions.”

Known for its rich diversity of marine and coastal ecosystems, the WIO features coral reefs, mangroves, seagrass beds, beaches, and lagoons.

Over 60 million people call the WIO home, relying on its coastal and marine resources for food, shipping, and tourism. While the region’s economies depend on healthy ocean and coastal ecosystems, these are increasingly threatened by activities that endanger both marine life and coastal communities.

Researchers hope their modeling methods will be used globally to map biodiversity with greater accuracy, enhancing conservation efforts for ecosystems at high risk from climate change.

N

Pauline Ongaji (Kenya) ; Waste? A human resource professional is turning it into profit and creating jobs for youth ; The Nation, January 12, 2025.

Tag : -.

To access the article : https://nation.africa/kenya/health/waste-a-human-resource-professional-is-turning-it-into-profit-and-creating-jobs-for-youth-4886344#google_vignette



Carmillus Chirchir (left), 27, accompanied by his Rodgers Kimaiyo, 26, fix an advertising board in Eldoret City, Uasin Gishu County on October 31, 2024. PHOTO |Jared Nyataya.

As Kenya grapples with environmental challenges, Camillus Kipchirchir, a young innovator Eldoret, is at the forefront of a movement that transforms waste into valuable resources.

This 27-year-old is the founder of Craffikka, a youth enterprise specialising in the upcycling of old tyres and windshields, thus championing environmental conservation.

Kipchirchir and his team employ a unique approach to upcycling materials into functional and artistic products. Old tires are transformed into stylish furniture, garden planters, and decorative items, while windshields are repurposed into eye-catching displays and art pieces.

“We take what others consider waste and give it new life,” he explains. “This not only reduces waste but also showcases the talent and creativity of our youth,” he says.

One of their standout products is the tire chairs, which are not only functional but also serve as a conversation starter about sustainability.

“It’s a great opportunity to educate them about waste management and environmental conservation.”

Kipchirchir’s journey began in 2020, with a simple observation: the abundance of discarded tires and windshields littering the streets of Eldoret, then as a human resource student at the University of Eldoret.

“I realised that these materials could be repurposed into something useful,” he explains.

Their clientele includes a diverse range of businesses, such as car bazaars, hotels, electrical shops, and service providers.

“We have been organising workshops and community events to raise awareness about waste management and encourage responsible consumption practices, to create a movement toward a cleaner, greener future,” Kipchirchir explains.

Through hands-on training, he says, employees learn how to transform waste materials into marketable products while also acquiring valuable business skills.

But like any entrepreneurial journey, Kipchirchir’s path has not been without challenges, with funding to scale the business emerging as a significant hurdle. “Starting a business can be tough, especially when it comes to accessing capital,” he shares.

To navigate this, he says, networking with local organisations and seeking partnerships, has come in handy. “Through this, I have benefitted from mentorship from seasoned entrepreneurs who have guided him through the intricacies of running a business,” he notes.

As Craffikka continues to grow, Kipchirchir has ambitious plans for the future. He envisions expanding the product line to include more innovative items, all made from upcycled materials.

Kipchirchir is also committed to creating a training programme that not only teaches upcycling skills but also fosters entrepreneurship among young people in Eldoret.



Karina Zarazafy (Madagascar) ; 2025 : L'Année des glaciers ; Bleen Media, 13 janvier 2025.

Pour accéder à l'article : <https://www.bleenmada.com/2025-lannee-des-glaciers/>

Tag : ONU-eau, OMM, UNESCO.

En 2025, les glaciers, véritables régulateurs du climat mondial, seront au cœur des préoccupations internationales. La fonte accélérée de ces géants de glace menace notre accès à l'eau douce et bouleverse des écosystèmes entiers. Cette année marque le lancement de la première Journée mondiale des glaciers, un événement crucial pour sensibiliser à l'urgence de leur préservation.



Les Nations unies ont déclaré l'année 2025 comme Année internationale de la préservation des glaciers. La Journée mondiale des glaciers quant à elle est fixée au 21 Mars de chaque année. Une déclaration faite lors de la 36ème réunion de l'ONU-Eau, en 2022.

2025, en plus d'être l'année consacrée aux glaciers, marquera également la première célébration de la Journée mondiale de ces ressources hautement importantes pour l'humanité. Selon les Nations unies, « les glaciers jouent un rôle crucial dans la régulation du climat mondial et la fourniture d'eau douce, essentielle pour des milliards de personnes ». Cependant, le changement climatique, principalement dû aux activités anthropiques, provoque « depuis les années 1800 » la fonte rapide et progressive de ces ressources. Cette année 2025 marquera donc la lutte pour leur préservation. Ce sera une occasion unique de rappeler au monde l'importance vitale des glaciers, de la neige et de la glace dans la régulation du climat et le cycle de l'eau. Ce, en mettant en lumière les impacts économiques, sociaux et environnementaux des changements majeurs qui affectent la cryosphère. Il sera question, selon l'ONU, de « veiller à ce que ceux qui en dépendent, ainsi que ceux touchés par les processus cryosphériques, bénéficient des services hydrologiques, météorologiques et climatiques nécessaires ». Ce qui inclut la mise en lumière du « rôle essentiel que jouent les régions montagneuses en tant que source clé d'eau douce et de services écosystémiques à l'échelle mondiale ».

Une première

Cette année, la première Journée mondiale des glaciers sera célébrée en même temps que la Journée mondiale de l'Eau. Un événement de haut niveau se tiendra ainsi à New York et Paris les 20 et 21 mars 2025. Cette célébration unique mettra en lumière « les impacts des changements glaciaires sur les communautés et les écosystèmes en aval ». Elle soulignera l'urgence « de développer des stratégies d'adaptation liées à l'eau » notamment dans les zones touchées par le recul ou la disparition des glaciers. Cet événement insistera également sur l'importance « de renforcer la coopération transfrontalière et l'engagement des communautés, tout en continuant à soutenir des réductions ambitieuses de la consommation des combustibles fossiles ». La campagne de sensibilisation de cette année ciblera également les jeunes et créera des synergies avec la Décennie d'action pour les sciences de la cryosphère (2025-2034).

Outiller les médias

Plusieurs événements et activités sont prévus dans le cadre de cette campagne tout au long de l'année. La campagne visant à sensibiliser le maximum d'individus partout dans le monde. Pour les médias par exemple, des séances de formation-information sont programmées. La première séance sera dispensée par l'Organisation météorologique mondiale (OMM) et l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), dans la journée du 16 janvier prochain. Cet atelier intitulé « Rendre compte des glaciers en 2025 : tout ce qu'il faut savoir », vise à fournir aux journalistes tous les outils et les connaissances dont ils ont besoin « pour rendre compte efficacement de l'impact du changement climatique sur les glaciers » et « favoriser un discours public éclairé ». Il abordera ainsi « les concepts de la science glaciaire et les implications de la fonte des glaciers sur la société, l'écologie et l'économie ».

À l'aube de cette année décisive, le monde se réveille face à un défi glaciaire sans précédent. La fonte des glaciers n'est plus une hypothèse, mais une réalité impitoyable. 2025, en tant qu'année phare de leur préservation, marque l'urgence d'agir, non seulement pour sauver ces réservoirs d'eau douce, mais aussi pour protéger l'équilibre fragile de notre planète. Le temps presse, et l'appel à l'action est lancé.

VertTogo

Hector Nammangue (Togo) ; 932,631 milliards FCFA de la BOAD orientés vers le développement durable en 2024 ; Vert Togo, 14 janvier 2025.

Tag : BOAD, UEMOA.

Pour accéder à l'article : <https://vert-togo.tg/932631-milliards-fcfa-de-la-boad-orientes-vers-le-developpement/>



Le développement durable a occupé une place importante dans les nouveaux engagements de la Banque ouest africaine de développement (BOAD) lors de l'année 2024. En d'autres termes,

avec une enveloppe record de 932,631 milliards FCFA mobilisée en 2024, la Banque Ouest-Africaine de Développement (BOAD) a renforcé son soutien aux États membres de l'UEMOA. Ces financements stratégiques ont ciblé des secteurs clés pour accélérer l'atteinte des Objectifs de Développement Durable (ODD).

Transport, sécurité alimentaire et services sociaux au cœur des priorités

La BOAD a orienté ses engagements vers des projets prioritaires couvrant des domaines essentiels comme le transport, la digitalisation, la sécurité alimentaire et énergétique, ainsi que les services sociaux de base tels que l'éducation, la santé et l'accès à l'eau potable. Ces investissements, alignés sur les besoins des populations, visent à améliorer les conditions de vie tout en favorisant une croissance durable dans les pays de l'UEMOA.

Les financements engagés en 2024 traduisent la vision stratégique du Plan Djoliba, cadre de référence de la BOAD pour promouvoir un développement inclusif et résilient. Ce plan incarne l'ambition de la Banque de renforcer l'intégration régionale et d'accompagner les États dans la réalisation des ODD, tout en tenant compte des défis liés au changement climatique et à la transformation numérique.

Des perspectives ambitieuses pour 2025

Fort de ses succès en 2024, la BOAD entend maintenir le cap en 2025 en consolidant ses actions pour un impact durable. De nouveaux projets devraient voir le jour dans les secteurs prioritaires, poursuivant ainsi l'objectif de répondre aux aspirations des populations et de contribuer à une région ouest-africaine prospère et équitable.

Grâce à ces engagements, la BOAD confirme son rôle de partenaire incontournable du développement en Afrique de l'Ouest.



Mabrouka Khedir (Tunisie) ; Lancement de la première unité de recyclage des déchets de construction en Tunisie : Une étape pionnière vers une économie circulaire ; Cosmos Media, 14 janvier 2025.

Tag : -.

Pour accéder à l'article :

<https://cosmosmedia.net/%D8%A5%D8%B7%D9%84%D8%A7%D9%82-%D8%A3%D9%88%D9%84-%D9%88%D8%AD%D8%AF%D8%A9-%D9%84%D8%A5%D8%B9%D8%A7%D8%AF%D8%A9-%D8%AA%D8%AF%D9%88%D9%8A%D8%B1-%D9%86%D9%81%D8%A7%D9%8A%D8%A7%D8%AA-%D8%A7%D9%84%D8%A8/>



في قلب منطقة الزهراء، حيث تتناغم حركة الشاحنات المليئة ببقايا البناء مع صوت الآلات الثقيلة، يتجلى مشهد فريد من نوعه يعكس جهود تونس في إعادة تدوير النفايات. هذه الحضيرة الواسعة، التي تمتد على مساحة شاسعة، تشهد دخول شاحنات محملة بمخلفات البناء، لتصب في مصب كبير يجمع بين بقايا الأسفلت والحديد والبلاستيك، وكل أنواع فضلات البناء .

تتوسط هذه الحضيرة آلة ضخمة تقوم بتكسير الألواح الكبيرة لمواد البناء، حيث يتم طحنها وتحويلها إلى رمل ناعم يُعاد استخدامه في مشاريع البناء. هذه العملية لا تقتصر على مجرد التخلص من النفايات، بل تسهم في إعادة تدوير المواد بشكل فعال، مما يتيح إمكانية إعادة بيعها والاستفادة منها مجددًا.

..جهود مستدامة نحو الاقتصاد الدائري

تعتبر هذه المبادرة جزءًا من نموذج الاقتصاد الدائري الذي تسعى تونس لتحقيقه، حيث يتم تحويل النفايات إلى موارد قيمة. إن هذا المصنع، الذي يُعد الأول من نوعه في تونس وإفريقيا، يمثل خطوة هامة نحو تقليل التلوث والحفاظ على البيئة من خلال تقليل النفايات ومكباتها العشوائية.

في ظل التحديات البيئية الكبرى مثل التغير المناخي وندرة الموارد الطبيعية، أصبحت عملية إعادة التدوير أحد الحلول الفعالة للمساهمة في حماية الأنظمة البيئية من التدهور وتقليل التلوث بجميع أنواعه، بما في ذلك التلوث الناتج عن تراكم فضلات البناء، التي باتت ظاهرة متفشية تهدد المحيط في الآونة الأخيرة. إعادة تدوير مواد البناء تلعب دورًا حيويًا في تعزيز الاقتصاد الدائري في تونس. حيث أطلقت تونس أول مشروع لإعادة تدوير نفايات الهدم والبناء، بهدف الاستفادة من 1.7 مليون متر مكعب من بقايا الأشغال والهدم التي تلقى سنويًا في الطبيعة. هذا المشروع يهدف إلى إعادة استغلال 85% من بقايا البناء والهدم بحلول عام 2040.

Pour voir la vidéo : <https://youtu.be/t5jw2AiGRhw>

تعتبر إعادة تدوير نفايات البناء خطوة مهمة نحو تقليل الاعتماد على المواد الخام غير المتجددة، مما يسهم في خفض تكاليف البناء بنسبة تتراوح بين 30% و40% مقارنة بالمواد التقليدية. كما أن استخدام المواد المعاد تدويرها يساعد في تقليل انبعاثات الكربون والتلوث الناتج عن مكبات النفايات.

تهدف تونس إلى تطوير الاقتصاد الدائري من خلال تحويل نفايات البناء إلى مواد "RE-MED" من خلال مشاريع مثل قابلة للاستخدام في إنشاء الطرق وصيانتها. هذا النوع من المشاريع لا يسهم فقط في حماية البيئة، بل أيضًا يوفر فرص عمل جديدة ويساعد على تحسين جودة الحياة في المجتمعات المحلية.

إن تعزيز ثقافة إعادة تدوير مواد البناء والتوعية بأهميتها يعد أمرًا ضروريًا لتحقيق تنمية مستدامة، ويمكن أن يسهم بشكل كبير في تحسين الوضع البيئي والاقتصادي في تونس.

تعمل REG وفي تصريح له لمنصة كوسموس ميديا، أكد مدير البحث والتطوير والابتكار الرقمي بوبكر بن يعقوب أن شركة على إعادة تدوير النفايات الموجودة في مواقع البناء وتحويلها إلى مواد صالحة لإعادة الاستعمال في تشييد البنى التحتية للطرق، بما في ذلك طبقات الأساس وهياكل الطرق ومواد الأسفلت. وأضاف أن شركتهم قد أطلقت عدة مشاريع تجريبية بالتعاون مع الاتحاد الأوروبي، من بينها مشروع تشييد الطريق الوطنية رقم 3 بين عروس، الذي يمتد على 1.2 كلم، حيث تم استخدام 100% من هياكل الطرق و20% من مواد الأسفلت المعاد تدويرها كجزء من التجربة. أظهرت الدراسات أن

تكلفة بناء الطريق باستخدام المواد المعاد تدويرها انخفضت بنسبة 40%، حيث كانت تكلفة الطريق المشيد بمنتجات المحاجر تبلغ 2.5 مليون دينار، بينما لا تتجاوز التكلفة عند استخدام المواد المعاد تدويرها من قبل الشركة 1.4 مليون دينار. يمثل هذا المشروع خطوة هامة نحو تحقيق أهداف الاقتصاد الدائري وتقليل التكاليف البيئية والمالية في قطاع البناء، مما يعكس التزام الشركة بتعزيز الابتكار والاستدامة في هذا المجال.

أكد بن يعقوب أن المواد الإنشائية مثل الأسمنت والآجر والحجارة التي تُترك في البيئة تشكل تهديدًا كبيرًا للبيئة. إن التحدي يكمن في صعوبة التخلص منها، حيث تحتاج إلى وقت طويل للتحلل في الطبيعة. لذلك، تعتبر إعادة التدوير الحل الأمثل للحفاظ على البيئة، فضلاً عن الانتقال من الاقتصاد الخطي إلى الاقتصاد الدائري، وهو الهدف الذي تسعى إليه الشركة. هذا التحول يهدف إلى تقليل تكاليف البناء، والحد من استخراج المواد الخام غير المتجددة، والتقليل من التلوث، مما يؤدي أيضًا إلى تقليص حجم مكبات النفايات. إن تبني هذه الممارسات لا يساهم فقط في حماية البيئة، بل يعزز أيضًا الاستدامة الاقتصادية والاجتماعية.

وكان بن يعقوب قد صرح لمنصة كوسموس ميديا أيضًا انه: "في مساحة شاسعة تبلغ حوالي 6000 متر مربع، تمر نفايات البناء بأربع مراحل أساسية. تبدأ العملية بتجميع نفايات الهدم والبناء من مواقع العمل، تليها عملية الفرز اليدوي. بعد ذلك، يتم سحق هذه النفايات باستخدام كسارات مخصصة لإعادة التدوير، مما يؤدي إلى تحويل المواد المتحصل عليها إلى منتجات جاهزة للاستخدام في أرصفة الطرق والمزاريب، ووفقًا لاحتياجات المهندسين. كما نقوم بإنشاء مخزون خاص بالمواد الأكثر مبيعًا في السوق. تقدر الطاقة الإنتاجية للشركة بحوالي 1000 طن يوميًا، ورغم أننا لا نعمل حاليًا بكامل طاقتنا إلا أن تجربتنا مع بلدية الزهراء دفعتنا لمشاركة خبرتنا مع بلديات مجاورة مثل حمام الأنف ورادس، وتطوير خدمات التكسير وإعادة التدوير. نحن فخورون بتوفير 10 وظائف مباشرة وحوالي 300 وظيفة غير مباشرة."

للتوسع والابتكار في مجال مواد البناء المعاد تدويرها REG استعداد شركة

أعرب المدير الفني حمزة بن علي عن استعداد الشركة للتوسع والانفتاح على جميع REG في إطار حديثه عن مستقبل شركة ولايات الجمهورية، معربًا عن أمله في تعاون السلطات المحلية معهم.

وفي تصريح له لمنصة كوسموس ميديا، أكد بن علي أن الإقبال على شراء مواد البناء المعاد تدويرها لا يزال ضعيفًا، مشيرًا إلى أن هذا يعود إلى تردد المواطنين في استخدام مواد جديدة لم يعتادوا عليها، رغم النتائج الممتازة التي حققتها هذه المواد وأكد على ضرورة تغيير العقلية وزيادة الوعي لدى المواطنين حول فوائد هذه المواد. وعلى المدى البعيد، تسعى الشركة إلى الابتكار في عمليات الهدم وإعادة التدوير من خلال استخدام كسارات متنقلة في مواقع البناء، مما سيساعد في تقليل انبعاث الغازات السامة مثل ثاني أكسيد الكربون وتقليل تكاليف الشحن. ومن المقرر استيراد هذه المعدات من خارج البلاد.

هذا وتسعى الشركة إلى تنفيذ سياسة اتصالية فعالة على مواقع التواصل الاجتماعي بهدف توعية المواطنين بأهمية استخدام تعمل الشركة على تطوير تطبيق رقمي مبتكر يشجع Re-MED مواد البناء المعاد تدويرها الصديقة للبيئة. في إطار مشروع الأفراد ويسهل عليهم عملية إعادة التدوير. عندما يلاحظ المواطن وجود نفايات هدم وبناء في محيطه، يمكنه ببساطة

تصويرها وتحديد موقعها وإرسالها إلى الشركة عبر التطبيق. تتولى الشركة بعد ذلك جميع الخطوات اللازمة، بما في ذلك الشحن والهدم وإعادة التدوير، مما يجعل العملية أكثر سلاسة ومرونة. علاوة على ذلك، يستخدم التطبيق تقنيات الذكاء الاصطناعي لتحديد أنواع النفايات المبلغ عنها والتأكد مما إذا كانت نفايات هدم يمكن إعادة تدويرها، مما يعزز كفاءة العملية ويزيد من الوعي البيئي بين المستخدمين

إعادة تدوير نفايات البناء: ضرورة بيئية وثقافة مستدامة

رغم الأسعار الرمزية التي تقدمها الشركة للمواطنين مقارنة بتكاليف التفريغ العالية، لا يزال الكثيرون يتخلصون من فضلات البناء بطريقة عشوائية. يعود السبب الرئيسي إلى عدم وعي المواطن بأهمية الحفاظ على البيئة. لذلك، من الضروري إطلاق حملات توعوية لرفع مستوى الوعي حول أهمية حماية المحيط. في هذا السياق، تسعى الشركة إلى إبرام اتفاقيات وشراكات بهدف تغيير عقلية الشباب وتعزيز قيم الحفاظ على الطبيعة لدى الأجيال، Enit و Esprit مع الجامعات مثل القادمة. يُعتبر طلبة الهندسة المدنية في مرحلة الدراسة من الفئات المستهدفة، حيث يتم تعريفهم بالمنتجات المعاد تدويرها وتدريبهم على ثقافة الاقتصاد الدائري وأهمية حماية البيئة. تظل عملية إعادة تدوير نفايات الهدم والبناء مرتبطة بمدى وعي المواطن والتزامه بالحفاظ على الطبيعة. هذه العملية ليست فقط وسيلة لتقليل التلوث، بل تساهم أيضًا في الحد من انتشار المكبات العشوائية وغير القانونية للنفايات.

تم إعداد هذا المقال كجزء من دورة تدريبية مخصصة للصحافيين في تونس، تركزت حول الاقتصاد الدائري، والتي نظمتها منظمة أفريقيا 21.

Pluboard

Eric Ojo (Nigeria) ; Climate tech innovation in Africa gets \$10 million boost from AfDB ; Pluboard, January 15, 2025.

Tag : AfDB.

To access the article : https://pluboard.com/2025/01/15/environment/climate-change/climate-tech-innovation-in-africa-gets-10-million-boost-from-afdb/#google_vignette



Things are looking up in the climate tech innovation in Sub-Sahara Africa, courtesy of an investment of \$10 million by the African Development Bank (AfDB) to boost the sector.

The AfDB said the \$10 million investment is being deployed from its Sustainable Energy Fund for Africa (SEFA) into the Persistent Africa Climate Venture Builder Fund (ACV Fund) to propel climate technology entrepreneurship across the continent.

SEFA is a multi-donor Special Fund that provides catalytic finance to unlock private sector investments in renewable energy and energy efficiency. It offers technical assistance and concessional finance instruments to remove market barriers, build a more robust pipeline of projects, and improve the risk-return profile of individual investments.

The Fund's overarching goal is to contribute to universal access to affordable, reliable, sustainable, and modern energy services for all in Africa, in line with Sustainable Development Goal 7 and Mission 300.

Interestingly, SEFA's strategic investment is expected to attract additional private capital while mitigating the risks associated with early-stage climate technology businesses. Moreover, this

blended finance approach directly addresses the chronic shortage of equity financing that often hinders the growth of promising climate ventures.

Notably, this catalytic investment aims to unlock \$70 million in funding for African climate-focused ventures.

The ACV Fund will address the critical financing needs for early-stage climate technology entrepreneurs, focusing on high-potential ventures in key sectors, including solar energy solutions, energy efficiency technologies, electric mobility, agricultural technology, and circular economy innovations.

In addition, the initiative emphasizes supporting African entrepreneurs, particularly women-owned and -managed businesses.

Who says what:

Partner and chief legal officer at Persistent Energy Capital LLC, Wairimu Karanja, said the commitment reflects the AfDB's confidence in our climate investing and in-depth Venture Building model in Sub-Saharan Africa.

"The ACV Fund invests financial and human capital in early-stage companies led by outstanding entrepreneurs and gender-aligned teams that can drive meaningful climate impact while achieving commercial scalability," he said.

The manager of the Bank Group's Renewable Energy Funds Division, which oversees SEFA, João Duarte Cunha, noted that Africa is at the forefront of both the climate crisis and the climate opportunity.

"We are keen to catalyze more risk and venture capital to support promising African technology start-ups developing commercial solutions to complex climate and development issues. We look forward to our partnership with Persistent as one of the more seasoned early-stage investors in the continent, with a strong track record in energy access and clean energy transition." he further explained.

From 2019 to 2024, the AfDB has committed approximately \$6 billion to energy projects across Africa.

The bank introduced the Programme to Promote Efficient Lighting Lamps (PPLEEF), an initiative to advance energy efficiency and the bank's first fully dedicated demand-side energy efficiency investment project.



Sarah Ben Omrane (Tunisie) ; Le Plan Bleu alerte: agir face aux défis climatiques en Méditerranée ; Albia News, janvier 15 2025.

Tag : GIZ, Plan Bleu.

Pour accéder à l'article : <https://www.albiaanews.com.tn/le-plan-bleu-alerte-agir-face-aux-defis-climatiques-en-mediterranee/>



En marge des travaux de l'atelier intitulé « Les défis des pays du Maghreb face au changement climatique : l'économie circulaire et la gestion raisonnée des ressources naturelles comme clés du devenir de la région », organisé récemment à Tunis par le réseau Africa21 et l'ambassade de

Suisse en Tunisie, en partenariat avec PAMT2 et la GIZ avec l'appui du forum de l'adaptation aux changements climatiques en Tunisie (FNAAC), Robin Degron, directeur du Plan Bleu, haut fonctionnaire des finances, professeur de droit et docteur en géographie économique, a partagé une analyse alarmante des impacts des changements climatiques sur la Méditerranée.

Une augmentation alarmante des températures

La région méditerranéenne fait face à des prévisions inquiétantes : une hausse des températures de 4 à 5 degrés Celsius d'ici la fin du siècle par rapport à l'ère préindustrielle. Selon Robin Degron, cette évolution ne constitue pas uniquement une menace environnementale, mais également une alerte de sécurité civile.

Une tropicalisation des écosystèmes marins

Le réchauffement des eaux méditerranéennes menace des espèces emblématiques telles que la grande nacre (*Pinnaculus*) et la posidonie (*Posidonia oceanica*), qui ne peuvent survivre qu'à des températures plus basses. Ce phénomène entraîne une tropicalisation, avec l'arrivée d'espèces invasives provenant de l'océan Indien par le canal de Suez. Ces espèces modifient profondément les écosystèmes locaux, fragilisent la biodiversité endémique et posent de nouveaux risques sanitaires.

Des conséquences sur les écosystèmes terrestres

Sur terre, l'augmentation des températures et la raréfaction des ressources en eau douce entraînent une baisse des rendements agricoles, notamment pour des cultures comme le blé. Cela accentue les risques de sécurité alimentaire dans les pays du Maghreb. Les impacts se font également sentir sur la santé humaine, notamment chez les personnes âgées ou vulnérables, pour qui les températures élevées sont particulièrement éprouvantes.

Une cascade d'impacts économiques

Les changements climatiques ont également des répercussions majeures sur l'économie. Des secteurs comme l'agriculture, la pêche, l'aquaculture et l'industrie, qui dépendent directement du vivant et des ressources naturelles, sont gravement affectés. Robin Degron a également souligné l'impact sur les activités tertiaires, telles que les banques. Par exemple, les actifs situés

en zones côtières, comme les hôtels, subissent une dépréciation en raison des coûts d'adaptation aux changements climatiques, ce qui peut affaiblir certains actifs bancaires. Par ailleurs, bien que les assurances couvrent certains risques, le coût de ces garanties augmente, entraînant des effets en cascade sur l'ensemble des secteurs économiques.

Des scénarios pour 2050

Robin Degron a annoncé la publication début 2025 d'un rapport prospectif du Plan Bleu sur l'avenir de la Méditerranée en 2050. Trois scénarios principaux y seront abordés :

- Un scénario statique, où la situation actuelle perdure sans amélioration notable, conduisant à des perspectives peu optimistes.
- Un scénario d'aggravation, marqué par des divisions accrues, des conflits, et une tentative de résoudre les défis par des innovations technologiques insuffisantes.
- Un scénario de coopération, où les pays de la région – Algérie, France, Maroc, Espagne, Tunisie, Italie – unissent leurs efforts pour partager les bonnes pratiques, adapter leurs modèles économiques et changer les comportements de consommation, notamment dans les pays du Nord.

Une mobilisation indispensable

Pour Robin Degron, il est crucial d'adopter une vision à long terme et de privilégier une économie circulaire et une gestion raisonnée des ressources naturelles. Les pays du Sud doivent se recentrer sur des productions vivrières et éviter l'exportation d'eau vers l'Europe du Nord, tandis que les pays du Nord doivent réduire leur consommation de produits agricoles hors saison.

Les défis climatiques en Méditerranée appellent à une mobilisation urgente et concertée pour préserver un équilibre fragile, essentiel à la survie des écosystèmes, des communautés et des économies de la région.

eBourse^{DZ}

Rabah Karali (Algérie) ; Signature d'un accord de partenariat entre l'ONEDD et Naftal ; Ebourse.dz, 15 janvier 2025.

Tag : -.

Pour accéder à l'article : https://ebourse.dz/signature-dun-accord-de-partenariat-entre-lonedd-et-naftal/#google_vignette



Dans le cadre d'une convention de partenariat qui a été signée avant-hier à Alger entre l'Observatoire national de l'environnement et du développement durable (ONEDD) et la Société nationale de commercialisation et de distribution des produits pétroliers (Naftal), les deux parties ont convenu de développer des solutions innovantes qui contribuent à la réduction des impacts négatifs des fluides industriels sur l'environnement.

Selon le communiqué du ministère de l'Environnement et de la Qualité de vie, cet accord vise à « réaliser une série d'analyses physiques, chimiques, organiques et inorganiques des fluides industriels produits par les installations de Naftal », en plus de permettre de « garantir un suivi continu et permanent des taux de pollution, conformément aux réglementations et à la législation environnementale nationale et internationale », mais aussi de « développer des solutions innovantes qui contribuent à la réduction des impacts négatifs sur l'environnement ». L'accord, dont la cérémonie de signature a été supervisée par la ministre de l'Environnement

et de la Qualité de vie, Nadjiba Djilali, a été signé par le directeur général de l'ONEDD et le directeur central « Santé, sécurité

et environnement » (SSE) de Naftal. Cela étant dit, il faut savoir que le département « Santé, sécurité et environnement » de l'entreprise Naftal collabore depuis l'année 2000 avec le ministère chargé de l'Environnement au programme du plan national d'action environnementale adhérant ainsi aux principes d'une croissance économique durable d'un point de vue environnemental. Du coup, la protection de l'environnement constitue un axe stratégique de la politique de développement de Naftal, eu égard à la dangerosité des produits manipulés, stockés, transportés et commercialisés. La maîtrise des risques liés à ces opérations vise la sécurité des personnes, des biens et la protection de l'environnement. Aussi, les exigences strictes en matière de santé, de sécurité et de protection de

l'environnement pour un développement durable, interpellent Naftal sur l'application rigoureuse de la réglementation en vigueur qui l'expose, le cas échéant, à de sérieuses sanctions, notamment sur son image de marque.

En 2022, seules 27% des quantités commercialisées par Naftal ont été récupérées.

L'initiative en elle-même est plus qu'importante puisque les objectifs de cet accord visent un meilleur suivi continu et permanent des taux de pollution, conformément aux réglementations et à la législation environnementale nationale et internationale. En matière d'huiles usagées, chimiquement parlant, ces dernières sont considérées comme étant dangereuses pour l'environnement et les humains. Elles polluent l'eau potable, les ressources alimentaires et les écosystèmes aquatiques locaux tels que les cours d'eau, les oueds et les lacs. En outre, les huiles usagées provenant de l'utilisation d'huiles lubrifiantes et autres fluides hydrauliques, leur toxicité implique plusieurs composés présents dans les huiles, ce qui signifie qu'elles doivent être stockées soigneusement. Ces difficultés relatives aux huiles usagées sont particulièrement pertinentes pour notre pays dans le cas où elles ne sont pas prises en considération pour leur traitement ou leur élimination. Par ailleurs, en Algérie, le problème des huiles usagées n'est pas encore résolu d'une manière définitive. Naftal récupère à elle seule en moyenne 12 000 tonnes par an, ce qui représente 27% des quantités commercialisées par l'entreprise en 2022. Ainsi, l'effort sera mis sur l'augmentation de ce taux au cours des prochaines années.

Le décret exécutif 93-161 a pour objet de réglementer le déversement des huiles et des lubrifiants dans le milieu naturel. Dans le domaine de la législation, le décret a pour objet, conformément aux dispositions de l'article 41 de la loi n°83-03 du 5 février 1983, de réglementer le déversement des huiles et des lubrifiants dans le milieu naturel. Est interdit le déversement dans le milieu naturel par rejet direct ou indirect ou après ruissellement sur le sol ou infiltration des huiles et lubrifiants, neufs ou usagés appartenant aux catégories et notamment : 1 – huiles pour moteurs ou pour compresseurs et huiles de base moteurs, 2 –

huiles utilisées comme matière première pour la fabrication d'additifs pour lubrifiants, 3 huiles de graissage, 4 – huiles pour engrenage sous carter, 5 – huiles pour mouvement, 6 – huile noire appelée « mazout de graissage », 7 – vaseline et huiles de vaseline, 8 – huiles isolantes, 9 – huiles de trempe, 10 – huiles pour turbines, 11 – huiles de lubrification des cylindres et des transmissions. Le déversement dans le milieu naturel, par rejet direct ou indirect, ou après ruissellement sur le sol ou infiltration des huiles et lubrifiants neufs ou usagés appartenant aux catégories autres que celles énumérées ci-dessus peuvent être autorisées par le ministre chargé de la protection de l'environnement après avis du ministre chargé de l'Hydraulique.

VertTogo

Hector Nammangue (Togo) ; Urgent d'accélérer la transformation des systèmes alimentaires ; Vert Togo, 15 janvier 2025.

Tag : FAO, GAIN.

Pour accéder à l'article : <https://vert-togo.tg/urgent-daccelerer-la-transformation-des-systemes-alimentaires/>



Le nouveau rapport de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) publié ce mardi 14 janvier 2025 révèle les principales évolutions et les problèmes majeurs à résoudre dans les systèmes alimentaires à l'approche de 2030.

L'étude de l'Initiative du compte à rebours concernant les systèmes alimentaires met en relief les points d'entrée déterminants que constituent la gouvernance et la résilience pour la transformation des systèmes alimentaires.

Le rapport suit 50 indicateurs des systèmes alimentaires à travers le monde, organisés en cinq thèmes : régimes alimentaires, nutrition et santé ; environnement, ressources naturelles et production ; moyens de subsistance, pauvreté et équité ; résilience ; et gouvernance.

En d'autres termes, la nouvelle étude de la FAO publiée dans la revue Nature Food, intitulée «Gouvernance et résilience, points d'entrée pour transformer les systèmes alimentaires à l'approche de 2030» fournit une analyse complète de l'évolution des principaux indicateurs relatifs aux systèmes alimentaires, ce qui n'avait pas été réalisé depuis 2000.

M. Lawrence Haddad, Directeur exécutif de l'Alliance mondiale pour l'amélioration de la nutrition (GAIN), a déclaré au sujet de l'étude: «Ce nouveau rapport met en lumière à la fois des avancées encourageantes et des reculs préoccupants, signe qu'il est urgent d'accélérer la transformation des systèmes alimentaires. Comme le montre le rapport, on doit inévitablement opérer des arbitrages entre les différents objectifs des systèmes alimentaires, notamment en termes d'emploi, de climat, de nutrition, de sécurité alimentaire et de résilience. Il serait toutefois possible d'atténuer ces arbitrages, voire de les transformer en synergies, en renforçant la gouvernance et en améliorant la qualité des données. Le rapport nous donne des clés pour y parvenir et progresser plus rapidement dans la concrétisation des objectifs de développement durable (ODD).»

Les recherches soumises à une évaluation par des pairs ont été menées par l'Initiative du compte à rebours concernant les systèmes alimentaires (ci-après «l'Initiative»), une coalition d'éminents experts et d'organisations de premier plan, qui opèrent sous la coordination de GAIN, de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), de l'Université Columbia et de l'Université Cornell.

Le rapport qui en découle fait un suivi des systèmes alimentaires au niveau mondial au moyen de 50 indicateurs, qui ont été classés selon cinq thèmes: 1) alimentation, nutrition et santé; 2) environnement, ressources naturelles et production; 3) moyens de subsistance, pauvreté et équité; 4) résilience; et 5) gouvernance.

Principales conclusions

L'évaluation au fil du temps de 42 indicateurs a mis en évidence des progrès concernant 20 d'entre eux, des accomplissements remarquables ayant été réalisés, notamment des améliorations importantes en matière d'accès à l'eau potable et de disponibilité des légumes. Des progrès ont également été observés dans la conservation des ressources zoogénétiques et

phytogénétiques, ce qui favorise la résilience des systèmes alimentaires face aux chocs climatiques et autres phénomènes déstabilisateurs.

Sept indicateurs régressent de manière importante, comme le montrent la hausse de la volatilité des prix des denrées alimentaires, le recul en matière de reddition de comptes des pouvoirs publics et la moindre participation de la société civile. Ces évolutions laissent penser qu'il sera difficile de maintenir la stabilité et la cohérence des politiques dans un contexte de crises mondiales.

Le rapport met en évidence les effets qu'ont certaines évolutions dans un domaine donné, tel que la gouvernance ou la qualité de l'alimentation, sur d'autres domaines, et souligne à cet égard la nécessité d'adopter des approches intersectorielles coordonnées. Des études de cas sur l'Éthiopie, le Mexique et le Royaume des Pays-Bas illustrent l'incidence de ces dynamiques au niveau local.

Appel à l'action

Selon M. Mario Herrero, Professeur et Directeur du programme sur les systèmes alimentaires et la transformation mondiale, à l'Université Cornell, «ce rapport braque les projecteurs sur les interdépendances entre les différents domaines des systèmes alimentaires, et cet éclairage est essentiel pour comprendre comment concentrer nos efforts pour optimiser les synergies, gérer les arbitrages et éviter des conséquences imprévues».

Le rapport met en relief les points d'entrée déterminants que constituent la gouvernance et la résilience pour la transformation des systèmes alimentaires. Des améliorations ciblées dans ces domaines permettraient de faire progresser divers autres indicateurs, ce qui serait propice à la réalisation de plus grandes avancées générales.

Selon Mme Jessica Fanzo, Professeure de climatologie et Directrice de l'initiative Des aliments pour l'humanité, à l'École Columbia du climat, «nous devons refondre entièrement les systèmes alimentaires pour apporter à la population mondiale les aliments nutritifs nécessaires à son développement et à son épanouissement. Or, les difficultés s'accumulent: progression des maladies liées à l'alimentation, dénutrition persistante et évolution du climat. Pour y faire face, nous devons réaliser rapidement des transformations en profondeur. Cette étude est d'une grande importance, dans la mesure où elle montre le rythme d'évolution observé à ce jour et permet ainsi de prendre de nouvelles orientations, car on ne peut gérer que ce qu'on peut mesurer.»

Enfin, M. José Rosero Moncayo, Statisticien en chef et Directeur de la Division de la statistique de la FAO, a affirmé: «Ce rapport trace clairement la route à suivre pour mettre en place des politiques étayées par des éléments factuels. Comme il ne reste plus que cinq ans avant l'échéance fixée pour la réalisation des ODD, nous devons redoubler d'efforts dans les

domaines dans lesquels nous enregistrons des progrès et, parallèlement, remédier aux déficiences persistantes, en continuant d'accorder la priorité aux interdépendances des systèmes alimentaires.

Dans le même temps, nous devons déployer des efforts pour perfectionner la série d'indicateurs dont nous disposons pour décrire et analyser les différents éléments des systèmes. Comme le montre le rapport, l'équipe chargée de l'Initiative s'emploie ardemment à établir les données qui font actuelle.

Pour accéder à l'étude et au rapport de politique générale, rendez-vous sur le site: www.foodcountdown.org.

VertTogo

Hector Nammangue (Togo) ; Garantir l'accès universel à l'eau potable au Togo ; Vert Togo, 16 janvier 2025.

Tag : -.

Pour accéder à l'article : <https://vert-togo.tg/garantir-lacces-universel-a-leau-potable-au-togo/>



Le Togo consacre un budget record de 19 milliards FCFA en 2025 pour accélérer ses projets d'accès à l'eau potable. Entre initiatives rurales et chantiers urbains, le pays ambitionne une couverture nationale de 100 % d'ici 2030.

Pour l'année 2025, la dotation budgétaire du ministère de l'Eau et de l'Hydraulique villageoise s'élève à 19 milliards FCFA, soit une augmentation de 5 % par rapport à 2024. Ces ressources, qui représentent 86 % des crédits alloués au ministère, sont destinées à financer des projets structurants dans le cadre du plan national de dotation en eau potable, lancé en 2021.

Le Projet d'amélioration des conditions sanitaires en milieux scolaire et rural (PASSCO3) constitue l'une des initiatives phares pour les zones rurales. Sa troisième phase prévoit la construction de 850 forages équipés de pompes à motricité humaine, avec pour objectif de fournir de l'eau potable à plus de 200 000 personnes dans les régions de la Kara et des Savanes d'ici fin 2025.

En milieu urbain, des efforts conséquents sont également en cours pour améliorer la desserte en eau dans le Grand-Lomé. Parmi les principaux chantiers figurent l'équipement d'un forage d'une capacité de 40 m³ par heure à Apédokoe et la construction d'un château d'eau de 1 300 m³ à Sagbado, dans la commune Golfe 7. Ces infrastructures visent à répondre à la demande croissante dans les quartiers périphériques de la capitale.

Une approche intégrée pour les besoins urbains

Le projet de sécurité hydrique en milieu urbain au Togo (PaSH-MUT), lancé en 2023, s'inscrit dans cette dynamique. Ce programme ambitionne d'installer six systèmes autonomes d'approvisionnement en eau potable dans les zones périphériques de Lomé. Ces efforts visent à accompagner la forte croissance démographique et à renforcer la résilience urbaine face aux défis liés à l'accès à l'eau potable.

Ces initiatives s'inscrivent dans une stratégie nationale ambitieuse : porter la couverture en eau potable à 85 % d'ici fin 2025 et à 100 % d'ici 2030. Depuis 2014, les progrès sont notables, avec un taux de desserte passé de 47,66 % à 69 % en 2023, selon les données du ministère de l'Eau et de l'Hydraulique villageoise.



Rabah Karali (Algérie) ; Africa 21 : atelier sur le changement climatique et l'économie circulaire, en Tunisie ; DzCharikati, 18 janvier 2025.

Tag : Medwaves.

Pour accéder à l'article : <https://dzcharikati.net/africa-21-atelier-sur-le-changement-climatique-et-leconomie-circulaire-en-tunisie/>

Africa 21, a organisé un atelier sur le « Changement climatique et économie circulaire », du 2 au 5 décembre 2024, à Tunis, en présence d'une vingtaine de journalistes d'Algérie, de Tunisie et du Maroc.



« Changement climatique et économie circulaire », tel est le thème de l'atelier organisé, du 2 au 5 décembre 2024, à Tunis, capitale de la Tunisie, par Africa 21 dans le cadre du "Réseau des journalistes africains spécialisés sur le développement durable et le changement climatique", et ayant vu la participation d'une vingtaine de journalistes d'Algérie, de Tunisie et du Maroc. Africa 21 regroupe plus de 850 journalistes issus de 43 pays africains.

Atelier de Tunis d'Africa 21 : cap sur l'adaptation des économies régionales

L'atelier de Tunis s'est attaqué en particulier, dans sa 1re session, à :

- la question de l'adaptation des économies régionales,

- des productions et de la société de consommation face aux effets du changement climatique,
- de la désertification et de l'aridification des terres.

Quant à la session 2 du programme, il était question de la gestion raisonnée des ressources pour des économies durables.

Modèles d'entreprises durables et circulaires : Giorgio Mosangini fait le point

Giorgio Mosangini, Chef du département d'entrepreneuriat vert et société civile, MedWaves, a dans ce cadre, présenté une communication liée aux modèles d'entreprises durables et circulaires. Tout d'abord, le conférencier a donné une brève définition du vocable de l'économie circulaire, indiquant « qu'au-delà de l'actuel modèle industriel linéaire qui se résume à « extraire, fabriquer et jeter », une économie circulaire vise à redéfinir la croissance, en se concentrant sur les bénéfices positifs pour la société. Elle implique progressivement de découpler l'activité économique de la consommation de ressources non renouvelables et d'éliminer le concept de « déchets ».

Il a ajouté : « Soutenu par une transition vers les sources d'énergie renouvelables, le modèle circulaire construit un capital économique, naturel et social. »

Les trois principes de l'économie circulaire

Le modèle circulaire repose, rappelle-t-il, sur trois principes :

- éliminer les déchets et la pollution,
- maintenir les produits et les matériaux en usage,
- régénérer les systèmes naturels, selon la Fondation Ellen MacArthur.

Fonctionnement de l'entreprise durable

Giorgio Mosangini a ensuite défini les grands axes régissant le fonctionnement l'entreprise durable. Il s'agit d'après le communicant de mettre évidence le lien qui peut exister entre l'économie circulaire et l'entreprise durable, qui propose des solutions commerciales qui créent de la valeur écologique et/ou protègent l'environnement (en relevant les défis environnementaux et/ou en réduisant ses impacts sur l'environnement) et qui sont économiquement viables et socialement utiles et responsables.

Comment une entreprise durable peut-elle créer de la valeur environnementale et contribuer à l'économie circulaire?

La réponse à cette question est exposée en deux parties, la première a trait à l'éco-innovation, autrement dit, transformer les défis écologiques en opportunités économiques pour créer de

la valeur environnementale, la deuxième comprend l'éco-conception, c'est-à-dire la réduction des impacts sur l'environnement tout au long du cycle de vie des produits et des services.

L'éco-innovation, ou comment créer de la valeur environnementale

Aussi, l'éco-innovation consiste également à proposer de nouvelles solutions et des alternatives qui permettent à une entreprise de réduire son impact sur l'environnement et/ou de créer de la valeur environnementale. Le conférencier a donné un exemple pour mieux faire passer cette explication « une voiture fabriquée en utilisant moins de matières premières et d'énergie et en produisant moins de déchets. »

L'éco-conception, ou comment initialement tout impact sur l'environnement?

Quant à l'éco-conception, elle consiste à prendre en compte et à évaluer dès la phase de conception (d'un produit ou d'un service et de son modèle d'affaires) tout impact potentiel sur l'environnement.

« Généralement, ce sont 80 % des impacts environnementaux sont déterminés lors de la phase de conception. Grâce à l'éco-conception, nous pouvons évaluer nos impacts et définir des stratégies pour améliorer notre performance environnementale à chaque étape du cycle de vie. L'éco-conception nous aidera également à réduire les coûts (en augmentant l'efficacité en matériaux et énergie). Les impacts sur l'environnement doivent être systématiquement évalués à toutes les étapes du cycle de vie du produit/service. »

Giorgio Mosangini.

In fine, la combinaison des approches d'éco-innovation et d'écoconception peut déboucher sur des stratégies alternatives de modèles d'entreprise circulaires.

Les 5 axes de l'éco-innovation et de l'éco-conception

Cependant, pour mettre en pratique ces deux concepts, le conférencier a développé 5 axes stratégiques par ordre de rétention de la valeur des ressources et de difficulté de mise en œuvre et de coordination au sein des chaînes de valeur.

1. Prévenir la pollution et économiser les ressources Principales étapes du cycle de vie concernées : Matériaux et ressources / Production / Emballage. Production zéro déchet. Éviter et prévenir la pollution et les émissions (air, eau, sol) Procédés de production économes en ressources et en énergie (économies de ressources et d'énergie) Absence de responsabilité de l'entreprise après-vente.
2. Récupérer les ressources en fin de vie Principales étapes du cycle de vie concernées : Fin de vie / Matériaux et ressources. Conception pour le démontage, le remontage et le recyclage Collecte Recyclage L'entreprise assume la responsabilité des matériaux après-vente.

3. Prolonger l'utilisation des ressources et réduire la fin de vie Principales étapes du cycle de vie : Utilisation et maintenance / Fin de vie. Conception pour la durabilité, la longévité et la modularité Collecte, recyclage et réutilisation. Réparation et remise à neuf. Mise à niveau. Réutilisation et revente

4. Augmenter le taux d'utilisation des ressources Principales étapes du cycle de vie : Utilisation et maintenance. La servitisation / modèles axés sur le produit en tant que service : vendre la fonctionnalité, la performance, plutôt que le produit Abonnements de location et de leasing. Économie de partage / économie collaborative L'entreprise assume la propriété et l'entière responsabilité du produit après-vente.

5. Évoluer aux approvisionnements circulaires et aux ressources renouvelables. Principales étapes du cycle de vie concernées : L'ensemble du cycle de vie. Passer d'énergies et de ressources limitées à des énergies et des ressources renouvelables, en respectant les cycles de régénération naturels et en fermant les boucles. Produits et services slow living avec un contrôle total sur les chaînes de valeur (slow food, slow cities, etc.). L'entreprise assume ses responsabilités pour parvenir à une circularité totale.

VertTogo

Hector Nammangue (Togo) ; Évaluer l'efficacité de la gestion des aires protégées grâce à l'outil IMET ; Vert Togo, 19 janvier 2025.

Tag : Commission européenne, Union européenne.

Pour accéder à l'article : <https://vert-togo.tg/evaluer-lefficacite-de-la-gestion-des-aires-protégees-grace-a-loutil-imet/>



Renforcer les compétences des acteurs impliqués dans la gestion des aires protégées et des forêts communautaires a fait l'objet d'une formation déterminante, du mardi 14 janvier au vendredi 17 janvier dernier à Lomé.

Organisé par le ministère de l'environnement et des ressources forestières dans le cadre du Programme d'Appui à la Lutte contre le Changement Climatique, la protection de la biodiversité et l'agroécologie (PALCC+) et financé par l'Union Européenne (UE), cette initiative visait à introduire et à maîtriser l'outil IMET (Integrated Management Effectiveness Tool), un instrument clé pour évaluer l'efficacité de gestion des aires protégées.

Un outil au service de la durabilité

L'outil IMET, développé par le Centre Commun de Recherche de la Commission Européenne (JRC), est librement accessible et largement adopté en Afrique de l'Ouest et centrale pour optimiser la gestion des aires protégées.

Vue d'ensemble des acteurs

Silvia FAVRET, Cheffe d'Équipe Investissements Durables de la Délégation de l'Union européenne au Togo, a souligné l'importance stratégique de cet outil : « IMET, ce sera, j'espère, un outil qui continuera à être utilisé ici au Togo. C'est un outil européen, libre et téléchargeable. Cette semaine, le but était vraiment de rendre cet outil accessible en termes de compétences à un groupe de potentiels coaches, formateurs, et référents qui auront aussi la responsabilité de faire vivre et développer cet outil au Togo. Cette formation visait à aider à la gestion des aires protégées, mais aussi à enrichir les participants sur le plan personnel et professionnel. Une vision qui s'aligne avec l'objectif du Togo d'atteindre 30 % de couverture forestière d'ici 2050, tel que stipulé dans sa politique forestière adoptée en juin 2023. »

Renforcer la gestion locale et communautaire

Selon ATSRI Honam, coordonnateur du PALCC+, l'outil IMET permettra de mieux planifier, prioriser et évaluer les efforts de gestion. « Nous mobilisons les conservateurs et les communautés impliquées dans la gestion des forêts communautaires avoisinantes. L'objectif principal est d'améliorer la compréhension des éléments du cycle de gestion des aires protégées et de former les participants à l'utilisation de l'outil IMET pour évaluer et orienter la gestion. », a-t-il déclaré.

ATSRI Honam, coordonnateur du PALCC+

Les aires protégées ciblées incluent la réserve de faune d'Abdoulaye, le parc national Fazao-Malfakassa, le complexe Togodo, ainsi que deux forêts communautaires : la forêt d'Alibi 1 et les mares des hippopotames d'Afito.

Une mission de terrain d'environ 25 jours sera lancée pour évaluer ces sites. Elle impliquera divers acteurs, notamment les communes, ONG, populations locales et partenaires techniques. Les résultats serviront de référence pour réajuster les pratiques tous les deux ans.



Vue d'ensemble des participants lors de la cérémonie de clôture de la formation

Silvia FAVRET a ajouté : « Nous serons très intéressés de suivre, aux côtés du gouvernement togolais, les prochaines étapes de cette formation. Il faudra sans doute traduire certains concepts d'IMET pour les rendre accessibles aux populations locales, mais nous espérons que cette évaluation initiale posera des bases solides pour une gestion améliorée des aires protégées. »

Pour Akakpo Yao , Président de l'Association pour la Conservation et la Valorisation des Mares aux hippopotames d'Afito (ACVM d'Afito) , cette formation lui a permis de comprendre l'importance de l'outil IMET pour mieux transmettre l'information avec les membres de son association. « Avec cet outil, nous pouvons désormais évaluer nos actions, identifier nos forces et corriger nos faiblesses. Cela nous motive à travailler de manière plus organisée et à impliquer davantage la communauté pour préserver nos ressources à Afito. »

Grâce à l'outil IMET et aux compétences acquises, le Togo renforce sa capacité à gérer durablement ses ressources naturelles tout en impliquant activement les communautés locales. Cette initiative marque une avancée significative dans la conservation de la biodiversité et le développement d'une économie verte.



Boris Ngounou (Cameroun) ; Davos 2025 : la RDC, moteur de l'intelligence et de la durabilité ; Environnementales, 21 janvier 2025.

Tag : Forum économique mondial.

Pour accéder à l'article : <https://environnementales.com/2025/01/21/davos-2025-la-rdc-moteur-de-lintelligence-et-de-la-durabilite/>



Avec ses ressources naturelles stratégiques et son immense capital forestier, la République Démocratique du Congo (RDC) se place au cœur des solutions globales face aux défis climatiques et technologiques. Sous l'impulsion de son président, Félix Tshisekedi, le pays exploite le Forum économique mondial de Davos 2025 pour consolider son rôle de leader en matière de transition énergétique et d'intelligence artificielle.

Le président de la République Démocratique du Congo (RDC), Félix Tshisekedi, participe à la 55ème édition du Forum économique mondial (FEM), qui se déroule du 20 au 24 janvier 2025 à Davos, en Suisse. Ce sommet, placé sous le thème « Collaborer à l'ère de l'Intelligence », réunit les leaders mondiaux pour débattre des opportunités offertes par les technologies avancées,

notamment l'intelligence artificielle (IA), pour relever les défis climatiques et économiques planétaires.

Avec ses 145 millions d'hectares de forêts tropicales, la RDC représente le deuxième poumon vert de la planète, après l'Amazonie. Ces forêts absorbent des millions de tonnes de dioxyde de carbone chaque année, jouant un rôle crucial dans la régulation du climat mondial. Le pays possède également d'importantes réserves de minerais stratégiques tels que le cobalt (70 % des réserves mondiales), le lithium et le cuivre, indispensables à la fabrication des batteries électriques, des panneaux solaires et d'autres technologies liées à la transition énergétique.

Lors de ce forum, le président Tshisekedi met en avant un projet ambitieux axé sur la gestion durable des ressources naturelles, la préservation de la biodiversité et l'intégration des nouvelles technologies pour optimiser ces secteurs. En s'appuyant sur l'IA, la RDC entend maximiser l'efficacité de l'exploitation minière, réduire les impacts environnementaux et garantir une transparence accrue dans les chaînes d'approvisionnement.

L'IA au service de la biodiversité

Dans un monde où les technologies intelligentes redéfinissent les stratégies de développement durable, la RDC souhaite utiliser l'IA pour surveiller ses écosystèmes forestiers. Des outils d'analyse en temps réel peuvent prévenir la déforestation illégale et protéger la biodiversité exceptionnelle du pays.

En ce qui concerne l'optimisation de l'extraction des ressources minières, l'intégration de modèles basés sur l'IA permet une exploitation plus responsable, tout en réduisant les dégradations environnementales.

Il est également question de prévoir les impacts climatiques. Grâce à des modèles prédictifs, la RDC peut planifier des stratégies adaptatives efficaces pour faire face aux changements climatiques.

Toutefois, le président Tshisekedi insiste sur la nécessité d'un soutien international pour garantir une gestion responsable de ces atouts, tout en renforçant les capacités locales.



Victoire Katembo Mbuto (RDC) ; Dans des pêcheries du lac Edouard, la carence en poisson expose la population à des attaques de crocodiles ; Ici Congo, 22 janvier 2025.

Tag : UNESCO.

Pour accéder à l'article : <https://icicongo.net/2025/01/22/dans-des-pecheries-du-lac-edouard-la-carence-en-poisson-expose-la-population-a-des-attaques-des-crocodiles/>



Depuis plus de cinq ans, du côté congolais du lac Edouard, des pêcheries enregistrent des victimes des attaques des crocodiles du Nil. Dans ces pêcheries, le poisson se fait de plus en plus rare. Des crocodiles qui se nourrissent aussi de ces poissons, agressent maintenant la population et les hippopotames.

Ce Vendredi 10 janvier à Vitshumbi, une enclave de pêche située à la côte sud-ouest du lac Edouard, dans le parc national de Virunga, à une centaine de kilomètres de la ville de Goma, le soleil tend à se coucher. Kambale Muyisa, un des pêcheurs, va à la recherche des appâts naturels dans la baie de Mugeru, près du quartier Chaviboko, pour la pêche à l'hameçon. Sur ce

lieu, un crocodile du Nil le happe et l'emporte avec lui dans l'eau. Quelques parties de son corps sont découvertes le lendemain matin aux abords du Lac.

En effet, depuis plus de cinq ans, dans des pêcheries situées à la côte Ouest du Lac Edouard, des attaques de crocodiles sont en recrudescence. « Actuellement ces crocodiles sont visibles dans notre milieu et leur origine reste inconnue. Le nombre des victimes ne fait qu'augmenter », indique Joseph Kambale, membre de la société civile locale. Ces attaques ne sont pas isolées. Un enfant de huit ans a été tué dans des circonstances similaires le 29 décembre dernier, à Kanyatsi, vers la pêcherie de Kyavinyonge, en territoire de Beni.



Un crocodile du Nil aux abords du pont d'accostage de Vitshumbi © photo Victoire Mbutu

En 2024, plus de dix décès dus aux attaques des crocodiles ont été enregistrés dans la région, selon les acteurs locaux. « Il y'a pénurie d'eau à Vitshumbi et dans d'autres pêcheries, la population recourt au lac pour s'approvisionner. Malheureusement l'endroit est devenu aussi trop dangereux », s'inquiète Esaï Kanyangara, un jeune de Vitshumbi. En 2023, la société civile de la place avait documenté une dizaine de cas d'attaques dont deux enfants et des pêcheurs. Certaines victimes ont déjà perdu la vie et d'autres leurs parties du corps devenant ainsi des handicapés.

Baisse de poissons dans le lac

Ces attaques de crocodiles intensifient la méfiance entre les riverains du parc national de Virunga et l'institut congolais pour la conservation de la nature. Des habitants qui n'étaient pas encore confrontés à ces genres de reptiles attribuent leur présence à une intervention extérieure.

Dans le langage populaire, la population indique que ces crocodiles visent à exterminer les riverains du lac Edouard. « Depuis mon enfance, je n'avais jamais entendu parler de l'histoire des crocodiles dans mon village. Je crois qu'il y a quelqu'un qui a introduit ces espèces dans ce lac pour nous exterminer », indique une habitante en pleure, au deuil d'un membre de sa famille à Vitshumbi, happé par un crocodile.

Des accusations que rejette l'ICCN (Institut congolais pour la conservation de la nature). « Ces crocodiles sont des espèces protégés par la loi sur la conservation de la nature. Ils sont venus du fleuve Nil. C'est pourquoi on les appelle des crocodiles du Nil », avait éclairci le conservateur Gratien du Parc National de Virunga dans une consultation avec les leaders communautaires de Vitshumbi en Juin 2023.

Selon plusieurs témoignages dans des pêcheries du lac Edouard, des crocodiles ont toujours existé dans ces eaux du lac ainsi que dans certaines rivières. « C'est seulement récemment, ces cinq dernières années, qu'on enregistre de plus en plus des dégâts de ces reptiles », embraye l'ICCN.

Dans cette même perspective, le média en ligne greenafia.com, écrit que cette agressivité des crocodiles est aussi liée à la carence des poissons. Selon ce média, cette rareté des poissons sur la surface des eaux fait disparaître des oiseaux qui se nourrissent des fretins.

« Suite à la rareté des poissons dans le lac Edouard, les crocodiles manquent également de nourriture et se rapprochent désormais des plages pour happer les pêcheurs ou les habitants qui viennent se ravitailler en eau ». Au premier trimestre de l'année 2024, des associations des pêcheurs ont recensé au moins dix morts dans la seule pêcherie de Kyavinyonge, à la suite des attaques des crocodiles.

« Nous pensons que la diminution sensible des poissons dans le lac pousse les crocodiles à se rapprocher davantage des rives pour se nourrir. Tout ceci doit se faire dans une étude scientifique que nous espérons prochaine », explique Bienvenu Buende, chargé de communication du parc national des Virunga dans lequel se trouve le lac Edouard.

De son côté, le collectif des techniciens de pêche et écologistes du Lac Edouard réclame l'équilibre écologique. Pour ce collectif, ces attaques répétitives prouvent qu'il y a déjà prolifération de ces reptiles dans le lac. Ce collectif s'appuie sur l'Ordonnance-loi n° 23-007 du 03 mars 2023 modifiant et complétant la loi n° 11/009 du 9 juillet 2011 portant principes fondamentaux relatifs à la protection de l'environnement, qui stipule que cette protection se

fait en garantissant le bien-être de la population congolaise, et en poursuivant le développement durable de la République Démocratique du Congo.

Limiter la pêche illicite et le braconnage des hippopotames

D'une superficie de près de 220 000 ha dont 74 % en territoire congolais, ce lac était l'un des plus poissonneux d'Afrique centrale et abritant une diversité exceptionnelle de poissons. On y trouvait « le Bagrus docmac, le Sarotherodon niloticus, le Sarotherodon leucosticus, le Haplochromis ssp, le Hemihaplochromis multicolour, et le Schutzia eduardiana ». Depuis quelques années, la production de poisson a chuté à cause de la surexploitation du lac.

Aujourd'hui dans ces pêcheries, le nombre de pirogues a triplé. Au lieu de 1187 unités de pêches légalement autorisées, ces entités comptent actuellement plus de 4 000 pirogues. A côté de cette multiplicité des pirogues, des pêcheurs utilisent aussi des filets de petites mailles ou même des moustiquaires. Alors qu'on recommande d'utiliser des filets de mailles de 4,5 pouces. Ils vont jusqu'à pêchés dans des frayères (zones de reproduction des poissons) avec ces filets illégaux.

L'autre constat est que des pêcheries qui échappent jusqu'aujourd'hui au contrôle de l'Etat se développent aussi à côte ouest du lac. Selon des témoignages dans la zone, du côté congolais, il n'y avait que trois pêcheries (Vitsumbi, Kamandi et Kyavinyonge). C'est vers les années 1997, lors de la guerre de libération de l'AFDL que d'autres pêcheries se sont créées (à Lunyasenge, Kisaka, Kasindi-port et Musenda).



Un hippopotame au port d'accostage de Vitshumbi communément appelé Kivé © Photo Victoire Mbuto

D'autre part, le braconnage des hippopotames accentue la rareté des poissons. Surtout qu'ils favorisent la croissance des plantes aquatiques et ses excréments nourrissent les poissons. « Les hippopotames font face à un double problème. D'abord leurs canines d'ivoires les exposent

au braconnage. Ensuite, les crocodiles attaquent leurs petits après la naissance », indique Justin Muhindo Muvunga, coordonnateur du collectif des techniciens de pêche et écologistes du lac Edouard. Selon les recherches de Deogratias Kujirakwinja menées en 2010, un hippopotame qui consomme jusqu'à 35 kg de végétation pendant les nuits les plus fraîches, a un impact significatif sur la pêche. Selon le Parc National de Virunga, la population des hippopotames a connu une réduction drastique de 95%. En 2022, Ce patrimoine mondial de l'UNESCO avait environ 1300 hippopotames, contre une baisse de 95 % par rapport au nombre enregistré en 1970.

Pour tenter de protéger la population de ces pêcheries contre des attaques des crocodiles certains leaders locaux suggèrent à l'ICCN de multiplier des bornes fontaines afin que les habitants ne puissent plus avoir besoin de puiser l'eau du lac. « De cette manière, les gens peuvent échapper aux attaques des crocodiles. Mais aussi la population doit éviter d'aller des endroits moins fréquentés du lac. C'est dans ces endroits qu'il y a trop d'attaques des crocodiles », conseille Justin Muhindo Muvunga, coordonnateur du collectif des techniciens de pêche et écologistes du lac Edouard.

NEWS BLOG WORLD

Badylon Kawanda Bakiman (RDC) ; RD Congo : La FOPAKKM a officiellement lancé à Kikwit et Masimanimba les activités de la mise en œuvre du “Projet AVENIR” pour réduire la pauvreté et promouvoir l’agriculture ; News Blog World, 23 janvier 2025.

Tag : AFD, FIDA.

Pour accéder à l’article : <https://newsblogworld.info/2025/01/23/rd-congo-la-fopakkm-a-officiellement-lance-a-kikwit-et-masimanimba-les-activites-de-la-mise-en-oeuvre-du-projet-avenir-pour-reduire-la-pauvrete-et-promouvoir-l/>



La Faitière des organisations paysannes du Kwilu, Kwango et Mai-Ndombe (FOPAKKM), une plate-forme du droit congolais de plus 100 organisations paysannes évoluant dans le domaine de l’Agriculture, la Sécurité alimentaire, l’Environnement et le Développement durable, province du Kwilu, dans le sud-ouest de la République démocratique du Congo (RDC), vient de lancer officiellement les activités de la mise en œuvre du projet intitulé **“Autonomisation par la valorisation de l’entrepreneuriat rural sensible à la nutrition, inclusif et résilient aux changements climatiques (AVENIR)”**.

Les cérémonies y afférentes se sont déroulées respectivement à Kikwit le 18 et à Masimanimba le 20 janvier 2025 en présence des autorités politico-administratives ; des délégués des organisations paysannes des zones concernées ; des services étatiques impliqués dans l’agriculture et la sécurité alimentaire ; des inspections urbaines et territoriales de l’agriculture,

développement rural et environnement ; les autres partenaires de mise en œuvre ; des moniteurs agricoles...



«Ce projet s’inscrit dans une vision global visant à réduire la pauvreté et à promouvoir une agriculture résilientes durable et inclusive. Il cible les province limitrophes de Kinshasa, notamment Kwilu, Kwango, Kongo central et Maï-Ndombe dans le but d’améliorer les conditions de vie des populations rurales en renforçant leurs capacités et générer des revenus durables grâce à l’agriculture et d’inonder les marchés de grandes agglomérations en denrées alimentaires produits localement», indiquent les termes de références de l’évènement.

Le même document renseigne que pour atteindre les résultats escomptés, la FOPAKKM s’est fixé six objectifs spécifiques que voici : – Accompagner les communautés à gérer les ressources naturelles de manière responsable et durable grâce à une planification territoriale participative ; – Accompagner le développement des systèmes agroforestiers diversifiés ; – Accompagner les exploitants agricoles à produire des matériels génériques (semences) de reproduction de qualité disponibles et accessibles (semences) ; – Accompagner l’amélioration de la production par la vulgarisation des techniques agricoles durables performantes et respectueuses de l’environnement ; – appuyer la structuration (organisationnelle, opérationnelle et managériale) des organisations présentes dans chaque pôle d’activités du projet AVENIR ; – Accompagner la commercialisation des produits agricoles des ménages membres des organisations paysannes et la participation dans les différents cadres de concertation multi-acteurs.



«La RDC est un vaste pays à vocation agricole dont plus 70 pour cent de la population vivent de l’agriculture, de l’élevage et de la pêche. Ce projet est le bienvenu», a reconnu le maire de Kikwit, Abe Ngiama, tout en invitant tous les acteurs à impliquer dans ce projet pour sa réussite.

De son côté, Joseph Butoto, chef du projet AVENIR à Kikwit a élucidé que ce projet a commencé depuis aout 2023 et a une durée de sept ans.

«C’est un projet qui a un budget de 213,5 millions de dollars. Il doit atteindre 450.000 ménages durant les sept ans de la mise en œuvre, soit un total de 2,6 millions de personnes pour toute la durée. Parmi ces personnes nous comptons avoir 50 pour cent de femmes, 50 pour cent de jeunes, y compris des personnes vivant avec handicap», a-t-il déclaré.

Il a ajouté que la mise en œuvre avait commencé par la mise en place d’un fonds qu’on appelle “fixe” pour toutes les activités qui devraient suivre après. Le lancement à Kinshasa était suivi par des ateliers provinciaux.

«L’échec n’est pas FOPAKKM», a rassuré Blaise Nzwanga, président du Conseil d’administration de la faitière tout en présentant une brève description de la plateforme qu’il dirige.



«La FOPAKKM est une structure de troisième degré. Elle a été créée pour accompagner les producteurs agricoles à améliorer leurs productions et les revenus des ménages et en les rendant plus professionnels qu'avant et défendre leurs droits et intérêts socio-économiques. La FOPAKKM a toujours travaillé avec des partenaires pour son accompagnement. Cette faitière est membre de la Confédération nationale des producteurs agricoles du Congo (CONAPAC)», a-t-il expliqué.

Il a ajouté que c'est depuis 2022 que des tractations avaient commencé pour le projet AVENIR et a évolué jusqu'à ce jour.

Quant à lui, Freddy Mumba, secrétaire exécutif de la CONAPAC a salué cet événement tout en invitant tout le monde à la responsabilité.

«A Masimanimba l'évènement a été honoré par la présence de la présidente nationale de la CONAPAC et tout s'est déroulé dans la quiétude», a indiqué Christian Kuyana, secrétaire exécutif de la FOPAKKM.

A Kikwit comme à Masimanimba Christian Kuyana a présenté dans les grandes lignes les activités du projet AVENIR durant tout le temps de la mise en œuvre.

Il sied de noter que le projet AVENIR a reçu le financement du Fonds international pour le développement agricole (FIDA), de l'Agence française de développement (AFD) et du gouvernement congolais.



El Hadji Cheikh Anta Seck (Sénégal) ; Présidence de la COP 30 à Belem (Brésil) : André Correa Do Lago et Ana Toni, la « dream team » de Lula pour sauver le climat ; Torche du Monde, 23 janvier 2025.

Tag : COP 29, COP 30.

Pour accéder à l'article : <https://torchedumonde.com/presidence-cop-30-a-belem-bresil-andre-correa-do-lago-et-ana-toni-la-dream-team-de-lula-pour-sauver-le-climat/>



C'est par un choix consensuel autour de la compétence que le président Lula a entamé les travaux de la Conférence des Parties relative à la lutte contre les changements climatiques.

Dans son communiqué diffusé en date du 21 janvier 2025, l'Observatoire du Climat, cette association qui regroupe plusieurs structures luttant pour la préservation de l'environnement, applaudit des deux mains quant au choix porté sur l'ambassadeur André Correa Do Lago pour présider aux travaux de la 30e conférence des Parties (COP30) dans le cadre de la lutte contre les changements climatiques sous l'égide des Nations unies.

Mieux, indique le communiqué, le président Lula a également choisi le secrétaire d'État, Mme Ana Toni comme Directrice exécutive. «Lu Lula choisit le bon nom pour la COP30, mais Lago

doit se dépêcher. L'ambassadeur a les compétences et le respect de la communauté internationale pour diriger la conférence de Belém, mais il devra faire face à des défis géopolitiques et à des délais serrés » a renseigné le comité directeur de l'Observatoire du Climat, non sans pointer le curseur sur l'urgence à agir.

Pour eux, « il est difficile d'imaginer deux personnes mieux placées pour occuper ce poste, compte tenu de leur vaste expérience et de leur connaissance approfondie des négociations multilatérales sur le climat ».

La COP face à la géopolitique et le respect de l'accord de Paris

Selon le communiqué, Corrêa do Lago possède à la fois les compétences et le respect de la communauté internationale – des qualités dont il aura besoin pour s'attaquer à un programme difficile à un moment où le réchauffement climatique a dépassé les limites de l'Accord de Paris et où la géopolitique est de plus en plus hostile à l'action climatique et à la coopération internationale.

C'est à cet effet que l'Observatoire du Climat estime que la COP30 doit démontrer au monde que le processus multilatéral sur le climat reste essentiel pour relever le plus grand défi collectif de l'humanité. La conférence doit accélérer la mise en œuvre de l'Accord de Paris, en particulier les dispositions de son premier bilan mondial, qui a conclu que l'humanité doit commencer à éliminer progressivement les combustibles fossiles au cours de cette décennie.

Poursuivant, le document souligne que la COP30 doit veiller à ce que les objectifs climatiques nationaux (CDN) pour 2035 soient alignés sur l'objectif de limiter la hausse de la température mondiale à 1,5 °C, ce qu'aucun CDN soumis jusqu'à présent n'atteint. En outre, elle doit conclure des négociations cruciales, en particulier sur l'objectif mondial d'adaptation. Enfin, elle doit définir comment des centaines de milliards de dollars par an seront mobilisés pour lutter contre la crise climatique dans les pays en développement.

Cette confiance accordée à la dreamteam Lago /Toni sera également renforcée par l'appui du gouvernement plus précisément le travail de la ministre de l'environnement Marina Silva. Invité à accompagner la « dream team », l'Observatoire du Climat ne sera pas en rade pour la réussite de cet événement au lendemain de « échec » des travaux à la Cop 29.



El Hadji Cheikh Anta Seck (Sénégal) ; Climat : Antonio Guterres alerte sur le recul des engagements climatiques des nations ; Torche du monde, 23 janvier 2025.

Tag : COP 30, Forum économique mondial.

Pour accéder à l'article : <https://torchedumonde.com/climat-antonio-guterres-alerte-sur-le-recul-des-engagements-climatiques-des-nations/>



L'élite politique et économique mondiale présente à Davos a entendu mercredi un discours sans concession du chef de l'ONU António Guterres, qui a dénoncé le manque de collaboration multilatérale dans un « monde de moins en moins gouvernable » menacé par deux dangers existentiels : le changement climatique et l'intelligence artificielle (IA) non réglementée.

M. Guterres s'exprimait lors de la réunion annuelle du Forum économique mondial, un événement organisé dans les Alpes suisses où se côtoient des hommes politiques de haut rang, des chefs d'État et des PDG des entreprises les plus importantes et les plus influentes du monde. Le Secrétaire général des Nations Unies s'est attaqué au thème de la réunion de cette année, « La collaboration à l'ère de l'intelligence », affirmant qu'il n'y a guère de preuves de collaboration ou d'intelligence et qu'il existe de nombreuses preuves de l'aggravation de nombreux problèmes dans le monde, qu'il s'agisse de conflits, d'inégalités ou d'atteintes aux droits de l'homme. La guerre nucléaire n'est plus la seule menace existentielle pour l'humanité, a-t-il affirmé, évoquant la crise climatique et « l'expansion incontrôlée » de l'intelligence artificielle.

Les combustibles toujours au cœur de la pollution globale

Comparant la dépendance aux combustibles fossiles au monstre de Frankenstein – « n'épargnant rien ni personne » – le Secrétaire général a noté l'ironie du fait que 13 des plus grands ports du monde pour les superpétroliers sont sur le point d'être submergés par l'élévation du niveau des mers, conséquence de la hausse des températures et de la fonte des glaces, causée essentiellement par la combustion du charbon, du pétrole brut et du gaz naturel. Un certain nombre d'institutions financières et d'industries reviennent sur leurs engagements en matière de climat, a noté M. Guterres. « Il s'agit d'une décision à courte vue qui, paradoxalement, est égoïste et va à l'encontre du but recherché. Vous êtes du mauvais côté de l'histoire. Vous êtes du mauvais côté de la science. Et vous êtes du mauvais côté des consommateurs qui recherchent plus de durabilité, pas moins », a-t-il dit. Dans la perspective de la conférence des Nations Unies sur le climat (COP30) qui se tiendra au Brésil à la fin de l'année, le chef de l'ONU a rappelé aux dirigeants mondiaux qu'ils devaient tenir leur promesse de produire de nouveaux plans d'action nationaux sur le climat à l'échelle de l'économie bien avant l'événement. Les pays en développement ont besoin d'une « augmentation des financements » pour l'action climatique, a-t-il fait valoir, exhortant non seulement les gouvernements, mais aussi toutes les entreprises et les institutions financières à créer des plans de transition solides et responsables.



Tatiana Meliedje (Cameroun) ; L'Afrique perd plus de 40 000 milliards de FCFA par an à cause des organismes nuisibles ; Camer News, 24 janvier 2025.

Tag : FAO, Union Africaine.

Pour accéder à l'article : <https://www.newsducamer.com/lafrique-perd-plus-de-40-000-milliards-de-fcfa-par-an-a-cause-des-organismes-nuisibles/>



La FAO et le secrétariat de la convention internationale pour la protection des végétaux renforcent les capacités des agents phytosanitaires à l'effet d'accentuer la surveillance pour faire face au risque d'insécurité alimentaire généré par ces ravageurs.

Les ravageurs transfrontaliers détruisent chaque année jusqu'à 40 % des cultures dans le monde. Leur déplacement d'un pays à l'autre est favorisé par les changements climatiques, les voyages internationaux, l'expansion du commerce mondial et la croissance démographique. L'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) estime qu'en Afrique, les organismes nuisibles détruisent chaque année entre 30 et 60 % des cultures. Soit un préjudice financier évalué à 65,5 milliards d'USD, plus de 40000 milliards de FCFA.

En plus des pertes économiques importantes, la propagation des organismes nuisibles accroît le risque d'insécurité alimentaire. C'est pourquoi il a été mis en place le Programme phytosanitaire africain (PPA), le premier programme phytosanitaire panafricain. Implémenté par la convention internationale pour la protection des végétaux (CIPV) en coordination avec la FAO et l'Union africaine, le programme vise à aider les 54 pays du continent à prévenir et

combattre les organismes nuisibles aux végétaux. Il est également question de renforcer la résilience de leurs systèmes phytosanitaires, afin d'empêcher l'entrée et la dissémination de nouveaux organismes nuisibles sur leurs territoires. Cela passe essentiellement par la mise à disposition de moyens pour surveiller efficacement, détecter rapidement et éradiquer les organismes nuisibles et les maladies des végétaux importants.

La phase pilote du programme lancé en 2023 couvre 11 pays dont le Cameroun. C'est dans ce contexte que la ville de Douala a accueilli le 20 janvier dernier, un atelier de recyclage des agents phytosanitaires des pays francophones concernés par la phase pilote du programme. Le Kenya, le Mali, le Maroc et la RDC. L'atelier présidé par le ministre de l'agriculture et du développement rural a permis de renforcer les compétences des agents phytosanitaires des différents pays sur les techniques de surveillance à l'effet de réduire les risques que représentent les nuisibles et les maladies des végétaux. Ceux-ci étant une menace pour l'agriculture, les écosystèmes, le commerce et l'offre alimentaire mondiale. Les participants ont ainsi pu améliorer leurs compétences pour utiliser des outils numériques et des sciences modernes pour la surveillance, la détection et la gestion des ravageurs d'une part et d'autre part, faciliter le partage de connaissances et la collaboration entre les pays.

La CMP est appelée à adopter le Programme phytosanitaire africain, conçu pour doter les gouvernements et les acteurs nationaux d'éléments scientifiques probants et de technologies de pointe nécessaires à une lutte efficace contre les nuisibles des végétaux qui intéressent le régulateur, l'environnement et l'économie.

Réactions

Gabriel MBAIROBE, ministre de l'agriculture

« Les ravageurs et les maladies affectent entre 30 et 60% des cultures par an »

« Les ravageurs et les maladies sont la cause des pertes de production massives privant des millions de personnes d'une alimentation suffisante. La FAO estime que ces pertes pourraient représenter le jusqu'à 40% de la production agricole mondiale. Préserver la santé des végétaux est un enjeu important et crucial pour tous. Préserver la santé des végétaux, c'est agir en faveur de la production agricole mais aussi de la sécurité alimentaire. En Afrique les dégâts causés aux cultures par les ravageurs varient entre 30 et 60% par an. Donc, en renforçant la résilience des systèmes phytosanitaires, les pays peuvent éviter l'entrée ou la propagation d'organismes nuisibles sur leurs territoires. Chacun des pays des régions pilotes, avait fourni la liste de cinq organismes nuisibles à considérer pour une inclusion dans cette phase pilote. Au niveau du Cameroun, l'accent a été mis sur les organismes nuisibles importants ayant une activité négative sur les céréales et les cultures ayant une importance économique. On peut citer entre autres, la mouche des fruits, la chenille légionnaire d'automne qui se répand sur toutes les cultures, les vers de capsule du cotonnier etc. »

Lassina OUATTARA, représentant FAO

« La gestion des ravageurs est complexe et coûteuse »

« Le programme phytosanitaire africain vise à aider les pays à mettre efficacement en œuvre les normes internationales de santé et de sécurité des plantes, à promouvoir un commerce sûr et durable des produits agricoles, à favoriser la sécurité alimentaire et à contribuer à la croissance économique grâce à une production et à une productivité durables. A mesure que le commerce mondial s'étend en particulier dans les denrées alimentaires agricoles, le risque d'introduction et de propagation des ravageurs à travers les frontières est aggravé par le changement climatique affectant la sécurité alimentaire et laissant des millions de personnes en situation d'insécurité. Il est donc difficile d'atteindre les objectifs mondiaux étant donné que la gestion des ravageurs est complexe et coûteuse et que les pays africains disposent d'une seule capacité technique adéquate pour y faire face. Les pays doivent donc surveiller activement ces risques et utiliser des technologies précises pour déterminer la présence ou l'absence des ravageurs des plantes. »

VertTogo

Hector Nammangue (Togo) ; Sortie des USA de l'Accord de Paris : opportunité ou menace pour la finance climat ; Vert Togo, 24 janvier 2025.

Tag : Accord de Paris, BOAD, COP 30, UEMOA.

Pour accéder à l'article : <https://vert-togo.tg/sortie-des-usa-de-laccord-de-paris-opportunite-ou-menace-pour-la-finance-climat/>



La décision des États-Unis de se retirer de l'Accord de Paris, signé en 2015, a suscité de vives réactions à travers le monde. Toutefois, selon Éric Amoussou, Responsable des projets climat à la Banque Ouest Africaine pour le Développement (BOAD), cette annonce ne doit pas être perçue comme une catastrophe pour les pays africains, notamment ceux de la zone UEMOA. Il y voit plutôt une occasion de repenser les mécanismes de financement climatique et de renforcer les initiatives locales.

Pour Éric Amoussou, les problématiques climatiques vont bien au-delà des contributions financières internationales. « Les problématiques climatiques sont avant tout des enjeux de développement durable. Nos populations et nos industries ont besoin d'une énergie produite à partir de sources renouvelables et à moindre coût. Notre agriculture, qui ne peut plus dépendre uniquement de la pluviométrie, doit évoluer pour nourrir efficacement des millions de personnes et de bétail. Enfin, des techniques innovantes doivent être mises en œuvre pour protéger les communautés et les écosystèmes des aléas climatiques tels que les inondations, l'érosion côtière ou encore les sécheresses prolongées. »

Selon lui, la finance climat incarne ces ambitions, en intégrant des solutions globales pour un avenir durable dans les pays en développement. Il ajoute que, malgré le retrait des États-Unis, les efforts de la BOAD et de ses partenaires se poursuivent avec la même détermination : « La BOAD continue de mobiliser des ressources, d'investir dans des projets structurants et d'accompagner les promoteurs dans la mise en œuvre de leurs initiatives. Notre engagement reste inchangé. »

Cette situation, bien qu'inquiétante à première vue, est également une opportunité pour les pays de l'UEMOA. « Les États-Unis hors de l'Accord de Paris représentent certes une source de financement en moins, mais cela doit nous pousser à améliorer la gouvernance des ressources financières disponibles, à renforcer l'efficacité des Unités de Gestion des Projets et à encourager les entreprises à travailler avec plus de rigueur dans la réalisation des travaux. »

En se projetant vers l'avenir, Éric Amoussou met en lumière les opportunités à saisir lors des prochaines grandes échéances climatiques, comme la COP30 : « Cette nouvelle donne est l'occasion pour les négociateurs sur le climat de retrousser leurs manches et de travailler à un nouvel accord, plus inclusif et plus ambitieux. »

Plutôt que de se laisser abattre par cette décision, l'Afrique de l'Ouest a l'occasion de réaffirmer son engagement dans la lutte contre le changement climatique, tout en construisant un modèle de développement résilient et durable.

Pour Éric Amoussou, cette période de transition est aussi un appel à l'action pour tous les acteurs, qu'ils soient étatiques, privés ou issus de la société civile, afin de bâtir une réponse climatique à la hauteur des enjeux actuels.



Boris Ngounou (Cameroun) ; Cameroun : les riverains de Camvert dénoncent la destruction de leurs forêts ; Environnementales, 24 février 2025.

Tag : -.

Pour accéder à l'article : <https://environnementales.com/2025/01/24/cameroun-les-riverains-de-camvert-denoncent-la-destruction-de-leurs-forets/>



La colère gronde à Campo, dans le Sud du Cameroun. Le vendredi 17 janvier 2025, les populations locales ont envahi les rues pour dénoncer les abus des entreprises Camvert, Sophony, et BoisCam. Ces manifestations, survenues en fin de semaine, ont conduit à l'interpellation de plusieurs riverains, dont un arrêté puis relâché, tandis que d'autres ont été auditionnés. Les communautés exigent une révision participative des cahiers de charges de Camvert et le paiement des royalties dues par les entreprises forestières, détentrices de l'UFA 0925.

Sa Majesté Abel Mvondo, chef du village Ndoumessamebenga, exprime l'exaspération générale : « Trop c'est trop. Nous avons été suffisamment patients, mais rien n'a changé. En décembre, nous avons adressé une pétition au sous-préfet, restée sans réponse. Nous refusons de laisser Camvert sacrifier nos forêts et exploiter nos terres sans considération pour nos droits. ».

Depuis trois ans, les appels des communautés pour une révision des cahiers de charges avec Camvert restent ignorés. L'entreprise continue également de violer la loi en ne s'acquittant pas du paiement des redevances foncières. Pourtant, l'article 17 du Décret n°76-166 du 27 avril 1976 stipule que les revenus fonciers doivent être répartis à hauteur de 40 % pour l'État, 40 % pour la commune, et 20 % pour les communautés locales.

Stella Tchoukep, chargée de la campagne Forêt chez Greenpeace Afrique, alerte : « Un cadre de dialogue structuré est indispensable pour résoudre ces conflits. Cependant, cela ne servira à rien si Camvert persiste dans le non-respect de ses engagements et des lois camerounaises. Cette attitude alimente la colère des riverains et l'indignation des organisations environnementales. ».

Créée en 2019, Camvert a obtenu en mars 2022 une concession de plus de 40 000 hectares dans des conditions opaques. Depuis, l'entreprise est accusée de violer les droits des communautés locales et autochtones, dont la survie dépend de ces forêts. La destruction massive de la biodiversité, à laquelle Camvert contribue, va à l'encontre des engagements du Cameroun pour la protection de l'environnement.

En plus de l'exploitation forestière, les habitants font face à une recrudescence des incursions d'animaux sauvages, fuyant leurs habitats détruits. Pour les communautés de Campo, ce n'est pas seulement une question de justice environnementale, mais une lutte pour leur survie et leur dignité.



BLEEN MEDIA

Karina Zarazafy (Madagascar) ; Économie circulaire : Vers un plan d'action régional pour les États insulaires ; Bleen Media, 25 janvier 2025.

Tag : ACEA, ACEN, COI, CUA, UNECA.

Pour accéder à l'article : <https://www.bleenmada.com/economie-circulaire-un-plan-daction-pour-les-etats-insulaires/>

Selon le Parlement européen, l'économie circulaire est "un modèle de production et de consommation qui consiste à partager, réutiliser, réparer, rénover et recycler les produits et les matériaux existants le plus longtemps possible afin qu'ils conservent leur valeur". L'Afrique et l'Océan indien entendent promouvoir cette transition vers l'économie circulaire en validant le Plan d'action destiné aux Etats insulaires des deux régions. Un atelier allant dans ce sens se tiendra les 27 et 28 janvier prochains, à l'île Maurice.



Les 27 et 28 janvier prochain, Port- Louis, île Maurice, accueillera l'« Atelier de validation du Plan d'action pour l'économie circulaire et du Mécanisme de financement innovant pour l'économie bleue et circulaire des États insulaires d'Afrique et de l'océan Indien ».

L'atelier des îles

Cet événement constitue une étape importante dans l'avancée vers la mise en œuvre d'une feuille de route commune aux États insulaires des régions Afrique et Océan indien dans le domaine de l'économie circulaire et de l'économie bleue. Ce, afin de garantir des « solutions pratiques, inclusives et alignées sur les priorités de chaque pays ». Organisé par la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique (UNECA) et la Commission de l'Océan Indien (COI), cet atelier vise à renforcer la transition des États insulaires d'Afrique et de l'Océan indien vers un développement durable en favorisant « un cadre de dialogue et de collaboration sur l'avancement de l'économie circulaire ». Il va réunir les acteurs clés pour valider un plan d'action régional ambitieux et décisif en faveur de l'économie circulaire et d'un mécanisme de financement innovant.

Forte représentativité attendue

Seront notamment représentés les États membres de l'Afrique et des îles de l'océan Indien, la Commission de l'Union Africaine (CUA), les partenaires de la COI, les Communautés Economiques Régionales (CER), l'Alliance pour l'Economie Circulaire en Afrique ou ACEA, le Réseau Africain de l'Economie Circulaire ou ACEN ainsi que d'autres parties prenantes clés. Ces deux jours seront en effet, « l'occasion de favoriser l'alignement et de renforcer les partenariats régionaux clés entre toutes les parties prenantes, pour garantir la réussite de la mise en œuvre du plan d'action ». Les attentes par rapport à ce grand événement économique et environnemental régional sont multiples. Outre le plan d'action, il est aussi question d'adopter une stratégie de mise en œuvre et de mobilisation de ressources, validée par tous les acteurs. Il s'agit également de mettre en place un mécanisme de financement qui réponde « aux spécificités des îles africaines ».

Des enjeux cruciaux pour Madagascar

Étant la plus grande île de la région, dotée d'une biodiversité et d'écosystèmes riches mais vulnérables, et d'une économie fortement dépendante de ses ressources naturelles, Madagascar attend beaucoup de cet atelier. En effet, en intégrant les principes de l'économie circulaire et bleue dans des secteurs clés comme l'agriculture, la pêche, le tourisme ou la gestion des déchets, Madagascar pourrait répondre aux défis environnementaux et améliorer les moyens de subsistance de sa population. De plus, la lutte contre les diverses menaces qui planent sur l'environnement dans le pays : braconnage, feux de forêts, trafics d'espèces de tout genre, les pêches illicites, non déclarées et non réglementées (pêches INN) ... exige de grands moyens. Aussi, la disponibilité d'un mécanisme de financement qui réponde aux spécificités des États insulaires d'Afrique et de l'Océan indien, serait-elle un grand bond en avant dans ce combat pour la préservation des richesses et le développement durable. Et ce, non seulement pour Madagascar, mais pour toute la zone concernée. Cette rencontre devrait en effet mener

à l'adoption de solutions concrètes, adaptées aux réalités locales. Elle permettra également à Madagascar de s'aligner sur les priorités mondiales tout en renforçant sa résilience face aux crises climatiques et économiques.



Wallace Mawire (Zimbabwe) ; Southern Africa faces burden of rabies control ; Impact Stories, January 26, 2025.

Tag : FAO, WHO, WOAHA.

To access the article : <https://impactstories.co.zw/2025/01/26/southern-africa-faces-burden-of-rabies-control/>



Southern Africa still needs to brace itself to control the burden of controlling rabies, which is still being heavily felt in some 13 countries of the region, said Berhanu Bedane, Livestock Development Officer at the Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO), during an International Course on Surveillance and Control of Rabies held at the University of Zimbabwe (UZ) early last month.

The course was jointly organized by the Directorate of Veterinary Services, the Faculty of Veterinary Sciences at the University of Zimbabwe, the National Institute of Health Research in Zimbabwe, the French Research Institute for Sustainable Development, and the French Agricultural Research Center for International Development.

It was also supported by the World Health Organization (WHO), the World Organization for Animal Health (WOAH), the Department of Biochemistry of the University of Lausanne in Switzerland, the Health Sciences eTraining Foundation, FAO, the Global Alliance for Rabies Control, Capacitating One Health in Eastern and Southern Africa and the French Embassy in Zimbabwe.

Dr Perrine Parize from the French Research Institute for Sustainable Development said that in 2018, four organizations—the WHO, WOAH, FAO and the Global Alliance for Rabies Control (GARC)—joined forces as the United Against Rabies Collaboration and have set a goal of zero human dog-mediated rabies deaths by 2030.

She said that the aim of the collaboration is to draw on existing tools and expertise to empower, engage and enable countries to save human lives from the preventable disease. Parize said that the course on rabies surveillance and control has been designed to provide practical training on rabies for professionals in the animal and human public health sectors to help achieve the objective.

She added that the edition of the course held in Zimbabwe is the eighth in a series that was first held in Senegal in 2013, followed by Cambodia, then Cameroon (where it was held twice), Morocco and Cote d'Ivoire.

The course emphasized the need for a 'One Health' approach and highlights the importance of a coordinated regional effort. Also, the course gathered participants from Zimbabwe's human and animal health sectors, as well as participants from Zambia, South Africa, Somalia, Namibia, Mozambique, Malawi and Kenya.

FAO's Representative, Bedane, said that except for the two island nations of Mauritius and the Seychelles, burden of rabies is heavily felt in the remaining 13 countries of the Southern African region.

He said that it is estimated that 25 000 people die annually due to rabies across the African continent. Bedane added that studies have shown that about 40% of all deaths due to rabies involve children under the age of 15 years. He said that in most cases, children play with dogs, and there is a likelihood that they fail to report scratches, which may lead to infection.

'It is heartbreaking to see children and adults alike succumb to this preventable disease due to challenges ranging from lack of awareness, inadequate technical capacity and resources for confirmatory diagnosis,' Bedane said.

Some of the challenges he mentioned include inaccessible post-exposure prophylaxis, lack of vaccines and logistics to conduct dog mass vaccinations and poor coordination amongst different sectors.



Victor Gbonegun (Nigeria); 'Sustainable architectural designs will mitigate climate crisis'; The Guardian, 27 January 2025.

Tag : -.

To access the article : <https://guardian.ng/property/sustainable-architectural-designs-will-mitigate-climate-crisis/>



There have been renewed calls to embrace and enforce new building designs that withstand intense climate conditions such as stronger winds, extreme heat, wildfires and unending rainfalls resulting in flooding.

Generally, buildings are a major contributor to global warming, but the roles of architects in the building sector are considered huge, and they have an impact on changing how buildings are designed to cope with extreme weather conditions and climate change impacts.

The building and construction sector is the largest emitter of greenhouse gases, accounting for 37 per cent of global emissions. Production and use of critical building ingredients and materials such as cement, steel, and aluminium have a significant carbon footprint. Also, demolition and new construction both come with carbon footprints.

Experts are canvassing for mitigating methods in building construction such as sustainable architecture and green building designs that will provide low-impact building materials that use less energy, natural light, rooftop solar panels, smart windows that block Ultraviolet (UV) rays, and advanced energy-efficient Heating, Ventilation, Air Conditioning (HVAC) systems.

The Guardian gathered that the use of green roofs helps improve buildings' insulation, and remove heat from the air through evapotranspiration, while increasing vegetation helps reduce external surface temperatures of walls and paths through shading.

Furthermore, cool/white roofs that reduce the heat absorption of new buildings are increasingly being deployed to reduce climate change's impact on buildings.

For flooding/sea level rise impacts on buildings particularly in flood-prone locations, modern design now integrates an effective stormwater management system through infiltration trenches, retention ponds, downstream flood control measures and standards for a base structure elevation with flood-proof materials.

For existing buildings, an effective strategy for reducing near- and mid-term carbon emissions includes deep energy retrofits in which architects retrofit such structures to meet high-performance standards.

There is also a need to reduce the use of the highest-emitting materials like concrete, steel, aluminium, and foam insulation through the design of new buildings. According to the experts, prioritising recyclable and sustainable materials, such as steel, and implementing waste-reduction strategies during construction will reduce the amount of waste sent to landfills. They also noted that buildings with improved indoor air quality, and natural light contribute to a more comfortable and healthier living environment.

However, there are challenges, which include logistical, educational and economic issues related to the initial costs of sustainable materials and technologies, careful planning, resource management and stakeholder coordination.

Industry professionals believe that keeping up with rapid advancements in green building technologies demands adaptation, and navigating the regulatory environment of sustainable construction has become crucial in changing weather.

A Professor of Architecture, Erekpitan Ola-Adisa, said the recent devastating floods in various parts of the country have highlighted infrastructure vulnerabilities, adding that innovative architectural solutions such as flood-resilient building designs can withstand nature's wrath.

She urged architects, builders, and policymakers to prioritise designs that not only protect lives and property but also promote sustainability as flooding has become a recurrent challenge, particularly in the Niger Delta regions, urban centres like Lagos, and the hinterlands where river overflow and poor drainage exacerbate the situation.

Ola-Adisa said one of the most effective strategies in flood-resilient architecture is elevating buildings above potential flood levels as seen in informal settlements like Makoko, Lagos, where structures are built on stilts to allow water to flow underneath.

However, in more formal settlements, she said residential clients often shy away from such designs, fearing the cost and practicality, leading to issues like sinking buildings when proper elevation is neglected.

“Utilising locally sourced materials is key to creating flood-resilient buildings, while high-quality concrete, treated with waterproof additives, can enhance durability.

“Natural materials like bamboo and hard or semi-hardwoods such as Iroko are sustainable and culturally relevant, promoting local economies,” she said. Ola-Adisa pointed out that flood-resilient buildings should also incorporate community input and emergency preparedness strategies, adding that designing multi-purpose spaces that serve as community shelters during disasters fosters resilience and social cohesion. She explained that engaging local communities in planning and building processes ensures that structures meet their unique needs and cultural preferences.

The architect also advocated investment in flood-resilient architecture, which protects the people, preserves the environment, and strengthens the economy. The Managing Partner, Sowunmi Williams and Associates, an architectural firm, Mr Sowunmi Williams, corroborated Ola-Adisa's views, pointing out that the architectural response to flood-prone areas should be through architectural design, where the buildings will always be above water levels in situations of flooding or sea level rise.

According to him, the roof is the major element in a building that is exposed to solar radiation, it is advisable to have a long roofing projection that covers the external walls, and shades them from different polar radiations.

He added, “Once the shade is there, it means the walls will not receive solar radiation and can't absorb heat. It makes the external walls not absorb heat easily in the era of climate change.

“Roofing materials particularly in our tropical region must be roofed with insulation to prevent the transmission of solar radiation absorbed by roofing elements from transmitting into the interior space. These strategies will create a thermally comfortable environment for space users.

The generally acceptable standard for room temperature is between 24 to 27 degrees Celsius. Still, the challenge is that the outside temperature in Abuja is about 38 to 40 degree Celsius depending on the day whereas in Lagos is 30 to 35 degree Celsius depending on the month of the year. The earth’s temperature is generally above the room temperature. That’s why strategies must be deployed collectively in building design to mitigate climate impacts.”

Quotidien national d'information et d'analyse

La Vérité

"Toute vérité est bonne à dire"

Rivonala Razafison (Madagascar) ; Port-Louis, un rendez-vous important de deux jours ; La Vérité, 28 janvier 2025.

Tag : ACEN, COI, UNECA, Union africaine.



Madagascar y participe de fait. L'atelier de validation du plan d'action de l'économie circulaire et du mécanisme de financement innovant de l'économie bleue et circulaire des Etats insulaires d'Afrique et de l'océan Indien se déroulera du 27 et 28 janvier à Port-Louis, Maurice. Il s'agit d'un événement co-organisé par la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique (UNECA) et la Commission de l'océan Indien (COI).

Selon les organisateurs, la transition vers un modèle d'économie circulaire offre des opportunités significatives aux pays d'Afrique et de l'océan Indien pour développer des économies florissantes tout en assurant leur durabilité environnementale et résilience à long terme.

En 2023, et avec l'assistance technique de l'Union européenne, la Commission de l'Union africaine et ses partenaires ont élaboré le Plan d'action de l'Union africaine (UA) pour l'économie circulaire (2024-2034). Celui-ci a été adopté en novembre 2023 par la 5e session du Comité technique

spécialisé de l'UA sur l'agriculture, le développement rural, l'eau et l'environnement (ARDWE).

Ce plan d'action définit la vision, la mission, les secteurs prioritaires, les objectifs et les actions à mener pour conduire la transition vers l'économie circulaire sur le continent. Il fournit un plan de mise en œuvre qui prévoit notamment l'élaboration de feuilles de route/plans d'action pour l'économie circulaire aux niveaux régional, sous-régional, national et infranational.

Compte tenu des contextes des Etats insulaires d'Afrique et de l'océan Indien, il est important que les cadres et autres mesures visant à encourager l'écoconception dans ces pays soient adaptés à leurs défis, opportunités et besoins spécifiques. C'est pourquoi la Commission de l'océan Indien (COI) et ses partenaires ont pris l'initiative de favoriser la transition vers l'écoconception dans ces pays, notamment en élaborant un plan d'action en ce sens.

En septembre 2023, la conférence ministérielle sur

l'économie bleue et circulaire pour l'Afrique et les Etats insulaires de l'océan Indien s'est réunie à Maurice afin de faciliter le dialogue entre les Etats et d'aboutir à la déclaration des ministres et hauts représentants des Etats insulaires d'Afrique et de l'océan Indien pour le développement de l'économie circulaire.

Dans un deuxième temps, l'UNECA a fait appel à l'expertise de la Fondation du Réseau africain de l'économie circulaire (ACEN) pour fournir une assistance technique à la COI dans l'élaboration d'un plan d'action régional pour l'économie circulaire et d'un mécanisme de financement innovant de l'économie bleue et circulaire pour tous les Etats insulaires africains.

Ce travail comprend des priorités et des actions stratégiques régionales dans les secteurs de l'agriculture, de la pêche, du tourisme, de la gestion des déchets, de la construction, de l'énergie et de l'eau, qui sont essentiels au développement économique de la région.

Outre la consultation de personnes ressources nationales et régionales lors de

l'inventaire et de la co-création du document, l'atelier de validation représente une étape cruciale dans le processus de création d'une vision commune et de finalisation du plan d'action.

Son objectif principal est de réunir les principales parties prenantes issues du Gouvernement, de l'industrie, de la société civile et du monde universitaire afin d'examiner, d'affiner et de valider le plan d'action proposé. Ce processus de collaboration est essentiel pour garantir que les solutions sont pratiques, inclusives et alignées sur les priorités de chaque pays.

Cet atelier sera l'occasion de favoriser l'alignement et de renforcer les partenariats régionaux clés entre toutes les parties prenantes, pour garantir la réussite de la mise en œuvre du plan d'action. Entre autres, Tiana Razafindrakoto, experte technique internationale en diplomatie économique interviendra au nom de la COI. Holy Ranaivozanany fera de même en sa qualité de directrice exécutive adjointe de l'Africa-Europe Foundation.

M.R.



Tatiana Meliedje (Cameroun) ; L'impact du retrait des Etats Unis de l'accord de paris sur le climat ; News du Camer, 28 janvier 2025.

Tag : Accord de Paris.

Pour accéder à l'article : <https://www.newsducamer.com/limpact-du-retrait-des-etats-unis-de-laccord-de-paris-sur-le-climat/>



Deuxième émetteur mondial de gaz à effet de serre, sa décision de quitter l'Accord de Paris, ajoutée à une relance des énergies fossiles, suscite des inquiétudes.

A peine 24 heures après sa prise de fonction officielle, le nouveau président américain a signé un texte en vue du retrait des Etats Unis de l'accord de Paris. Cet accord de 2015 ratifié par 196 parties à la Conférence des Nations unies sur le climat, est un engagement pour ces pays à limiter le réchauffement de la planète d'ici à la fin du siècle à +1,5 °C.

« Les Etats-Unis ne saboteront pas leurs propres industries pendant que la Chine pollue en toute impunité. La Chine utilise beaucoup d'énergie sale, mais elle en produit beaucoup », justifie Donald Trump. Cette décision est en accord avec la politique énergétique que compte mettre en œuvre le nouveau président. Il est question de relancer l'exploration pétrolière et gazière dans le pays, conformément à sa promesse électorale soutenue par des géants du pétrole. Sa

campagne a d'ailleurs reçu un don de 75 millions de dollars (environ 47 milliards FCFA) de l'industrie des combustibles fossiles. C'est pourquoi parmi ses premières décisions, se trouve la levée de l'interdiction prise par l'ancien président Joe Biden, au sujet des forages off-shore au large de l'Alaska, dans le détroit de Béring. Cette politique de nouveaux forages pourrait ajouter 4 milliards de tonnes de CO2 supplémentaires aux émissions américaines d'ici à 2030. Soit l'équivalent des émissions annuelles de l'Union européenne et du Japon cumulées, révèle une étude de Carbon Brief.

Donald Trump est resté constant sur ses positions par rapport aux questions environnementales. En 2017, lorsqu'il est élu pour la première fois à la tête du pays, il avait également décidé de se retirer de l'accord de Paris, qu'il qualifie d' « arnaque unilatérale et injuste ». Cette décision avait nécessité trois ans pour se concrétiser en raison des règles de l'accord. Joe Biden, avait ensuite réintégré l'accord en 2021.

Selon les procédures des Nations unies, il faudra attendre un an, soit jusqu'en 2026 avant que le retrait de l'accord de Paris soit officialisé. Mais déjà, plusieurs analyses qualifient cette décision de Trump de coup dur pour les efforts mondiaux de lutte contre le changement climatique et une menace pour les financements climatiques. L'Afrique pourrait payer le lourd tribut, car elle dépend des financements pour sa transition énergétique et son adaptation aux effets du réchauffement climatique.

Réaction - Ghislain FOMOU, expert en questions environnementales

« L'une des principales conséquences serait la mobilisation des financements climatiques »



« La Chine et les États-Unis sont les deux plus grands pollueurs. Jusqu'ici, aucune de ces puissances polluées n'a respecté ses engagements de l'Accord de Paris. Par cette déclaration, Donald Trump justifie une fois de plus son climato scepticisme. Sinon pourquoi n'avoir pas pris plus tôt des mesures pour encourager les autres pays à prendre les mesures plus fermes pour

respecter cet accord. À mon avis, la raison avancée par Trump est un véritable cache sexe. Cette sortie sonne le glas de l'accord de Paris. Que restera-t-il de cet accord sans les plus grands pollueurs? Ceci aurait également quelques conséquences financières sur le financement des négociations sur le climat. Car 1/4 du financement de la convention des nations unies sur le changement climatique est supporté par les états unies. L'une des principales conséquences serait la mobilisation des financements climatiques. »



Joseph Abuje (Kenya); Africa should transit to a just and inclusive circular economy model; African Science News, January 28, 2025.

Tag : AUC, IOC, UNECA.

To access the article : <https://africasciencenews.org/africa-should-transit-to-a-just-and-inclusive-circular-economy-model/>



Young boy collects rubbish in gayaza to earn a living. Kibizi, Uganda

The Economic Commission for Africa (ECA) has challenged African countries to consider transiting into a “just and inclusive circular economy model” to stimulate sustainable development and reduce pressure on natural resources.

The commission noted that transitioning to a just and inclusive circular economy in Africa presents a unique opportunity to create jobs, stimulate sustainable economic growth, and reduce pressure on natural resources, say experts and representatives attending a two-day validation workshop for the review of a Circular Economy Action Plan in Port Louis, Mauritius.

In his opening remarks, Nassim Oulmane, Chief of Section, Natural Resources and Green and Blue Economy Climate Change, Food Security, and Natural Resources Division at the United Nations Economic Commission for Africa (ECA), said by moving away from the traditional linear “take, make, dispose” economic model, the circular economy can address Africa’s growing waste management challenges while unlocking an annual market opportunity of approximately \$8 billion and driving economic diversification across the continent.

“Transformation toward a circular economy is undertaken coherently, decisively, and with vision,” said Mr. Oulmane. “This effort aligns with the Pact for the Future, which embodies a global vision for sustainable development encompassing all dimensions—social, economic, and environmental.”

Additionally, he said the circular and blue economy transformation offers practical solutions and the need to rethink production and consumption. There are also opportunities to preserve marine and terrestrial resources and secure an inclusive, prosperous, and resilient future for generations to come.

Mr. Oulmane noted the importance of the continental frameworks and measures supporting the transition to a circular economy, saying these are tailored to address their specific challenges, opportunities, and needs.

“The successful implementation of the Circular Economy Action Plan will require a concerted effort from all stakeholders,” he added.

Representatives at the two-day workshop organized by ECA in collaboration with the African Union Commission (AUC) and the Indian Ocean Commission (IOC) will discuss innovative financing aimed at supporting a Blue and Circular Economy initiative for African and Indian Ocean Island States.

Raj Mohabeer, Officer in Charge at the General Secretariat of the Indian Ocean Commission (IOC) indicated that the circular economy is essential, as a lever for sustainable, innovative actions with positive impacts on the economy, the environment and the well-being of populations.

"For our Island States, there is an opportunity to rethink our modes of production and consumption, reduce our ecological footprint and stimulate economic growth. Our African islands could become examples of commitment and action for the effective achievement of the Sustainable Development Goals by 2030 where resources are used rationally and where economic growth goes hand in hand with the preservation of our environment," said Mr. Mohabeer.

He underscored the need for an innovative regional financing mechanism, "to offer the opportunity to transcend the borders of national frameworks for the benefit of "multi-actor" and "multi-country" initiatives of the blue and circular economy.

Lisa Singh, the United Nations Resident Coordinator for Mauritius and Seychelles stressed the importance of climate change action plans and financing mechanisms to ensure the success of the transition to a circular economy.

She indicated that the transformation towards the circular economy should be undertaken coherently, comprehensively and with a vision that is aligned with the Pact of the Future.

She announced the launch of the Experts Working Group for the Circular Economy that will play a crucial role in developing and implementing circular economy strategies and projects across the region.

Caroline Tagwireyi, Senior Mitigation Officer, Climate Change, Sustainable Environment and Blue Economy Directorate at the African Union Commission, emphasized the importance of the blue economy for Africa's sustainable development highlighting the continent's vast marine resources and the need to address climate change, biodiversity loss and pollution in line with the goals of Agenda 2063 and the SDGs, as well as the Paris Agreement.

Ms. Tagwireyi acknowledged the potential of Africa's vast coastline and the rich marine resources to benefit from a blue and circular economy and said the circular economy model is the solution to address climate change, biodiversity loss and environmental pollution.

In collaboration with the IOC and its partners, ECA has taken the initiative to support the development of a Circular Economy Action Plan and an Innovative Financing Mechanism for the Blue and Circular Economy priorities in African and Indian Ocean Island States.

ECA is already engaged in several initiatives aligned with the principles of the circular and blue economy. For instance, ECA supports the Great Blue Wall Initiative, which aims to preserve marine biodiversity and promote sustainable coastal management in East African islands and coastal states. Additionally, ECA actively supports the African Island States Climate Commission in its efforts to establish carbon markets and integrate them into a broader economic framework.



Karina Zarazafy (Madagascar) ; Changer les règles du jeu : quand les États insulaires misent sur la durabilité ; Bleen Media, 28 janvier 2025.

Tag : ACEN, CUA, COI, UNECA.

Pour accéder à l'article : <https://www.bleenmada.com/changer-les-regles-du-jeu-quand-les-etats-insulaires-misent-sur-la-durabilite/>

Face aux défis écologiques et économiques grandissants, les États insulaires de l'Afrique et de l'océan Indien se mobilisent pour valider un plan d'action pour l'économie circulaire et bleue. Lors d'un atelier stratégique à Maurice, Madagascar et ses voisins explorent des solutions innovantes pour briser le cycle du gaspillage et assurer un avenir durable. Une transition essentielle pour préserver leurs ressources et stimuler une croissance inclusive.



Crédit : Julien Chambolle

Emplois verts, mécanismes de financement, engagements des parties prenantes et mise en exergue de la place prépondérante du secteur privé dans la transition vers l'économie circulaire ... ont été au centre des discussions, lors du premier jour d'atelier de validation du plan d'action pour l'économie circulaire.

Un atelier décisif

L'atelier de validation du Plan d'action pour l'économie circulaire et le mécanisme de financement innovant pour l'économie bleue et circulaire des États insulaires d'Afrique et de l'Océan indien a été lancé officiellement, ce lundi 27 janvier, à Port-Louis, capitale de l'île Maurice.

Caroline Tagwireyi, fonctionnaire principal chargé de l'atténuation du changement climatique au sein de la Direction de l'environnement durable et de l'économie bleue de Commission de l'Union Africaine (CUA), a dressé les contours de cet événement initié par la Commission de l'Océan indien (COI) en collaboration avec la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique (UNECA) et la Fondation du Réseau africain de l'économie circulaire (ACEN).

« Cet atelier de validation constitue une occasion précieuse de poursuivre l'engagement des parties prenantes. Il permet d'affiner le plan d'action afin de s'assurer qu'il est réaliste, réalisable et qu'il répond aux moyens et aux priorités spécifiques des États insulaires d'Afrique et de l'Océan Indien », a-t-elle souligné. « L'économie circulaire dépasse la responsabilité du ministère de l'environnement », a renforcé une représentante de la Banque Africaine de Développement. En effet, elle touche plusieurs domaines et secteurs économiques et sociaux et vise à optimiser l'utilisation des ressources à chaque étape du cycle de vie des produits.

8 milliards de dollars

Si l'on se réfère à la définition du Parlement européen, l'économie circulaire est « un modèle de production et de consommation qui consiste à partager, réutiliser, réparer, rénover et recycler les produits et les matériaux existants le plus longtemps possible afin qu'ils conservent leur valeur ». L'idée étant d'étendre au maximum le cycle de vie des produits de façon à « réduire l'utilisation de matières premières et la production de déchets ».

Selon Nassim Oulmane, Chef de la Section des ressources naturelles, de l'économie verte et de l'économie bleue au niveau de la Division des changements climatiques, de la sécurité alimentaire et des ressources naturelles de l'UNECA, « la transition vers des économies inclusives en Afrique représente une opportunité unique de créer des emplois, de stimuler croissance économique durable et de réduire la pression sur les ressources naturelles en abandonnant le modèle linéaire traditionnel ». Ce qui a soulevé la question de la nécessité d'engager toutes les parties prenantes dans le processus. « L'économie circulaire peut résoudre des défis de croissance liés aux déchets en Afrique tout en développant un marché annuel d'environ 8 milliards de dollars et en favorisant la diversification économique à travers le continent », a-t-il souligné.

Des réflexions stratégiques

« Que se passe-t-il dans le domaine des énergies renouvelables ? ... Que va-t-il se passer avec les panneaux solaires lorsqu'ils arriveront en fin de vie ou avec les batteries que nous utilisons actuellement ? ... Il s'agit de questions cruciales que nous devons résoudre », a fait remarquer Caroline Tagwireyi qui a également attiré l'attention sur la nécessité d'avoir des réflexions stratégiques et pratiques sur ces questions qui se trouvent au cœur même de la transition vers l'économie circulaire.

« En résolvant ces problèmes, nous créons des emplois verts », a expliqué la fonctionnaire principale chargée de l'atténuation du changement climatique au sein de la Direction de l'environnement durable et de l'économie bleue de Commission de l'Union Africaine . Cet atelier marque une étape décisive pour la région. Les États insulaires de la zone ont pu dresser un état des lieux de leurs avancées respectives. Et si l'on se fie aux interventions successives des différents experts et responsables durant l'événement, la définition d'une feuille de route commune au niveau régional et continental en ce qui concerne l'économie circulaire s'impose actuellement comme une obligation pour pouvoir prétendre à un développement durable et inclusif.

« Ce modèle inefficace de production et de consommation pousse notre planète au bord du gouffre. Il est à l'origine de la crise climatique et de l'épuisement des ressources précieuses nécessaires au maintien de communautés prospères, a interpellé Lisa Simrique Singh, Coordinatrice résidente des Nations unies Maurice et Seychelles. Il est donc nécessaire d'opérer

un changement transformateur, un changement qui mette en place des systèmes, une approche plus systémique qui met l'accent sur la durabilité et l'utilisation des déchets en tant qu'intrants précieux ».



Boris Ngounou (Cameroun) ; RDC : la Réserve du Corridor Vert, un projet entre espoir et controverse ; Environnementales, 29 janvier 2025.

Tag : -.

Pour accéder à l'article : <https://environnementales.com/2025/01/29/rdc-la-reserve-du-corridor-vert-un-projet-entre-espoir-et-controverse/>



Le gouvernement congolais a créé la Réserve du Corridor Vert Kivu-Kinshasa, un vaste projet de conservation visant à protéger plus de 100 000 km² de forêts primaires et 60 000 km² de tourbières. S'il promet une lutte efficace contre la déforestation et un développement économique durable, il soulève aussi de vives inquiétudes quant au respect des droits des communautés locales. Greenpeace Afrique appelle à une gestion plus inclusive et transparente pour éviter un modèle de conservation excluant les populations autochtones.

Le 15 janvier 2025, la République démocratique du Congo (RDC) a officialisé la création de la Réserve du Corridor Vert Kivu-Kinshasa, une initiative ambitieuse visant à protéger plus de 100 000 km² de forêts primaires et 60 000 km² de tourbières. Ce projet a pour objectif de lutter contre la déforestation en promouvant le développement agricole et les énergies renouvelables, tout en améliorant les conditions socio-économiques des populations locales.

Toutefois, des préoccupations ont été soulevées concernant le respect des droits des communautés locales et des peuples autochtones. Greenpeace Afrique a salué l'initiative, mais a exhorté le gouvernement congolais à adopter une approche plus inclusive, soulignant l'absence de consultations préalables et le non-respect du consentement libre, préalable et éclairé des communautés concernées. L'organisation insiste sur la nécessité d'une participation active des communautés locales pour éviter de reproduire des modèles de développement néocoloniaux.

La mise en œuvre de ce projet ambitieux devra surmonter plusieurs défis, notamment la capacité limitée de l'Institut Congolais de Conservation de la Nature (ICCN) à gérer efficacement une si vaste aire protégée. De plus, la réserve englobe diverses concessions forestières, industrielles, minières et agricoles, ce qui nécessite une coordination intersectorielle complexe. La réussite du projet dépendra de la bonne gouvernance, du respect des droits des communautés locales et de la collaboration entre toutes les parties prenantes.

En intégrant activement les communautés locales et en assurant une gestion durable des ressources naturelles, la Réserve du Corridor Vert Kivu-Kinshasa pourrait devenir un modèle de conservation alliant protection de l'environnement et développement socio-économique. D'où l'insistance de Greenpeace, afin que le gouvernement congolais et ses partenaires veillent à une mise en œuvre inclusive et transparente pour garantir le succès de cette initiative.



Rivonala Razafison (Madagascar) ; Un vaste réseau de trafiquants de tortues démantelé à Madagascar ; Mongabay, 30 Janvier 2025.

Tag : Traffic International, Transparency International, UICN, USAID, WWF.

Pour accéder à l'article : <https://fr.mongabay.com/2025/01/un-vaste-reseau-de-trafiquants-de-tortues-demantele-a-madagascar/>



- Dix-neuf personnes, dont un Tanzanien et deux Chinois, impliquées dans un vaste trafic de tortues endémiques de Madagascar, ont été arrêtées et jetées en prison ce mois.
- Les trafiquants travaillent en régie bien rodée depuis la collecte des animaux dans leur habitat jusqu'à leur exportation.
- Les tortues malgaches, en danger critique d'extinction, sont vendues chères sur le marché d'Asie du Sud-Est, la principale destination des animaux sauvages clandestinement sortis de la Grande île.
- Le gouvernement américain aide le pays à lutter contre la corruption et le trafic d'espèces sauvages, qui figurent aussi aujourd'hui parmi les victimes potentielles du changement climatique.

ANTANANARIVO, Madagascar — Le gouvernement malgache décuple les efforts pour enrayer le trafic d'espèces sauvages sévissant à Madagascar. Après une filature durant plusieurs semaines, les autorités ont réussi à démanteler un vaste réseau de trafiquants de tortues endémiques du Sud de l'île, avec, à la clé, l'arrestation suivie de l'emprisonnement de 19 individus dans le courant de la semaine du 20 janvier.

Treize hommes, dont un Tanzanien appelé Joseph Yonas Linonoka, sont internés à la maison de force de Tsiafahy, dans la banlieue sud d'Antananarivo, et six femmes, toutes malgaches, à la maison centrale d'Antanimora, à l'Est du centre urbain, selon l'annonce faite par le ministère de l'Environnement et du Développement Durable (MEDD), sur sa page Facebook, le 25 janvier. Trois ressortissants comoriens font partie aussi des suspects envoyés en prison. « Quatre Chinois complices en contrebande ont aussi été arrêtés en Tanzanie, grâce à une coopération internationale », a indiqué la même source.



Astrochelys radiata, l'autre espèce cible des trafiquants et contrebandiers des ressources naturelles dans la cour du Lavavolo Tortoise Center (LTC), à Itampolo, à Madagascar. Image de Brett Bartek, TSA Madagascar avec leur aimable autorisation.

Deux semaines plus tôt, le gouvernement, lors d'un conseil des ministres avait réitéré la nécessité de rendre effective la politique de la tolérance zéro envers les trafiquants de ressources naturelles du pays. La récente grosse prise a commencé par l'interpellation du ressortissant tanzanien à Mahajanga, ville littorale du Nord-Ouest, le 27 décembre 2024.

Ce dernier été pris en flagrant délit de transport clandestin de 800 tortues à destination de l'étranger. Cette arrestation a occasionné le déclenchement d'une vaste enquête dans les régions Atsimo Andrefana (Sud-Ouest), Androy (extrême Sud), Menabe (centre-Ouest) et Boeny (Nord-Ouest), de même que dans la capitale, Antananarivo.

Les trafiquants travaillent en régie bien rodée, selon l'information fournie par le ministère. Les braconniers à la base se chargent de la collecte des animaux dans leur habitat. D'autres s'occupent du stockage temporaire jusqu'à l'atteinte des quantités désirées et du transport local. La démarche auprès de ceux qui prennent en main l'opération d'export, au bout de la chaîne au niveau national, revient aux intermédiaires. En effet, le trafic déjoué à temps a visé plus de 2 700 spécimens de tortues terrestres de la Grande île.

A Madagascar, les contrebandiers semblent agir en toute quiétude. Le 14 janvier dernier, trois Chinois à destination de Shanghai, via Addis-Abeba, en Ethiopie, ont été interpellés à l'aéroport international d'Ivato Antananarivo, avec 105 bébés de tortues radiées (*Astrochelys radiata*) dans leurs valises. Ce jour-là, les Asiatiques mis en cause, devaient rejoindre la capitale éthiopienne par un vol de la compagnie nationale Ethiopian Airlines.

Pour voir la vidéo de Mongabay sur le sujet : <https://youtu.be/6vDKwE8d1go>

Le même jour, le ministère a saisi 134 tortues à Ivato. L'affaire a impliqué trois autres étrangers ayant tenté de faire passer des paquets douteux. Trois jours plus tôt, un convoi qui a éveillé des soupçons et la méfiance des agents, a été intercepté à Betioky, un district du Sud. Des tortues, avec des quantités de cannabis, ont été trouvées à bord, lors de la fouille. Le 22 janvier, la police a arrêté dans la banlieue est d'Antananarivo une agente pénitentiaire, un infirmier et deux intermédiaires en possession de 250 tortues.

Des hommes politiques ont les mains trempées dans la filière a priori juteuse. Le 24 décembre, Roméo Christophe Ramanatanana, député de Madagascar, élu à Soavinandriana Itasy, sur les hautes terres centrales, a été arrêté en flagrant délit de transport illégal de 112 tortues à Ambohibao, une banlieue ouest d'Antananarivo. Le parlementaire et ses compères séjournent en prison en ce moment. Les trafiquants encourent 6 mois à 2 ans d'emprisonnement plus une amende pouvant aller jusqu'à de 21 520 USD.



Deux tortues araignées (*Pyxis arachnoides*), l'une des espèces prisées par les trafiquants. Image de Brett Bartek, TSA Madagascar avec leur aimable autorisation.

Appétence pour des espèces endémiques

En réalité, les trafiquants ont une appétence prononcée pour deux espèces de tortues endémiques des régions du Sud malgache. Outre l'*A. radiata*, les tortues araignées (*Pyxis arachnoides*) constituent aussi une cible privilégiée. Plus de 2 400 spécimens de ces deux espèces en danger critique, selon la Liste Rouge de l'Union internationale de la conservation de la nature (UICN), ont été saisis durant l'année écoulée. Les tortues saisies en Thaïlande en juin, et rapatriées en décembre, comptent parmi eux.

Dans un rapport rendu public en 2023, l'ONG Transparency International-Initiative Madagascar (TI-MG), sur la base de renseignements partagés par TRAFFIC International, dit que 121 saisies mondiales, ayant impliqué Madagascar, ont été enregistrées entre 2000 et 2021. Elles ont concerné « environ 30 875 tortues rayonnées et des quantités réduites de caméléons ». Il s'avère ainsi impérieux d'assurer la conservation de ces animaux qui pourraient disparaître à l'horizon de 2025, prévient le même document.

La raison première imputée à l'ampleur du trafic des tortues de Madagascar est financière. Un journal basé à Antananarivo a rapporté qu'une tortue radiée se négocierait autour de 2 500 euros (ou 2 600 dollars) sur le marché d'Asie du Sud-Est. Le prix pourrait être dix fois plus élevé à Hong Kong. Le trafic met donc en péril la biodiversité malgache, un patrimoine unique au

monde, et inflige une perte économique immense au pays, dont les habitants sont à la merci de la paupérisation sans cesse grandissante.

Les organisations comme l'Alliance Voahary Gasy (AVG), ont chaleureusement salué la volonté du gouvernement d'éradiquer les actes de pillage environnemental sur le territoire. Elles exhortent les responsables étatiques à sévir davantage contre les trafiquants et les citoyens à dénoncer les cas de corruption et de saccage écologique.



Tortue rayonnée (*Astrochelys radiata*), Arboretum d'Antsokay, Toliara, Madagascar. Image de via Flickr (CC BY-SA 2.0).

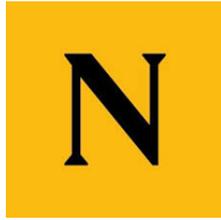
Le 22 janvier, en conférence de presse, l'entité a appelé à l'intensification de la lutte contre la corruption, l'amélioration de la gouvernance environnementale et l'application stricte de la loi. A ses yeux, la corruption en particulier constitue une circonstance aggravante du trafic d'espèces sauvages contre lequel le gouvernement américain appuie les Malgaches.

Financé à hauteur de 10 millions de dollars par l'Agence américaine pour le développement international (USAID), un projet américain de lutte contre la corruption et le trafic d'espèces sauvages (CCWT), est mis en œuvre, depuis 2022, par un consortium d'acteurs composé de TIMG, de TRAFFIC International et d'AVG sous la coordination du World Wildlife Fund Madagascar.



Des systèmes d’alerte créés dans ce cadre permettent à toute personne de bonne foi de signaler des infractions avérées. « Les tortues radiées font partie des espèces prioritaires par le projet, car elles font l’objet de trafics massifs au niveau national et international, mais sont aussi victimes de braconnage », lit-on au passage dans le rapport cité plus haut.

Mais ces mêmes tortues figurent aujourd’hui parmi les victimes potentielles du changement climatique. En janvier, de fortes crues causées par un passage cyclonique ont sérieusement affecté les régions du Sud, sujettes à des sécheresses chroniques. La catastrophe naturelle a dévasté l’habitat de ces reptiles, y compris le centre de soin des tortues de Turtle Survival Alliance à Itampolo, où plusieurs centaines de tortues sont mortes asphyxiées sous les eaux.



Siago Cece (Kenya) ; New project to monitor, protect marine life through technology ; The Nation, January 30, 2025.

Tag : IUCN.

To access the article : <https://nation.africa/kenya/health/new-project-to-monitor-protect-marine-life-through-technology-4905836>



Kenya Wildlife Service Coast Conservator Adan Kala during the launch of Tech4Nature, a groundbreaking initiative where technology will be used to protect Kisite Mpunguti Marine Reserve in Kwale County, on January 22 2025. Siago Cece | Nation Media Group.

An innovative project is set to transform conservation efforts at Kisite Mpunguti National Marine Reserve in Kwale County, helping to protect marine biodiversity under threat from climate change and human activities.

The reserve, renowned for its vibrant coral gardens, ornamental fish and playful dolphins, attracts thousands of tourists yearly.

However, its fragile ecosystem faces challenges such as rising ocean temperatures, pollution, illegal fishing and habitat degradation

To address these threats, the Kenya Wildlife Service (KWS), in partnership with the International Union for Conservation of Nature (IUCN) and tech giant Huawei, has launched the Tech4Nature

project, where artificial intelligence (AI) and underwater cameras will be used to provide real-time data, enabling effective monitoring of marine activities in the Indian Ocean and timely responses to potential threats.

Key tourist attractions

According to KWS Senior Assistant Director Coast Conservation Area Adan Kala, the marine park faces various challenges that are a threat to marine animals and coral gardens - key tourist attractions.

He said the technology will help address the challenges that affect critical ocean features such as coral reefs, parrot fish, turtles and seagrass gardens underwater

“We have been having a challenge of accessing some parts of the marine park especially at night. But these underwater cameras will be deployed in such areas to help monitor the park. Illegal fishing using small nets has been rampant, endangering critical species like coral reefs, turtles, parrotfish, and seagrass gardens. With these underwater cameras, we can monitor such areas round the clock,” said Mr Kala

He noted that already, 40 per cent of Kenya’s corals have experienced bleaching due to high temperatures but that continuous data from the cameras and audio monitoring technologies will inform how best to protect the corals.

Speaking during the unveiling of the project at Shimoni in Kwale County, IUCN Country Representative Innocent Kabenga said technology will play an important role in conserving marine species and animals that have been listed as endangered.

“This is the first time Kenya is applying technology in marine conservation. The system will provide real-time insights into species behaviour, population, and distribution, while also identifying illegal activities such as fishing. This will greatly enhance conservation efforts,” said Mr Kabenga.

Artificial Intelligence will be trained to recognise specific target species such as turtles, by sight or sound, and provide real time data insights into the behaviour, population and distribution of these species in the marine reserve.

The system will also be able to identify boats used for illegal fishing and send alerts to rangers to intervene in real time.

Mr Kabenga added that this will also be an opportunity for the park to obtain a global certification dubbed ‘Green List’, which will be a key attraction for tourists who want to visit more sustainable areas.

Huawei Kenya's Media Director Khadija Ahmed said the tech company was focused on using available technologies to solve emerging challenges in communities, especially related to climate change.

"Climate change and biodiversity loss are threatening the health of our planet and placing our future at risk. But advancement in technology is offering another lifeline to humanity because such innovations help mitigate some of the world's pressing environmental problems," said Ms Ahmed.

She explained that to enable the system to work effectively, the company will provide improved network connectivity covering the park and watch tower to enable rapid transmission of collected data to a server for analysis by AI.

Besides KWS, the project will also be implemented by Wildlife Research and Training Institute, where scientists will use the data to develop measures that will help protect organisms in the reserve.

Mr Kala said once successful, KWS will expand the technology to other Marine Protected Areas like Diani-Chale Marine Reserve, Mombasa Marine Park, Malindi Marine Park and Watamu Marine Park to ensure a universal impact.

This is besides community outreach to raise awareness about the impact of climate change in the coastal areas and why locals should be keen on marine ecosystems that are threatened, vulnerable or endangered.

Tourism stakeholders lauded the initiative, noting that preserving the park's unique biodiversity will enhance the visitor experience while sustaining the livelihoods of thousands who depend on tourism in the Coast region. "Taking care of our resources is key because that means the thousands of locals and even hotel owners who depend on tourism will benefit. The county revenue will also be boosted," said Kwale Tourism Executive Michael Mutua.



وكالة تونس افريقيا للأنباء
Agence Tunis Afrique Presse

Meriem Khadhraoui (Tunisie) ; Mobilité électrique en Tunisie: Les préalables d'une transition inévitable ; TAP, 30 janvier 2025.

Tag : -.

Pour accéder à l'article : <https://www.tap.info.tn/fr/Portail-%C3%A0-la-Une-FR-top/18362752-mobilit%C3%A9-%C3%A9lectrique>



Tunis, 30 janv. (TAP- Meriem Khadhraoui)- En Tunisie, où le transport accapare près de 36% du total de l'énergie finale consommée et contribue de 26% aux émissions des GES (Gaz à effet de serre), les autorités ont entamé des démarches pour renforcer les parcs mobiles public et privé par des voitures électriques ou hybrides (combinant moteur à combustion et moteur électrique).

Le pays projette, ainsi, d'alimenter le marché local de 5000 voitures électriques et 60 bornes de recharge publiques, dans les différentes régions, d'ici 2026. Il ambitionne, à moyen terme, d'atteindre 50 000 véhicules électriques et 5 000 bornes de recharge en 2030.

Cette transition vers l'éco-mobilité, bien qu'elle soit une meilleure alternative pour la protection de l'environnement et la réduction de la dépendance des énergies fossiles, entraînera la perte de certains emplois et métiers, notamment dans le domaine de réparation

et d'entretien automobile. Certains métiers devront s'adapter au changement, à travers la mise à niveau et la formation, selon des études et des experts.

En effet, comparés aux moteurs électriques, les moteurs thermiques et ceux à combustion, comportent beaucoup moins de pièces et, nécessitent, ainsi, beaucoup moins de main-d'œuvre. Les voitures électriques sont également, respectueuses de l'environnement, car moins polluantes que celles à moteur à combustion, qui émettent des GES, tels que le dioxyde de carbone et l'azote.

Interrogé par l'agence TAP, sur les conditions et les revers de cette transition, le président de la Chambre Syndicale Nationale de la Mécanique Automobile relevant de l'UTICA, Youssef Rebeh a souligné que l'Etat devrait préparer, avant tout, l'infrastructure nécessaire pour la réussir (transition écologique). "Il est encore très tôt de parler de perte d'emplois ou d'émergence de nouveaux métiers, mais il faut, quand même, préparer le terrain, à travers la formation des professionnels et du personnel et la mise en place d'un réseau de bornes de recharge", a-t-il dit.

Les Tunisiens ne semblent toujours pas enthousiastes à l'idée d'acquérir et d'utiliser des véhicules électriques en raison de leurs prix et leurs coûts de maintenance, jugés très élevés.

Dans un sondage réalisé par l'institut "Emrhod Consulting" pour observer et décrypter l'évolution du marché de l'automobile en Tunisie, 49% des personnes sondées ont indiqué que le prix d'achat est le principal critère qui influence leur choix du véhicule. 47% ont dit qu'ils opteront pour un moteur thermique contre seulement 17% pour un véhicule hybride rechargeable et 14% pour un véhicule électrique.

Revenant sur l'impact de cette mue vers l'éco-mobilité, Youssef Rebeh a encore déclaré à TAP, que certains métiers, dont celui du mécanicien, (encore classique en Tunisie), vont perdre peu à peu de la main d'œuvre, étant boudés par les jeunes. "La réparation des voitures électriques est délicate et les mécaniciens sont appelés à être performants. Il faut les former tout en préparant les métiers d'avenir dans le secteur de l'automobile, tels que les ingénieurs en sécurité opérationnelle, les ingénieurs en électronique de puissance et les ingénieurs en électronique de moteur", a-t-il encore dit.

"Nous avons déjà entamé des formations dans plusieurs régions, dont Bizerte, Zaghouan et Sfax (Jbeniana), dans le cadre du Programme de formation et intégration professionnelles en Tunisie, conduit par la Coopération suisse", a encore indiqué Rebeh. Pour lui, les concessionnaires automobiles tunisiens doivent également s'adapter à l'ère des véhicules électriques et former leurs techniciens.

L'évolution technologique impose l'adaptation

Bien que les véhicules électriques nécessitent des réparations mécaniques, tout comme les véhicules à combustion, la réparation ou le remplacement de leurs batteries et de leurs systèmes électriques peuvent s'avérer plus complexes et plus coûteux.

Les systèmes électroniques des véhicules électriques, y compris les moteurs électriques et les commandes, nécessitent une intervention spéciale, et les systèmes de freinage requièrent également des réparations spécifiques. Selon les professionnels, les réparations et la maintenance seront les mêmes pour certaines composantes, mais l'adaptation aux nouvelles technologies et à l'ère de l'électrique est nécessaire.

"Ferid", garagiste à la zone d'El Manar 2 (Grand Tunis) n'est pas très optimiste quant à l'avenir de certains métiers. Ce sexagénaire, qui a vécu 17 ans en Europe, a affirmé, à l'agence TAP, que le métier de mécanicien est menacé de disparition.

"L'Etat a beaucoup perdu, quand il a mis fin aux parcours de formation professionnelle au sein des collèges secondaires. Cette formation avait l'avantage de perfectionner les jeunes dans des métiers adaptés au marché de l'emploi", estime-t-il.

Faute de main d'oeuvre, "Ferid" se charge, lui même, des tâches confiées d'habitude à des apprentis dans son atelier de réparation. "Ce genre de métiers manuels n'a plus le vent en poupe auprès des jeunes qui, même quand ils sont formés dans des centres privés, préfèrent travailler comme serveurs aux cafés ou livreurs".

Le marché automobile tunisien gagnerait à muter vers l'électrique, selon le propriétaire de l'atelier de réparation, qui emploie 9 personnes. Mais, il y'a toujours "ce problème de bornes de recharge". Il faut donc préparer l'infrastructure avant de chercher à s'inscrire dans cette tendance mondiale vers la mobilité électrique.

La Tunisie avait déjà pris des mesures, dans la Loi de finances de 2024, pour promouvoir la mobilité électrique et encourager les Tunisiens à acquérir des véhicules exploitant les énergies alternatives.

Ainsi, les voitures touristiques et utilitaires hybrides rechargeables ont bénéficié d'une réduction de la TVA de 19 à 7% et une exonération des droits de douane. Les droits de douane appliqués aux bus et aux camions hybrides rechargeables a été également, réduits de 43 à 10%.

Pour encourager les particuliers à s'engager sur cette voie de l'éco-mobilité, la TVA appliquée aux "Wallbox", chargeurs domestiques des voitures et motos, a été aussi réduite, en vertu de la Loi de finances 2024, de 19 à 7%. La voiture particulière représente 60% du parc automobile tunisien.



AfricaBrief
Telling the whole story

Wallace Mawire (Zimbabwe) ; Zimbabwe March Against Gender Violence Draws Officials, EU Support ; Africa Brief, January 30, 2025.

Tag: EU.

The event marked the handover of HeForShe co-chairmanship from EU Ambassador Jobst von Kirchmann to Canadian Ambassador Adler Aristilde.



Some of the people that took part in the solidarity march

HARARE, Zimbabwe— Hundreds of citizens, diplomats and officials marched through Zimbabwe's capital Wednesday in a show of unity against gender-based violence, marking a transition in leadership of the HeForShe initiative from European to Canadian representatives, writes Wallace Mawire.

The solidarity march, which stretched from the Harare International Conference Centre to Town House, brought together government authorities, civil society groups, and diplomatic missions under the global HeForShe campaign led by UN Women.

Women Affairs Minister Monica Mutsvangwa highlighted Zimbabwe's commitment to combating gender violence, citing the country's 2021 High-Level Political Compact signed by President Emmerson Mnangagwa.

"Several administrative and programmatic measures have been put in place, which include the establishment of community-based shelters and one-stop centres for the provision of multi-sectoral GBV services in remote and hard-to-reach areas," Mutsvangwa said.

The event marked the handover of HeForShe co-chairmanship from EU Ambassador Jobst von Kirchmann to Canadian Ambassador Adler Aristilde.

"Ending gender-based violence is a collective responsibility that calls on all of us—women and men, young and old—to stand together in solidarity," von Kirchmann said.

UN Resident Coordinator Edward Kallon praised the unified response, describing the march as "a powerful statement of our collective commitment to gender equality."

Team Europe representatives from Spain, Sweden, Italy, the Netherlands, Portugal, Germany, and Greece joined the demonstration.

The European coalition has pledged more than \$300 million toward gender equality initiatives in Zimbabwe through 2027.

The march is part of ongoing efforts between Zimbabwe's government, international organisations, and civil society to combat gender-based violence and promote women's empowerment.

VertTogo

Hector Nammangue (Togo) ; Des solutions pour atténuer les impacts climatiques au Sud du Togo ; Vert Togo, 31 janvier 2025.

Tag : -.

Pour accéder à l'article : <https://vert-togo.tg/des-solutions-pour-attenuer-les-impacts-climatiques-au-sud-du-togo/>



Ces derniers mois, les agriculteurs au Sud du Togo font face à des conditions climatiques particulièrement difficiles, marquées par des poches de sécheresse qui compromettent les récoltes. Face à cette situation, Mme Egbaré Awadi Mewekiwé, ingénieure en agrométéorologie et cheffe du Centre météorologique didactique de Lomé interrogé par notre rédaction, propose des solutions pour renforcer la résilience des producteurs agricoles. En effet, le Togo enregistre des périodes prolongées de sécheresse qui perturbent le cycle de production agricole. Les cultures sensibles au manque d'eau, comme le maïs et le riz, subissent d'importantes pertes. Mme Egbaré Awadi Mewekiwé explique que ces variations climatiques s'inscrivent dans une tendance de plus en plus marquée, nécessitant une adaptation rapide des pratiques agricoles.

Des pratiques adaptées pour minimiser les pertes

Pour faire face à cette situation, elle recommande d'adopter des cultures plus résistantes au stress hydrique, comme le niébé (haricot blanc), le wandzou et le manioc. Elle préconise également d'éviter le sarclage en période de sécheresse, car cela expose le sol à une évaporation excessive.

De plus, l'usage d'engrais pendant ces périodes est déconseillé, car il peut aggraver la situation des plantes en manque d'eau.

La cheffe du Centre météorologique didactique de Lomé insiste aussi sur l'importance de diversifier les cultures pour éviter les pertes totales dues aux variations climatiques.

L'agroforesterie, qui combine arbres et cultures, permet de mieux conserver l'humidité du sol et de protéger les plantations des conditions extrêmes. Elle souligne par ailleurs l'importance pour les agriculteurs de suivre les prévisions météorologiques et agrométéorologiques fournies par l'ANAMET, afin d'anticiper les périodes critiques et d'ajuster leurs activités en conséquence.

Des solutions plus structurantes pour l'avenir

Pour renforcer durablement la résilience des agriculteurs, des solutions plus larges doivent être mises en place, comme le développement de systèmes d'irrigation, la pratique du paillage pour réduire l'évaporation du sol, et la souscription à des assurances agricoles pour atténuer les pertes économiques.

L'intégration systématique des informations climatiques dans les stratégies agricoles pourrait également jouer un rôle clé dans la sécurisation des récoltes face aux effets du changement climatique.

Grâce à ces recommandations, les agriculteurs togolais peuvent mieux s'adapter aux conditions climatiques extrêmes et limiter les impacts des sécheresses qui, ces derniers mois, fragilisent la production agricole du pays.

VertTogo

Hector Nammangue (Togo) ; Le ProSMAT, un nouvel élan pour le maraîchage agroécologique au Togo ; Vert Togo, 31 janvier 2025.

Tag : FIDA.

Pour accéder à l'article : <https://vert-togo.tg/le-prosmat-un-nouvel-elan-pour-le-maraichage-agroecologique-au-togo/>



Dans un contexte de changement climatique, le Togo renforce son engagement en faveur d'une agriculture plus durable avec le lancement du Projet de Soutien à la Promotion du Maraîchage Agroécologique Paysan au Togo (ProSMAT). Portée par la Coordination Togolaise des Organisations Paysannes et de Producteurs Agricoles (CTOP) avec l'appui financier du fonds Global Agriculture and Food Security Program (GAFSP), sous la supervision du Fonds International de Développement Agricole (FIDA), ce projet qui a vu le jour ce jeudi 30 janvier 2025 à Lomé vise à promouvoir des pratiques agroécologiques et à garantir aux consommateurs des produits locaux sains et de qualité.



Ayéfoumi OLOU-ADARA, Président de la CTOP

En d'autres termes, l'initiative vise à renforcer la résilience des exploitations agricoles familiales et à garantir aux consommateurs des produits locaux sains et de qualité. « Nous voulons que la population togolaise puisse consommer des produits sains, des produits issus de notre terroir, des produits sûrs », a affirmé Ayéfoumi OLOU-ADARA, Président de la CTOP, lors du lancement du projet à Lomé.

« Par l'intermédiaire du FIDA, nous avons gagné ce projet, estimé à près de 2,43 millions de dollars, soit environ 1,5 milliard de F CFA. Nous nous sommes réunis ici pour justement faire le lancement de ce projet et permettre aux différents acteurs présents au cours de cet atelier, d'échanger sur le projet, son contenu, et les procédures de mise en œuvre, les acteurs de mise en œuvre, et également partager, disons, les résultats, escompter les résultats attendus par rapport à ce projet. », a-t-il poursuivi.

Un projet structurant pour l'agriculture durable

En effet, face aux défis du changement climatique et à la nécessité d'une alimentation plus saine, le ProSMAT ambitionne de réduire l'usage des intrants chimiques, d'améliorer la fertilité des sols et de promouvoir une production alimentaire durable et respectueuse de l'environnement.

S'étendant sur la période 2024-2027, le ProSMAT bénéficie d'un financement de 2,43 millions de dollars (environ 1,5 milliard de francs CFA) du Global Agriculture and Food Security Program (GAFSP), sous la supervision du Fonds International de Développement Agricole (FIDA).

Son objectif principal est d'accompagner les petits exploitants agricoles dans la transition agroécologique, en mettant l'accent sur la résilience face au changement climatique et l'accès à des marchés valorisant les produits biologiques.

Pour sa part, le directeur des filières végétales au ministère de l'Agriculture, Kpadenou Anani, représentant le ministère lors du lancement du projet a indiqué que l'approche inclusive et la synergie est salubre.



Vue de la table d'honneur

« Nous savons qu'il y a des interactions avec d'autres projets en cours de mise en œuvre sur le plan national. Cette synergie est vraiment déterminante parce qu'il faudrait que le langage soit commun et renforcé entre les acteurs, que les interventions aussi soient complémentaires et que ce ne soit pas une compétition qui ne dit pas son nom, qui s'installe sur le terrain. »

Des moyens pour une mise en œuvre efficace

Dans le cadre du lancement du projet, un important lot de matériel a été remis à l'équipe de mise en œuvre. Il comprend : deux véhicules pick-up, huit motos tout-terrain. Des équipements informatiques (ordinateurs, imprimantes, scanner, vidéoprojecteur)



Vue partielle des motos

Ces ressources permettront d'améliorer la mobilité des équipes sur le terrain, de faciliter la gestion des informations et d'assurer un suivi efficace des activités auprès des producteurs.

Le lancement du projet a réuni plusieurs partenaires clés, dont le FIDA, le GAFSP et le ministère de l'Agriculture, de l'Hydraulique Villageoise et du Développement Rural. Cette collaboration multisectorielle marque une avancée significative vers une souveraineté alimentaire responsable, où les producteurs et les consommateurs togolais sont les premiers bénéficiaires. Avec le ProSMAT, le Togo fait un pas de plus vers une agriculture plus verte, plus résiliente et plus durable, garantissant une alimentation saine et locale pour tous.



Sarah Natoolo (Ouganda) ; The wetlands story ; UBC January 31, 2025.

Tag : -.

To listen the report :

<https://drive.google.com/file/d/1sqbPIEYvt7YbHCuTL2HwF0Jn86tA09Wf/view>



AfricaBrief
Telling the Whole Story

Wallace Mawire (Zimbabwe) ; Africa Solar Growth Steady but Lags Behind Global Installation Surge ; Africa Brief, January 31, 2025.

Tag :

To access the article : <https://africabrief.substack.com/p/africa-solar-growth-steady-but-lags>

The report excludes residential installations, which are estimated to add 10% to 20% to the total capacity figures.

JOHANNESBURG— Africa's solar power capacity reached 19.2 gigawatts in 2024, marking sustained growth even as the continent's share of global installations remains below 1%, according to the Africa Solar Industry Association's annual outlook report, writes Wallace Mawire. Last year, the continent added 2.5 gigawatts of new solar installations, maintaining the steady pace set in previous years.

However, this growth rate trails significantly behind the global market, which saw a 44% increase to 503 gigawatts of new capacity.

South Africa and Egypt dominated the African market, accounting for nearly 80% of new installations. South Africa led with 1,235 megawatts, followed by Egypt at 707 megawatts.

"More and more African nations are adopting solar in their energy mix," the report states, noting that 29 countries installed at least 1 megawatt of capacity in 2024, up from 27 the previous year. The Central African Republic leads the continent in solar's contribution to its power grid, with more than 40% of its electricity coming from solar sources.

Six other nations, including Mauritania and Namibia, derive more than 10% of their power from solar. Battery storage emerged as a significant trend, with capacity growing from 150 megawatt-hours in 2023 to more than 1,600 megawatt-hours in 2024.

This surge follows a 20% decrease in lithium-ion storage costs, the steepest price drop in seven years.

The report excludes residential installations, which are estimated to add 10% to 20% to the total capacity figures.